

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

RCI BANQUE

Société anonyme au capital de 100 000 000 Euros

Siège social : 15, rue d'Uzès – 75002 Paris

306 523 358 R.C.S. PARIS

Comptes annuels sociaux et consolidés
approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 20 mai 2026

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société RCI Banque S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie " Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels " du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « **6.2.2 Règles et méthodes comptables** » de l'annexe qui expose le changement de méthodes comptables relatif à la première application du nouveau règlement ANC 2022-06.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Appréciation du risque de crédit et dépréciations des créances avec la clientèle afférentes au bilan.

Risque identifié	<p>RCI Banque S.A. constitue des dépréciations et des provisions pour couvrir le risque de pertes résultant de l'incapacité de ses clients à honorer leurs engagements financiers.</p> <p>Comme indiqué dans la note 6.2.2.2 de l'annexe aux comptes annuels, les dépréciations pour risque de crédit sont constituées pour couvrir le risque de non-recouvrement des créances. Elles sont déterminées sur base individuelle ou sur base collective.</p> <p>Nous avons considéré que les dépréciations pour risque de crédit constituent un point clé de l'audit compte tenu de l'importance du montant des crédits à la clientèle finale et au réseau des concessionnaires à l'actif du bilan, de l'utilisation de nombreux paramètres et hypothèses dans le calcul des dépréciations déterminées de manière statistique, et de l'exercice important du jugement intervenant dans leur détermination.</p> <p>Ces dépréciations ont été estimées compte-tenu du contexte macroéconomique contrasté qui se traduit notamment par le ralentissement de l'inflation et la stabilisation des taux d'intérêt.</p> <p><i>Au 31 décembre 2025, les dépréciations au titre du risque de crédit réseau et clientèle, présentées dans la note 4 de l'annexe. Elles s'élèvent à 44 millions d'euros pour les contrats non douteux, 33 millions d'euros pour les contrats douteux et 65 millions d'euros pour les contrats douteux compromis, pour un encours de crédit net total de 19,7 milliards d'euros.</i></p>
Notre réponse	<p>Avec l'appui de nos experts en risque de crédit et nos spécialistes en informatique, nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • évaluer les contrôles clés en place permettant de valider les méthodes utilisées pour calculer les provisions déterminées de manière statistique ; • apprécier les ajustements de dépréciations à dire d'experts et examiner la documentation sous-tendant les dépréciations complémentaires constituées, en particulier les provisions individuelles constatées dans chaque pays sur la base d'une expertise interne ; • tester la qualité des interfaces applicatives des systèmes d'information qui soutiennent le calcul et la reconnaissance des dépréciations et provisions pour risque de crédit ; • revoir le processus en place afin de s'assurer de l'exhaustivité et de la qualité des données utilisées pour déterminer les dépréciations et provisions ; • réaliser des procédures analytiques sur l'évolution des encours de crédits à la clientèle et au réseau de concessionnaires, et des dépréciations pour risque de crédit d'un exercice à l'autre ; • examiner la conformité des informations publiées dans les notes de l'annexe aux comptes annuels au regard des règles comptables applicables.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Autres informations**Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires****Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel**

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du directeur général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société RCI Banque S.A. Par l'assemblée générale du 22 mai 2014 pour le cabinet KPMG SA et du 29 avril 2020 pour le cabinet Forvis Mazars SA.

Au 31 décembre 2025, le cabinet KPMG SA était dans la 12^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Forvis Mazars SA dans la 6^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les Commissaires aux comptes
Paris La Défense et Levallois-Perret, le 20 mars 2026

KPMG S.A.

Forvis Mazars S.A.

Ulrich SARFATI
Associé

Anne VEAUTE
Associée

Natacha ANDRE
Associée

6.1 Bilan et compte de résultat

Bilan

/ ACTIF

En milliers d'euros	Notes	12/2025	12/2024
Caisse, Banques centrales et CCP	1	3 210 292	4 652 708
Effets publics et valeurs assimilées	2	22 121	4 980
Créances sur les établissements de crédit	3	17 329 905	15 877 779
Opérations avec la clientèle	4	19 653 245	19 630 929
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	6 845 868	7 230 105
Actions et autres titres à revenu variable	6	47 306	113 420
Autres titres détenus à long terme	7	4 001	4 001
Participation et parts dans les entreprises liées	8	2 522 130	2 431 644
Crédit-bail et location avec option d'achat	9	3 678 220	3 269 867
Location simple	10	324 454	230 135
Immobilisations incorporelles	11	45 901	21 471
Immobilisations corporelles	12	14 842	6 363
Autres actifs	13	863 982	821 616
Comptes de régularisation - actifs	14	276 777	253 516
TOTAL ACTIF		54 839 044	54 548 534

/ PASSIF

En milliers d'euros	Notes	12/2025	12/2024
Dettes envers les établissements de crédit	15	6 921 683	6 441 961
Opérations avec la clientèle	16	25 605 838	26 018 700
Dettes représentées par un titre	17	14 843 310	15 300 136
Autres passifs	18	672 090	633 646
Comptes de régularisation - passifs	19	597 103	597 780
Provisions	20	153 494	167 150
Dettes subordonnées	21	1 684 553	1 628 879
Capitaux propres		4 360 973	3 760 282
Capital souscrit	22	100 000	100 000
Primes d'émission et de fusion	22	258 807	258 807
Réserves	22	319 614	319 614
Ecart de réévaluation	22	76	76
Report à nouveau	22	2 781 784	2 400 680
Résultat de l'exercice	22	900 692	681 105
TOTAL PASSIF		54 839 044	54 548 534

Compte de résultat

En milliers d'euros	Notes	12/2025	12/2024
Intérêts et produits assimilés	29	2 562 210	2 770 335
Intérêts et charges assimilées	30	(1 881 035)	(2 099 753)
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	31	956 642	915 810
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	31	(808 573)	(804 720)
Produits sur opérations de location simple	32	75 612	56 660
Charges sur opérations de location simple	32	(56 190)	(41 678)
Revenus des titres à revenu variable	33	373 156	435 593
Commissions (Produits)	34	71 208	71 057
Commissions (Charges)	34	(65 260)	(71 100)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	35	800	(13 944)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilées	35	121 735	(140 502)
Autres produits d'exploitation	36	305 549	215 728
Autres charges d'exploitation	37	(86 921)	(31 636)
PRODUIT NET BANCAIRE		1 568 933	1 261 850
Charges générales d'exploitation	38	(324 199)	(340 279)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(3 432)	(3 112)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		1 241 302	918 459
Coût du risque	39	(90 307)	(89 268)
RESULTAT D'EXPLOITATION		1 150 995	829 191
Gains ou pertes nets sur actifs immobilisés	40	(27 922)	(36 287)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		1 123 073	792 904
Impôts sur les bénéfices	41	(222 381)	(111 799)
RESULTAT NET		900 692	681 105

Engagement hors-bilan

En milliers d'euros	Notes	12/2025	12/2024
Engagements donnés	25	8 058 872	13 491 253
Engagements de financement		1 225 153	5 984 064
Engagements de garantie		942 806	1 246 568
Autres engagements donnés		5 890 913	6 260 621
Engagements reçus	26	17 571 593	17 334 174
Engagements de financement		7 954 247	8 730 484
Engagements de garantie		9 558 593	8 603 690
Autres engagements reçus		58 753	

6.2 Annexe aux comptes annuels

6.2.1 Événements significatifs relatifs à l'exercice

Première émission AT1 (Additional Tier 1) de Mobilize Financial Services

Pour la première fois de son histoire, le groupe Mobilize Financial Services a émis un Instrument AT1 à période de non-remboursement anticipé de 5,5 ans afin d'optimiser la structure de son capital. Le montant de cette émission est de 400 M€.

Nouvelles émissions de fonds communs de titrisation

Sur le marché de la titrisation, RCI Banque S.A. a placé pour environ 624 M€ de titres adossés à des prêts automobiles accordés par sa succursale allemande et pour environ 739 M€ de titres adossés à des créances de location avec option d'achat (LOA) octroyées par sa société mère française.

Liquidation de la société RNSF B.V

Le 12 mars 2025, la société RNSF B.V détenue à 50 % par RCI Banque S.A. a été liquidée. Cela fait suite à la dissolution de la société BARN B.V intervenue en novembre 2024.

Acquisition de titres

En 2025, RCI Banque S.A. a participé aux augmentations de capital d'entités dont les principales sont les suivantes :

RCI Servicios Colombia pour 5,9 M€, RCI Bank UK Ltd pour 51,6 M€ et Bipicar Mobility SL pour 14,5 M€ (Voir note 8 « Variations des parts dans les entreprises liées et autres participations »).

6.2.2 Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément au règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 (modifié par les règlements ANC n° 2020-10 du 22 décembre 2020, n° 2023-03 du 7 juillet 2023 et n° 2023-05 du 10 novembre 2023) relatif à l'établissement et à la publication des comptes individuels annuels des comptes des entreprises du secteur bancaire. Ils intègrent les comptes des succursales à l'étranger.

La société RCI Banque S.A. compte 10 succursales implantées à l'étranger :

- en Allemagne, la succursale finance les ventes des réseaux Renault et Nissan ;
- en Italie, la succursale est dédiée au financement à la clientèle et aux réseaux des marques Renault et Nissan ;
- en Argentine, l'activité de la succursale concerne le financement aux réseaux ;
- au Portugal, la succursale réalise des financements à la clientèle et aux réseaux, ainsi que du leasing ;
- en Slovénie, la succursale finance les stocks de Véhicules Neufs et de Pièces Détachées des concessionnaires Renault du pays et propose une activité de Retail Credit et Leasing ;
- en Espagne, la succursale assure le financement à la clientèle et aux réseaux des marques Renault et Nissan ;
- en Suède, l'entité propose une offre de financements aux concessionnaires et aux clients finaux de Renault établis en Suède, au Danemark, en Finlande et en Norvège ;
- en Autriche, la succursale réalise des financements à la clientèle et aux réseaux ;
- en Irlande, la succursale réalise des financements aux réseaux ;
- en Pologne, la succursale réalise des financements à la clientèle et aux réseaux.

6.2.2.1 Evolution des principes comptables d'évaluation et de présentation des comptes

Le règlement ANC n° 2022-06 met fin à la pratique du transfert de charges. Cette suppression est applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025. En conséquence, les comptes de transfert de charges d'exploitation ont été supprimés du compte de résultat, et les opérations concernées doivent désormais être enregistrées directement dans les comptes correspondant à la nature de l'opération.

Au sein de RCI Banque S.A., seule la succursale allemande recourait à cette pratique pour comptabiliser des indemnités d'assurance reçues. Ces indemnités sont dorénavant enregistrées en diminution des charges de sinistres couvertes par les polices d'assurance.

Ce changement s'est traduit par un reclassement de 10 M€ au compte de résultat, des autres produits d'exploitation vers les charges sur opérations de crédit-bail et assimilés.

6.2.2.2 Créances sur la clientèle

Principe d'évaluation et de présentation des prêts et créances sur la clientèle

Les créances de financement des ventes à la clientèle finale et de financement du réseau appartiennent à la catégorie des « prêts et créances émis par l'entreprise ». A ce titre, elles sont enregistrées initialement à la juste valeur et comptabilisées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux de rendement interne jusqu'à l'échéance ou, pour les créances à taux révisable, jusqu'à la date la plus proche de refixation du taux. L'amortissement actuariel de toute différence entre le montant initial de la créance et son montant à l'échéance est calculé selon la méthode du TIE.

Le coût amorti des créances de financement des ventes comprend, outre la part contractuelle de la créance, les bonifications d'intérêts reçues du constructeur ou du réseau, les frais de dossiers payés par les clients et les rémunérations versées aux apporteurs d'affaires. Ces différents éléments, qui concourent au rendement de la créance, sont présentés en minoration ou majoration du montant de la créance. Leur constatation au compte de résultat fait l'objet d'un étalement actuariel au TIE des créances auxquelles ils sont rattachés.

Conformément au règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, les commissions versées aux apporteurs d'affaires, ainsi que les bonifications reçues, frais de dossiers et autres charges ou produits évaluable sont présentés au bilan, avec l'encours de crédit concerné (opérations avec la clientèle).

Au compte de résultat, ces mêmes éléments évaluable sont présentés dans le produit net bancaire.

Identification du risque de crédit

RCI Banque S.A. utilise actuellement différents systèmes de notation interne :

- une notation groupe pour les emprunteurs « Réseau », utilisée aux différentes phases de la relation avec l'emprunteur (acceptation initiale, suivi du risque, dépréciation) ;
- une notation groupe pour les contreparties bancaires, établie à partir des ratings externes et du niveau de fonds propres de chaque contrepartie ;
- pour les emprunteurs « Clientèle », différents systèmes de score d'acceptation sont utilisés en fonction des filiales et des types de financement concernés.

Toute créance présentant un risque avéré de non-recouvrement partiel ou total est classée parmi l'une des deux catégories suivantes :

- encours douteux : le classement en créance douteuse intervient au plus tard lorsqu'une échéance est impayée depuis plus de trois mois. Le classement en douteux d'une créance entraîne le transfert en créance douteuse de l'intégralité des encours sur le client concerné ;
- encours compromis : l'identification des encours compromis intervient lorsque la déchéance du terme (crédit) ou la résiliation du contrat (location) est prononcée en raison de la situation financière dégradée de la contrepartie. En l'absence de déchéance du terme ou résiliation, elle intervient un an au plus tard après le classement en encours douteux.

Compte tenu de l'incidence de pratiques de gestion locales différenciées, la déchéance du terme ou la résiliation n'ont pas lieu au même âge dans les différents pays où s'exerce l'activité de RCI Banque S.A. Toutefois, on constate une certaine convergence des pratiques par grandes zones géographiques :

- Europe du Nord : la déchéance du terme ou la résiliation a généralement lieu dans les trois à quatre mois qui suivent le premier impayé ;
- Europe du Sud : la déchéance du terme ou la résiliation a généralement lieu dans les six à huit mois qui suivent le premier impayé ;
- Amérique du Sud : la déchéance du terme ou la résiliation intervient généralement dans les six à huit mois qui suivent le premier impayé.

Les indemnités de résiliation et intérêts de retard sur les créances douteuses et compromises sont comptabilisés et dépréciés intégralement jusqu'à leur encaissement.

Le retour d'un encours douteux vers l'encours sain intervient après une période probatoire de trois mois à compter de la date d'apurement des arriérés, période probatoire étendue à deux ans pour les encours restructurés.

Facteurs réducteurs de risque

RCI Banque S.A. pratique de manière limitée et localisée le recours à la cession des créances douteuses.

Dépréciation pour risque de crédit

Des dépréciations pour risque de crédit avéré sont constituées pour couvrir les risques de non-recouvrement des créances. Ces dépréciations sont déterminées sur base individuelle (selon le cas, de manière unitaire ou à partir d'une approche statistique des risques) ou sur base collective et classées au bilan en déduction des postes d'actif auxquels elles se rattachent.

Activité Clientèle

L'approche statistique sur base individuelle est appliquée à l'activité Clientèle. Elle vise à estimer la perte finale sur l'encours douteux, l'encours compromis et l'encours avec incident de paiement. Les créances « Clientèle » sont dépréciées par groupes de risque représentatifs des types de financement et des biens financés.

Les flux prévisionnels utilisés dans le cadre de la dépréciation statistique sont déterminés par l'application au montant des créances lors du défaut, d'un taux de récupération périodique en fonction de la durée écoulée suite au passage en douteux. Les flux de récupération sont projetés sur une durée de plusieurs années à l'issue de laquelle le dernier flux représente un forfait des récupérations au-delà de cette durée. Les taux de récupération utilisés résultent de l'observation des récupérations réelles, lissées sur une période de 12 mois.

La dépréciation sur encours douteux est calculée en comparant la valeur recouvrable estimée, constituée des flux de récupération prévisionnels actualisés, avec la valeur comptable des créances concernées. Etant donné le caractère statistique de la méthode permettant de mesurer les flux de récupération prévisionnels, le calcul de la valeur recouvrable estimée est effectué non pas individuellement pour chaque créance, mais collectivement par génération de contrats.

L'encours incidenté non douteux est déprécié en tenant compte de la probabilité de passage en douteux et sur la base d'un taux de récupération au moment du passage en douteux. Il s'agit d'incurred loss, le fait avéré étant constitué par un défaut de paiement inférieur à trois mois.

Dans le cas où l'approche statistique sur base individuelle n'est pas pertinente, les créances incidentées et douteuses font l'objet d'un suivi unitaire, la dépréciation est alors déterminée en fonction d'une classification des entreprises et des phases de recouvrement ou de procédures engagées.

Dès qu'un actif financier ou un groupe d'actifs financiers similaires a été déprécié à la suite d'une perte de valeur, les produits d'intérêts ultérieurs sont comptabilisés sur la base du taux d'intérêt utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs en vue d'évaluer la perte de valeur.

Activité Réseau

Les dépréciations pour risques de crédit de l'activité réseau sont calculées selon trois types de créances : incidentée, douteuse et compromise, dont les faits générateurs et le principe de calcul sont décrits ci-après.

L'estimation des pertes à provisionner sur les créances incidentées se base exclusivement sur des méthodes statistiques. Le classement dans la catégorie des créances incidentées est toujours généré par des faits tels que : dégradation de la structure financière, perte de rentabilité, irrégularité de paiement, anomalies des contrôles de stock.

Les dépréciations pour créances douteuses sont déterminées de façon unitaire et individuelle en fonction des encours produits (véhicule neuf, véhicule d'occasion, pièces de rechange, cash...) et selon une classification des contreparties en état de pré-alerte ou en état d'alerte et après une dégradation continue et critique des indicateurs cités ci-dessus par les opérationnels de RCI Banque S.A.

Les encours non douteux et non incidentés qui sont ainsi classés sains ne font pas l'objet de dépréciations.

Règles de passage en pertes

Lorsqu'une créance présente un risque avéré depuis trois ans et qu'aucun élément ne permet d'envisager le recouvrement, le montant de la dépréciation est repris et l'encours brut est passé en pertes sur créances irrécouvrables.

Dépréciation des valeurs résiduelles

RCI Banque S.A. assure un suivi systématique et régulier des valeurs de revente des véhicules d'occasion afin notamment d'optimiser la tarification des opérations de financement.

La détermination des valeurs résiduelles des contrats se fait dans la plupart des cas par l'utilisation de grilles de cotation qui fournissent pour chaque catégorie de véhicules une valeur résiduelle caractéristique du couple durée/kilométrage.

Pour les contrats dans lesquels la valeur de reprise des véhicules n'est pas garantie au terme contractuel par un tiers externe, une dépréciation est constituée en comparant :

- la valeur économique du contrat : à savoir, la somme des flux futurs contractuels et de la valeur résiduelle réestimés aux conditions de marché à la date d'évaluation et actualisés au taux du contrat ;
- la valeur comptable inscrite au bilan au moment de la valorisation.

La valeur de revente prévisionnelle est estimée en prenant notamment en compte l'évolution récente et connue du marché des véhicules d'occasion, qui peut être influencée par des facteurs externes (situation économique, fiscalité) ou internes (évolution de la gamme, baisse des tarifs du constructeur).

La dépréciation est calculée sans compensation avec les profits éventuels.

6.2.2.3 Opérations de crédit-bail et de location financière

Les immobilisations faisant l'objet de contrats de crédit-bail, de location avec option d'achat ou de location longue durée figurent à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition, diminué des amortissements pratiqués. Le coût d'acquisition comprend l'ensemble des frais accessoires d'acquisition inclus dans le montant du refinancement accordé et servant de base à la détermination des loyers.

Les amortissements sont calculés linéairement en fonction de la durée normale d'utilisation des biens concernés.

Conformément au règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014, les commissions versées aux apporteurs d'affaires sont étalées sur la durée de vie effective du contrat selon une méthode actuarielle ou linéaire. Les commissions versées aux apporteurs d'affaires, ainsi que les bonifications reçues, frais de dossiers et autres charges ou produits étalables sont présentés au bilan, avec le compte rattaché de l'actif immobilisé concerné (opérations de crédit-bail et assimilées).

Au compte de résultat, ces mêmes éléments étalables sont présentés dans le produit net bancaire.

6.2.2.4 Opérations de location simple

Les immobilisations faisant l'objet de contrats de location simple, figurent à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition, diminué des amortissements pratiqués. Le coût d'acquisition comprend l'ensemble des frais accessoires d'acquisition inclus dans le montant du refinancement accordé et servant de base à la détermination des loyers.

Les amortissements sont déterminés en fonction de la durée normale d'utilisation des biens concernés.

Les locations de batteries de véhicules électriques sont classées en location simple. Les durées de vie des batteries ont été fixées de 8 à 10 ans en fonction du type de véhicules électriques.

6.2.2.5 Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres, ou d'en assurer le contrôle.

On considère comme « Parts dans les entreprises liées » les titres des entreprises susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable. Les autres titres relevant de cette catégorie mais qui ne sont pas susceptibles d'être inclus par intégration globale dans ce même ensemble sont classés en « Titres de participation ».

Autres titres détenus à long terme

Relèvent de cette catégorie les investissements réalisés sous forme de titres dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, mais sans influence dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Principe d'évaluation et de dépréciation

Les titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou à leur valeur réévaluée au 31 décembre 1976 (réévaluation légale).

Des dépréciations sont constituées lorsque la valeur d'utilité est inférieure à ce coût d'acquisition. Celle-ci est généralement déterminée en fonction de la quote-part d'actif net détenue, calculée selon les principes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés.

Les dividendes correspondants sont comptabilisés dans l'année de leur mise en paiement.

6.2.2.6 Effets publics et valeurs assimilées, Obligations, actions et titres à revenu fixe ou variable

Ces postes regroupent, conformément à la réglementation bancaire française, les valeurs mobilières, les instruments du marché interbancaire, les bons du Trésor et autres titres de créances négociables.

Ces instruments s'inscrivent dans une activité de marché, RCI Banque S.A. n'ayant pas vocation à faire de l'intermédiation.

Les titres sont classés en trois catégories :

Titres de transaction

Ce sont des titres destinés à être cédés à brève échéance. L'évaluation de ce portefeuille se fait à la valeur de marché coupons courus inclus et les différences d'évaluation sont comptabilisées au compte de résultat.

Titres de placement

Les titres de placement regroupent les titres acquis dans l'intention de les détenir pour une période supérieure à six mois.

Ces titres sont inscrits au bilan pour leur coût d'acquisition, hors intérêts courus pour les obligations. Pour les titres à revenu fixe, les différences positives ou négatives apparaissant entre le coût d'acquisition et la valeur de remboursement (décote ou prime) font l'objet d'un étalement sur la durée de vie restante des titres. Cet étalement est porté au compte de résultat.

Des dépréciations sont constituées lorsque la valeur de marché d'une ligne de titres à la date de clôture est inférieure au coût d'acquisition ou à la valeur comptable corrigée de l'étalement des décotes et primes.

Titres d'investissement

Les titres d'investissement comprennent exclusivement des titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les conserver de façon durable, en principe jusqu'à leur échéance.

Ces titres sont soit couverts par des instruments de taux d'intérêt pour les protéger de façon durable contre le risque de taux, soit adossés à des financements long terme permettant leur conservation effective jusqu'à l'échéance.

Les décotes ou primes sont étalées sur la durée de vie restante des titres.

Les dépréciations ne sont constituées que lorsqu'il existe une forte probabilité de défaillance de l'émetteur des titres. Les moins-values latentes sont uniquement comptabilisées s'il existe une forte probabilité que RCI Banque S.A. conserve ces titres jusqu'à l'échéance.

6.2.2.7 Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées et amorties selon l'approche par composants. Les éléments d'un ensemble plus ou moins complexe sont séparés en fonction de leurs caractéristiques et de leurs durées de vie ou de leur capacité à procurer des avantages économiques sur des rythmes différents.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût historique d'acquisition.

Les immobilisations corporelles autres que les terrains sont généralement amorties linéairement sur les durées d'utilisation estimées suivantes :

- constructions 15 à 40 ans ;
- autres immobilisations corporelles quatre à huit ans ;
- logiciels informatiques acquis un à trois ans.

6.2.2.8 Emprunts**Primes et frais d'émission de titres ou d'obligations**

Les primes et frais d'émission sont amortis sur la durée de vie des emprunts et figurent dans les comptes de régularisation.

Opérations complexes

Les opérations structurées sont présentes en faible nombre. Elles sont généralement adossées à des ressources sous forme de dépôts ou émissions de titres et comprennent des swaps comportant une ou plusieurs clauses optionnelles particulières.

Dans le cadre de ces montages, les risques de marché (taux, change) sont strictement neutralisés.

Les résultats de ces opérations sont inscrits au compte de résultat au prorata temporis.

6.2.2.9 Provisions

Engagements de retraite et assimilés

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âges de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

Lorsque les hypothèses de calcul sont révisées, il en résulte un ajustement de la provision.

La charge nette de l'exercice, correspondant à la somme du coût des services rendus, du coût lié à la désactualisation diminuée de la rentabilité attendue des actifs du régime, et de l'étalement du coût des services passés, est entièrement constatée dans les charges de personnel.

Provisions risques pays

Les provisions pour risques pays portent sur les créances consenties à certaines filiales et les titres d'investissement détenus par le siège sur ces filiales, et permettent de déduire du résultat fiscal un pourcentage de ces encours. Le pourcentage appliqué ainsi que les pays sur lesquels se calcule la provision sont listés dans la lettre de la Direction de la Législation Fiscale du 24 juillet 2004.

Les filiales sur lesquelles RCI Banque S.A. calcule cette provision sont situées dans des pays :

- de catégorie I avec déduction fiscale de 5 % : Slovaquie, Hongrie, Corée, République tchèque et Pologne ;
- de catégorie II avec déduction fiscale de 10 % : Maroc, Roumanie, Slovaquie, Inde et Croatie ;
- de catégorie III avec déduction fiscale de 30 % : Argentine et Brésil.

6.2.2.10 Conversion des éléments en devises

Conversion des comptes des succursales étrangères

Les succursales à l'étranger sont gérées comme des établissements autonomes. Par conséquent, il a été estimé plus pertinent de traduire les comptes des succursales à l'étranger comme ceux des filiales, à savoir :

- les postes du bilan sont convertis au taux de clôture ;
- les postes du compte de résultat sont convertis au taux moyen de l'exercice, ce dernier est utilisé comme une valeur approchée du cours applicable aux transactions sous-jacentes sauf cas de fluctuation significative ;
- les écarts de conversion de le hors-bilan sont inclus dans les comptes de régularisation, en compte d'ajustement devises.

Opérations en devises

Lors de l'arrêté des comptes, les soldes monétaires exprimés en devises sont convertis au taux de clôture. Les différences de change dégagées à cette occasion sont comptabilisées dans le compte de résultat.

Les écarts résultant de la conversion des titres de participations et de filiales libellés en devises et financés en euros sont inscrits dans des comptes d'écart de conversion ; ceux-ci sont regroupés dans les postes de bilan avec les comptes de titres auxquels ils se rapportent.

Les pertes de change ne sont provisionnées que si une cession ou un remboursement des titres est prévu au cours de l'exercice suivant. De même cet écart de change n'est passé au compte de résultat qu'en cas de cession ou remboursement pour la partie des montants afférente aux titres cédés ou remboursés.

6.2.2.11 Instruments financiers de change et de taux

Les opérations sur instruments financiers à terme non dénouées figurent dans les engagements hors bilan.

Ces instruments s'inscrivent dans une activité de marché, RCI Banque S.A. n'ayant pas vocation à faire de l'intermédiation.

Instruments financiers de taux d'intérêt négociés sur les marchés de gré à gré

Il s'agit principalement d'opérations d'échange de taux d'intérêt dans le cadre d'une gestion du risque global de taux. Les charges et produits relatifs à ces opérations d'échange de taux d'intérêt sont inscrits au compte de résultat au prorata temporis. Par ailleurs, les résultats dégagés sur les autres instruments financiers à terme de taux d'intérêt, tels que les Forward Rate Agreements (FRA), les caps, les floors et les collars, sont inscrits au compte de résultat de manière échelonnée sur la durée de vie des éléments couverts.

Lorsque le groupe est amené à prendre des positions isolées, les instruments concernés, traités sur des marchés de gré à gré sont valorisés selon la méthode suivante : les flux futurs certains sont actualisés sur une courbe de taux zéro coupon de la classe d'instruments correspondants. Les cotations de courbes de taux et de change sont extraites quotidiennement et automatiquement. Seules les moins-values relatives à des ensembles homogènes de contrats sont provisionnées.

Instruments de change

Les instruments de change ont essentiellement pour but de couvrir le risque de change. Le résultat relatif à ces opérations est pris en compte de manière symétrique sur la durée de vie des éléments couverts.

6.2.2.12 Informations relatives au risque de contrepartie sur produits dérivés

L'exposition relative au risque de contrepartie est suivie selon deux méthodes.

Le suivi individualisé du risque de contrepartie est fondé sur une méthode forfaitaire interne. Il tient compte, en outre, du risque de livraison et s'appuie sur une méthode de notation interne (déterminée conjointement avec l'actionnaire Renault) qui permet de lier la limite attribuée à chaque contrepartie à une note tenant compte de plusieurs facteurs de risque pondérés : niveau des fonds propres, ratio de solvabilité financière, notations long terme et court terme par les agences de rating, appréciation qualitative de la contrepartie.

La méthode forfaitaire est également employée pour mesurer le risque global de contrepartie encouru sur l'ensemble des produits dérivés contractés par RCI Banque S.A. Elle est fondée sur des coefficients de pondération. Ces coefficients de pondération sont liés au type d'instruments (3 % par an pour les opérations libellées en une seule devise, et 12 % par an sur les deux premières années de la durée de vie initiale puis 4 % sur les années suivantes pour les opérations engageant deux devises) et à la durée de l'opération. Ces coefficients sont volontairement plus élevés que ceux prévus par la réglementation sur l'adéquation des fonds propres, ce qui correspond à une approche délibérément prudente et conservatrice dans les conditions actuelles du marché. Il n'est pas fait de compensation entre les risques liés aux positions se neutralisant avec une même contrepartie.

Un suivi global en méthode « mark to market positif + add-on » est également réalisé.

Il est fondé sur la méthode réglementaire dite des grands risques. Pour les dépôts et excédents de trésorerie en compte courant, l'exposition est comptabilisée sur la base du montant nominal. Pour les produits dérivés (taux et change), celle-ci est calculée comme la somme des pertes potentielles, calculées sur la base de la valeur de remplacement des contrats réalisés avec la contrepartie sans compensation avec les gains potentiels, augmentée d'un « add-on » représentant le risque potentiel futur. Ce risque potentiel futur est déterminé par la réglementation bancaire française (Arrêté du 20 février 2007 relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement article 267-3) comme suit :

Durée résiduelle	Contrats sur taux d'intérêt (en % du nominal)	Contrats sur taux de change (en % du nominal)
≤ 1 an	0 %	1,00 %
1 an < durée ≤ 5 ans	0,50 %	5,00 %
> 5 ans	1,50 %	7,50 %

6.2.2.13 Secteurs Opérationnels

RCI Banque S.A. a pour mission d'apporter une gamme complète de financements et de services à ses deux marchés de référence : la clientèle finale (Grand Public et Entreprises) et le Réseau de concessionnaires des marques Renault, Nissan, Dacia, Renault Samsung Motors et Mitsubishi.

Ces deux clientèles ont des attentes différentes qui nécessitent une approche spécifique en termes de marketing de l'offre, de processus de gestion, de ressources informatiques, de méthodes commerciales et de communication. L'organisation du groupe a été aménagée pour être en parfaite cohérence avec ces deux clientèles, pour renforcer son rôle de pilotage et de support, ainsi que pour accroître l'intégration avec Renault et Nissan, notamment dans les aspects marketing et commerciaux.

La répartition par marché a donc été adoptée en tant que segmentation opérationnelle. Elle correspond à l'axe stratégique développé par l'entreprise. Les informations présentées sont établies sur la base des reportings internes communiqués au Comité exécutif groupe, identifié comme le « principal décideur opérationnel ».

- L'activité Réseau recouvre les financements octroyés au Réseau de concessionnaires des groupes Renault, Nissan et Mitsubishi.
- L'activité Clientèle recouvre l'ensemble des financements et services associés, autres que ceux du Réseau.
- Les activités de refinancement et de holding sont regroupées au sein des « Autres activités ».

6.2.2.14 Implantation par zones géographiques

Une ventilation par zone géographique d'implantation est présentée dans les notes annexes pour les postes du Bilan et du Compte de Résultat jugés les plus pertinents (conformément à l'article 1124-51 du règlement de l'ANC 2014-07).

6.2.2.15 Entreprises liées

Lorsque le montant est significatif, la part des opérations entre la société et les entreprises liées est présentée dans les notes annexes au Bilan et au Compte de Résultat. La grande majorité des entreprises liées est constituée des filiales de RCI Banque S.A. Ces transactions sont conclues aux conditions normales de marché.

6.2.2.16 Consolidation

RCI Banque S.A. appartient au groupe Mobilize Financial Services. Le groupe établit depuis 2005 ses comptes consolidés en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'approuvé par l'Union Européenne à la date de préparation de ses états financiers, conformément à l'option prévue en France pour les groupes publiant des comptes consolidés.

RCI Banque S.A., société mère du groupe, est une société anonyme à Conseil d'administration, au capital de 100 000 000 euros entièrement libéré, entreprise soumise à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires des établissements de crédit, et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le n° SIREN 306 523 358.

Le siège social de RCI Banque S.A. est situé au 15, rue d'Uzès, 75002 Paris.

RCI Banque S.A. a pour principale activité le financement des marques des groupes Renault, Nissan et Mitsubishi.

Les états financiers consolidés du groupe au 31 décembre portent sur la société et ses filiales, et sur les intérêts du groupe dans les entreprises associées et les entités sous contrôle conjoint.

La société RCI Banque S.A. est consolidée par intégration globale dans le groupe Mobilize Financial Services qui est lui-même consolidé par intégration globale dans les comptes du groupe Renault.

6.2.3 Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture n'est à constater.

6.2.4 Adaptation à l'environnement économique et financier

Dans un environnement économique contrasté, RCI Banque S.A. maintient une politique financière prudente et renforce son dispositif de gestion et de contrôle de la liquidité.

6.2.4.1 Liquidité

RCI Banque S.A. porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité.

L'activité de collecte de dépôts, lancée en février 2012 est maintenant présente dans 7 pays différents (Allemagne, France, Autriche, Royaume-Uni, Espagne, Pays-Bas et Pologne). Elle a permis de créer une ressource alternative et constitue aujourd'hui la principale source de financement du groupe. De plus elle vient renforcer le ratio structurel de liquidité à long terme (NSFR).

Sur le marché obligataire, RCI Banque S.A. se finance sur des maturités allant de trois à huit ans en euro et émet régulièrement des green bonds depuis 2022. De plus, depuis 2019, RCI Banque S.A. est présent sur le marché de la dette obligataire subordonnée Tiers 2 et depuis 2025 sur celle de l'Additional Tier 1. Cette diversification des offres permet de toucher divers types d'investisseurs. Par ailleurs le groupe accède aux marchés obligataires dans des devises multiples que ce soit pour financer les actifs européens ou pour accompagner son développement hors Europe.

Le recours au financement par titrisation, de format privé ou public, permet également d'élargir la base d'investisseurs.

Le pilotage du risque de liquidité de RCI Banque S.A. prend en compte les recommandations de l'EBA relatives à l'Internal Liquidity Adequacy Assessment Process (ILAAP) et repose sur les éléments suivants :

- **appétit pour le risque** : cet élément est défini par le Comité des risques du Conseil d'administration ;
- **refinancement** : le plan de financement est construit dans une optique de diversification d'accès à la liquidité, par produit, par devise et par maturité. Les besoins de financements font l'objet de recadrages réguliers qui permettent d'ajuster le plan de financement ;
- **réserve de liquidité** : l'entreprise vise à disposer en permanence d'une réserve de liquidité en adéquation avec l'appétit pour le risque de liquidité. La réserve de liquidité est constituée de lignes bancaires confirmées non tirées, de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire de la BCE ou de la Banque d'Angleterre, d'actifs hautement liquides (HQLA) et d'actifs financiers. Elle est revue chaque mois par le Comité financier ;
- **prix de transfert** : le refinancement des entités européennes du groupe est coordonné par la Trésorerie groupe qui gère la gestion de la liquidité et mutualise les coûts. Les coûts de liquidité internes sont revus périodiquement par le Comité financier et sont utilisés par les filiales commerciales pour la construction de leur tarification ;
- **scénarios de stress** : le Comité financier est informé chaque mois de l'horizon pendant lequel l'entreprise peut assurer la continuité de son activité en utilisant sa réserve de liquidité dans divers scénarios de stress. Les scénarios de stress comprennent des hypothèses de fuite des dépôts et de perte d'accès à de nouveaux financements, d'indisponibilité partielle de certains éléments de la réserve de liquidité ainsi que des prévisions de production de nouveaux crédits. Les hypothèses de fuite des dépôts stressées sont très conservatrices et font l'objet de tests rétrospectifs réguliers ;
- **plan d'urgence** : un plan d'urgence établi permet d'identifier les actions à mener en cas de stress sur la situation de liquidité.

6.2.4.2 Risque de crédit

En 2025, le risque de crédit sur le portefeuille à la clientèle est resté faible et stable par rapport à l'année précédente. Ainsi, le taux de prêts non-performants fin décembre 2025 s'est établi à 2,47 % du total des encours à la clientèle marquant une baisse de 3 centimes de point par rapport à décembre 2024.

Les politiques d'acceptation sont restées inchangées et ont permis d'atteindre un niveau de coût du risque compatible à la déclaration d'appétit au risque de crédits.

6.2.4.3 Rentabilité

RCI Banque S.A. revoit régulièrement les coûts de liquidité internes utilisés pour la tarification des opérations clientèle, permettant ainsi de maintenir une marge sur la production de nouveaux crédits en ligne avec les cibles budgétaires. De façon similaire, la tarification des financements accordés aux concessionnaires est indexée sur un taux de base interne reflétant le coût des fonds empruntés et des coussins de liquidité nécessaires à la continuité d'activité.

6.2.4.4 Gouvernance

Le suivi des indicateurs de liquidité fait l'objet d'un point spécifique à chacun des Comités financiers mensuels.

Les Comités de gestion pays suivent également systématiquement les indicateurs de risque et de marge instantanée prévisionnelle, qui complètent les analyses habituelles de la rentabilité des filiales.

6.2.4.5 Exposition au risque de crédit non commercial

Le risque de contrepartie financière résulte du placement des excédents de trésorerie, investis sous forme de dépôts bancaires à court terme auprès d'établissements bancaires de premier ordre, d'investissements dans des fonds monétaires, ou d'achats d'obligations (émises par des états, émetteurs supranationaux, agences gouvernementales ou des entreprises) dont la durée moyenne était inférieure à un an au 31 décembre 2025.

Tous ces investissements sont réalisés auprès de contreparties de qualité de crédit supérieure préalablement autorisés par le Comité Financier. RCI Banque S.A. porte par ailleurs une attention particulière à la diversification des contreparties.

De plus, pour satisfaire aux exigences réglementaires résultant de la mise en application du ratio de liquidité à 30 jours Liquidity Coverage Ratio (LCR), RCI Banque S.A. investit dans des actifs liquides tels que définis dans l'Acte Délégué de la Commission Européenne. Ces actifs liquides sont principalement constitués de dépôts auprès de la Banque Centrale Européenne et de titres d'états ou supranationaux. La durée moyenne du portefeuille de titres était inférieure à un an.

En outre, RCI Banque S.A. a également investi dans un fonds dont les actifs sont constitués de titres de créances émis par des agences européennes, des états et des émetteurs supranationaux. Son exposition moyenne au risque de crédit est de six ans avec une limite à neuf ans. Le fonds vise une exposition nulle au risque de taux avec un maximum de deux ans.

Par ailleurs, les opérations de couverture du risque de taux ou de change par des produits dérivés peuvent exposer l'entreprise à un risque de contrepartie. En Europe, où le groupe est soumis à la réglementation EMIR, les dérivés font l'objet de techniques de mitigation du risque de contrepartie par échange de collatéral en bilatéral ou enregistrement en chambre de compensation. En dehors d'Europe, le groupe est attentif à la qualité de crédit des contreparties bancaires avec lesquelles il traite des dérivés.

6.2.5 Notes sur les comptes annuels

NOTE 1 Caisse, Banque centrale et CCP

Ventilation par nature

En milliers d'euros	12/2025	12/2024
Caisse	34	12
Banques centrales et CCP	3 210 094	4 652 329
Créances rattachées	164	367
TOTAL DES CAISSE, BANQUES CENTRALES ET CCP	3 210 292	4 652 708

NOTE 2 Effets publics et valeurs assimilées

Ventilation par nature

En milliers d'euros	12/2025	12/2024
Titres à revenu fixe	22 121	4 980
TOTAL DES EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES	22 121	4 980

Les titres à revenu fixe sont constitués de Bons du Trésor argentin et polonais détenus par les succursales de RCI Banques S.A. en Argentine et en Pologne.

NOTE 3 Créances sur les établissements de crédit

Ventilation par nature

En milliers d'euros	12/2025	12/2024
CREANCES A VUE SUR ETABLISSEMENTS DE CREDIT	1 168 524	419 560
Comptes ordinaires débiteurs	1 102 419	345 497
Prêts au jour le jour	65 714	72 461
Créances rattachées	391	1 602
CREANCES A TERME SUR ETABLISSEMENTS DE CREDIT	16 161 381	15 458 219
Prêts participatifs ou subordonnés	469 775	325 038
Comptes et prêts à terme	15 407 212	14 894 365
Créances rattachées	284 394	238 816
TOTAL DES PRETS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT*	17 329 905	15 877 779
(*) Dont entreprises liées	17 125 116	15 706 319

Les entreprises liées correspondent essentiellement aux opérations de refinancement des filiales.

Les créances vis-à-vis des établissements de crédit ne sont pas éligibles au refinancement de la Banque Centrale Européenne.

NOTE 4 Opérations avec la clientèle**Ventilation par nature**

En milliers d'euros	12/2025	12/2024
CREDITS NON DOUTEUX A LA CLIENTELE	13 397 071	12 452 867
Encours de crédit affecté non titrisé	9 053 761	7 979 871
Encours sur financement réseaux	4 371 897	4 490 992
Créances rattachées sur contrats non douteux	15 629	13 045
Dépréciation des créances impayées	(44 216)	(31 041)
CREDITS DOUTEUX A LA CLIENTELE	78 749	67 927
Créances rattachées sur contrats douteux	2 246	1 749
Créances sur contrats douteux	94 020	95 943
Dépréciation des contrats douteux	(32 640)	(44 526)
Créances sur contrats douteux compromis	79 905	82 581
Dépréciation des contrats douteux compromis	(64 782)	(67 820)
CONCOURS DIVERS	5 460 225	6 378 486
Créances commerciales	435 989	350 418
Prêts à la clientèle financière	166 179	177 279
Autres concours à la clientèle	4 544 358	5 394 460
Prêts participatifs ou subordonnés sur la clientèle non financière	185 741	186 187
Valeurs non imputées	43 973	163 017
Créances rattachées sur concours divers	83 749	106 223
Créances douteuses sur concours divers	576	902
Dépréciation des concours divers	(340)	
COMPTES ORDINAIRES	620 614	595 840
Comptes ordinaires sains	600 934	595 135
Créances rattachées sur comptes ordinaires non douteux	19 670	700
Comptes ordinaires douteux	12	6
Dépréciation des comptes ordinaires	(2)	(1)
ETALEMENTS	96 586	135 809
Etalement des bonifications reçues	(284 969)	(230 784)
Etalement des frais de dossier reçus	(108 294)	(91 016)
Etalement des commissions versées	401 296	383 446
Etalement des autres charges versées	88 553	74 163
TOTAL NET DES CREANCES SUR LA CLIENTELE*	19 653 245	19 630 929
(*) Dont entreprises liées		

Ventilation par secteurs d'activité

En milliers d'euros	12/2025	12/2024
FINANCEMENT CLIENTELE	9 216 552	8 175 304
Valeur brute des encours	9 330 544	8 294 172
- dont Contrats non douteux	9 166 607	8 129 341
- dont Contrats douteux	87 858	86 064
- dont Contrats douteux compromis	76 079	78 767
Dépréciation des encours	(113 992)	(118 868)
- dont Contrats non douteux	(24 315)	(14 249)
- dont Contrats douteux	(28 498)	(39 872)
- dont Contrats douteux compromis	(61 179)	(64 747)
FINANCEMENT RESEAUX	4 355 854	4 481 299
Valeur brute des encours	4 383 500	4 505 818
- dont Contrats non douteux	4 371 266	4 490 376
- dont Contrats douteux	8 407	11 628
- dont Contrats douteux compromis	3 827	3 814
Dépréciation des encours	(27 646)	(24 519)
- dont Contrats non douteux	(19 902)	(16 792)
- dont Contrats douteux	(4 142)	(4 654)
- dont Contrats douteux compromis	(3 602)	(3 073)
AUTRES ACTIVITES	6 080 839	6 974 326
Valeur brute des encours	6 081 181	6 974 327
- dont Contrats non douteux	6 081 169	6 974 321
- dont Contrats douteux	13	6
- dont Contrats douteux compromis	(1)	
Dépréciation des encours	(342)	(1)
- dont Contrats non douteux	(339)	
- dont Contrats douteux	(2)	(1)
- dont Contrats douteux compromis	(1)	
TOTAL NET DES CREANCES SUR LA CLIENTELE	19 653 245	19 630 929

NOTE 5 Obligations et autres titres à revenu fixe

Ventilation par nature

En milliers d'euros	12/2025	12/2024
Titres de placement	6 845 868	7 230 105
Titres à revenu fixe**	6 821 934	7 325 471
Créances rattachées sur titres de placement à revenu fixe	51 878	49 044
Dépréciation des titres à revenu fixe	(27 944)	(144 410)
TOTAL DES OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE*	6 845 868	7 230 105
(*) Dont titres cotés	5 824 013	6 344 072
(**) Valeur de marché des titres de placement à revenu fixe hors icne	6 817 682	7 239 602
(**) Plus-values et moins-values latentes sur les titres à revenu fixe	142 504	72 673

Les obligations et autres titres à revenu fixe sont émis avec tous types d'émetteurs.

Détail des titres de placement acquis dans le cadre d'opérations de titrisation

En milliers d'euros															
Entités cédantes	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA	Succursale Italienne	Succursale Allemande	Succursale Allemande	Succursale Allemande	Succursale Allemande	Succursale Allemande	Succursale Allemande	Succursale Allemande	Succursale Allemande	Succursale Espagnole
Date de début	01/05/2012	01/10/2023	01/10/2020	01/07/2013	01/10/2020	01/07/2015	01/07/2017	01/03/2014	01/10/2021	01/04/2024	27/10/2021	01/03/2023	01/05/2025	01/05/2025	08/11/2022
Véhicule d'émission	Cars Alliance Auto Loans France FCT Master	CARS Alliance Auto Leases France V 2023-1	Cars Alliance Auto Keases France Master	FCT Cars Alliance DFP France	Cars Alliance Auto Leases France V2020-1	Cars Alliance Auto Loans Italy 2015 s.r.l.	Cars Alliance DFP Germany 2017	Cars Alliance Auto Loans Germany Master	Cars Alliance Auto Loans Germany V2021-1	Cars Alliance Auto Loans Germany V2024-1	Cars Alliance Auto Loans Germany V2021-1	CARS Alliance Auto Loans Germany V2023-1	Cars Alliance Auto Loans Germany V2025-1	Cars Alliance Auto Loans Germany V2025-1	Cars Alliance Auto Loans Spain 2022
Nature des créances cédées	Crédits automobiles à la clientèle	LOA automobiles (Loyer)	LOA automobiles à la clientèle (Loyers)	Créances concessionnaires indépendants	Crédits automobiles à la clientèle	Crédits automobiles à la clientèle	Créances concessionnaires indépendants	Crédits automobiles à la clientèle	Crédits automobiles à la clientèle	Crédits automobiles à la clientèle	Crédits automobiles à la clientèle	Crédits automobiles à la clientèle	Crédits automobiles à la clientèle	Crédits automobiles à la clientèle	Crédits automobiles à la clientèle
Tranche	Class A	Class A	Class A	Class A		Class A	Class A	Class A			Class A				Class A
Notation	Notation AAA	Notation AAA	Notation AAA	Notation AA		Notation AA	Notation AAA	Notation AAA			Notation AAA				Notation AA
Montant des titres souscrits au 31-12-25	213 500	37 926	704 000	800 000		1 834 800	540 000	541 200			32 587				1 120 000
Tranche								Class B	Class B						Class B
Notation								Non notées	Notation A						Non notées
Montant des titres souscrits au 31-12-25								40 700	24 300						107 700
Tranche						Class C			Class C	Class C			Class C	Class C	
Notation						Non notées			Non notées	Non notées			Non notées	Non notées	
Montant des titres souscrits au 31-12-25						295 600			48 700	38 710			26 000	26 000	
Tranche												Class R			
Notation												Notation AAA			
Montant des titres souscrits au 31-12-25												37 840			

NOTE 6 Actions et autres titres à revenu variable

Ventilation par nature

En milliers d'euros	12/2025	12/2024
Titres à revenu variable(**)	47 306	113 420
TOTAL DES ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE*	47 306	113 420
(*) Dont titres cotés	0	70 352
(**) Valeur de marché des titres de placement à revenu variable	47 306	116 643
(**) Plus-values et moins-values latentes sur les titres à revenu variable		3 223

NOTE 7 Autres titres détenus à long terme

Ventilation par nature

En milliers d'euros	12/2025	12/2024
VALEURS BRUTES DES TITRES	4 212	4 212
Autres titres détenus à long terme	4 212	4 212
DEPRECIATION DES TITRES	(211)	(211)
Dépréciation des autres titres détenus à long terme	(211)	(211)
TOTAL DES PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME*	4 001	4 001
(*) Dont titres cotés		

NOTE 8 Participation et parts dans les entreprises liées**Ventilation par nature**

En milliers d'euros	12/2025	12/2024
Parts dans les entreprises liées	2 690 946	2 585 320
Titres de participation	47 567	47 497
Dépréciation des titres de participation	(39 268)	(40 350)
Dépréciation des parts dans les entreprises liées	(177 115)	(160 823)
TOTAL DES PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES*	2 522 130	2 431 644
(*) Dont titres cotés		

Variation des parts dans les entreprises liées et autres participations**Variation de la période**

En milliers d'euros	Base	Dépréciation
SOLDE A L'OUVERTURE	2 632 817	(201 173)
KADENSIS		377
Trader Mobility Holding GmbH		(1 399)
Mobilize Lease & CO S.A.S	105 000	
Ortio Sigorta Aracilik Aizmetleri Anonim Sirketi	97	
Renault Crédit Zrt		200
RCI Servicios Colombia	5 900	(4 429)
RCI Financial Services SA		(2)
RENAULT LEASING CZ		1 082
CONSORCIO RENAULT DO BRASIL		(4 249)
ES MOBILITY		(99)
RN SF B.V.	(71 371)	71 371
RCI Colombia SA Comp.de financ		6 300
RCI Bank UK Ltd	51 570	
BIPICAR MOBILITY SL	14 500	(84 361)
Autres mouvements		(1)
SOLDE A LA CLOTURE	2 738 513	(216 383)

NOTE 9 Crédit-bail et location avec option d'achat**Ventilation par nature**

En milliers d'euros	12/2025	12/2024
Immobilisations brutes	5 565 946	4 959 534
Amortissements	(1 780 975)	(1 613 894)
Loyers échus	25 134	22 805
Dépréciation des créances impayées	(3 460)	(2 478)
Créances rattachées	1 259	1 208
Loyers douteux	17 442	13 986
Dépréciation des loyers douteux	(8 436)	(5 889)
Loyers douteux compromis	7 406	8 187
Dépréciation des loyers douteux compromis	(5 807)	(6 390)
Etalement des bonifications reçues	(187 593)	(153 215)
Etalement des frais de dossier reçus	(12 306)	(11 149)
Etalement des commissions versées	48 201	48 112
Etalement des autres charges versées	11 409	9 050
TOTAL DES OPERATIONS DE CREDIT-BAI ET LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT*	3 678 220	3 269 867
(*) Dont entreprises liées	(128 532)	(95 587)

Ces opérations sont toutes réalisées à partir de l'Union Européenne (hors France).

NOTE 10 Location simple**Ventilation par nature**

En milliers d'euros	12/2025	12/2024
Immobilisations brutes	612 141	432 909
Amortissements	(215 438)	(187 750)
Loyers échus	706	577
Dépréciation des créances impayées et valeurs résiduelles	(26 572)	(2 309)
Loyers douteux	241	400
Dépréciation des loyers douteux	(190)	(370)
Etalement des bonifications reçues	(35 735)	(10 476)
Etalement des frais de dossier reçus	(10 748)	(2 921)
Etalement des commissions versées	49	75
TOTAL DES OPERATIONS DE LOCATION SIMPLE*	324 454	230 135
(*) Dont entreprises liées		

Ces opérations sont toutes réalisées à partir de l'Union Européenne (hors France).

NOTE 11 Immobilisations incorporelles**Ventilation par nature**

En milliers d'euros	12/2025	12/2024
VALEUR BRUTE DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	56 792	30 626
Concessions, brevets et droits similaires	55 241	30 014
Autres immobilisations incorporelles	1 551	612
AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	(10 891)	(9 155)
Amortissements sur concessions, brevet et droits similaires	(10 357)	(8 717)
Amortissements sur autres immobilisations incorporelles	(534)	(438)
TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	45 901	21 471

NOTE 12 Immobilisations corporelles**Ventilation par nature**

En milliers d'euros	12/2025	12/2024
VALEUR BRUTE DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	41 455	32 277
Constructions	8 106	923
Matériel de transport	3 668	3 483
Matériel et mobilier de bureau	5 181	5 275
Matériel et mobilier informatique	10 267	9 430
Autres immobilisations corporelles	14 233	13 166
AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	(26 613)	(25 914)
Amortissements sur constructions	(352)	(340)
Amortissements sur matériel de transport	(690)	(565)
Amortissements sur matériel et mobilier de bureau	(4 888)	(4 581)
Amortissements sur matériel et mobilier informatique	(9 055)	(8 799)
Amortissements sur autres immobilisations corporelles	(11 628)	(11 629)
TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES*	14 842	6 363
(*) Dont entreprises liées		

NOTE 13 Autres actifs**Ventilation par nature**

En milliers d'euros	12/2025	12/2024
Etat	151 001	159 065
Créances relatives aux opérations sur les titres	9	
Créances sociales	214	252
Débiteurs divers*	707 134	656 356
Créances rattachées sur débiteurs divers	5 624	5 943
TOTAL DES AUTRES ACTIFS	863 982	821 616
(*) Dont montant cumulé de dépôt de garantie au titre du FRU	16 116	16 116

La société RCI Banque S.A. a opté pour la possibilité de comptabiliser au bilan une partie de ses contributions versées annuellement au Fonds de résolution Unique, la partie complémentaire étant quant à elle, enregistrée au compte de résultat en impôts et taxes.

En contrepartie un engagement hors-bilan de paiement irrévocable d'un montant identique, est enregistré dans les engagements de financement (Note 25).

L'arrêt rendu par la Cour de justice de l'Union européenne le 13 novembre 2025 confirme que le dépôt de garantie lié aux engagements irrévocables de paiement (EIP) ne peut être restitué sans paiement préalable de la contribution correspondante.

Cette décision permet de clarifier le cadre juridique applicable, sans pour autant rendre ces engagements exigibles tant qu'aucun événement déclencheur n'est intervenu.

L'éventuel appel de cet engagement relève d'un horizon incertain et très lointain, ce qui justifie l'absence de provisionnement.

NOTE 14 Comptes de régulation**Ventilation par nature**

En milliers d'euros	12/2025	12/2024
Charges à répartir sur frais et primes des dettes représentées par un titre	55 822	54 741
Charges constatées d'avance	27 670	18 603
Produits à recevoir sur swaps ou IFT	64 704	57 485
Autres produits à recevoir	36 798	36 046
Valeurs à l'encaissement	91 783	86 641
TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ACTIF	276 777	253 516

La contrepartie des produits et des charges résultant de la conversion des opérations de change au comptant et à terme enregistrées au hors bilan est inscrite au bilan en « Compte d'ajustement sur devises ». La conversion est faite en cours de clôture.

NOTE 15 Dettes envers les établissements de crédit**Ventilation par nature**

En milliers d'euros	12/2025	12/2024
DETTES A VUE SUR ETABLISSEMENTS DE CREDIT	191 347	265 481
Comptes ordinaires créditeurs	191 109	265 481
Dettes rattachées	238	
DETTES A TERME ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT**	6 730 336	6 176 480
Comptes et emprunts à terme	6 723 617	6 170 388
Dettes rattachées	6 719	6 092
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT*	6 921 683	6 441 961
(*) Dont entreprises liées	4 497 435	4 338 987
(**) Dont financement Banque de France en contrepartie des créances et titres mobilisés	1 801 613	1 500 131

NOTE 16 Opérations avec la clientèle**Ventilation par nature**

En milliers d'euros	12/2025	12/2024
DETTES A VUE SUR OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	15 705 101	16 087 437
Comptes ordinaires créditeurs	474 820	421 291
Compte d'épargne sur livret	15 161 869	15 602 703
Acomptes et autres sommes dues	57 394	33 111
Dettes vis-à-vis de la clientèle financière	252	211
Dettes rattachées	10 766	30 121
DETTES A TERME SUR OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	9 900 737	9 931 263
Comptes ordinaires créditeurs à terme	9 789 751	9 825 257
Dettes vis-à-vis de la clientèle financière	101 872	99 415
Dettes rattachées	9 114	6 591
TOTAL DES OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE*	25 605 838	26 018 700
(*) Dont entreprises liées		

NOTE 17 Dettes représentées par un titre**Ventilation par nature**

En milliers d'euros	12/2025	12/2024
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	14 599 038	15 091 793
Emprunts obligataires	13 793 569	14 156 864
Titres de créances négociables	805 469	934 929
DETTES RATTACHEES SUR DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	244 272	208 343
Emprunts obligataires	244 272	208 343
TOTAL DES DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	14 843 310	15 300 136

NOTE 18 Autres passifs**Ventilation par nature**

En milliers d'euros	12/2025	12/2024
Etat	68 088	77 963
Dettes sociales	16 304	16 162
Créditeurs divers	393 491	346 599
Dettes rattachées sur créditeurs divers	180 192	181 600
Dépôts de garantie reçus sur opérations de crédit-bail et as.	14 015	11 322
TOTAL DES AUTRES PASSIFS	672 090	633 646

NOTE 19 Comptes de régulation**Ventilation par nature**

En milliers d'euros	12/2025	12/2024
Produits à répartir sur primes d'émission des emprunts	6 194	8 700
Produits constatés d'avance sur opérations de crédit-bail et ass.	82 913	65 932
Produits constatés d'avance sur opérations avec la clientèle	224 748	252 623
Autres produits constatés d'avance	7 150	5 594
Comptes d'ajustement devises	2 956	1 898
Charges à payer sur swaps ou IFT	145 038	150 801
Autres comptes de régularisation passif	128 104	112 232
TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION PASSIF	597 103	597 780

NOTE 20 Provisions**Ventilation par nature**

En milliers d'euros	12/2024	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	12/2025
			Utilisées	Non utilisées		
DEPRECIATION DES OPERATIONS BANCAIRES	123 572	13 348		(27 761)	(1)	109 158
Litiges avec des clients	1 048	1 155		(1 437)		766
Engagements par signature		1			(1)	
Risques pays	122 524	12 192		(26 324)		108 392
DEPRECIATION DES OPERATIONS NON BANCAIRES	43 578	16 445	(8 267)	(7 420)		44 336
Engagements de retraite	1 686	150	(10)	(59)		1 767
Risques filiales	117					117
Plans sociaux et de restructuration	4 061	4 057	(1 620)	(1 565)		4 933
Autres risques et charges	37 714	12 238	(6 637)	(5 796)		37 519
TOTAL DES PROVISIONS	167 150	29 793	(8 267)	(35 181)	(1)	153 494

(*) Autres variations = reclassements et effet des variations de change.

Aucun des litiges connus, dans lesquels la société est impliquée, ne devrait entraîner des pertes significatives n'ayant pas été provisionnées.

20.1 Provisions pour engagements de retraite et assimilés**Ventilation par nature**

En milliers d'euros	Valeur actuarielle des engagements	Valeur actuarielle des fonds investis	Engagements nets des fonds investis	Ecarts actuariels	Provision au bilan
SOLDE AU 31 DECEMBRE 2023	1 690		1 690	(94)	1 596
Charge nette de l'exercice 2024	128		128		128
Prestations et contributions payées	(38)		(38)		(38)
Ecarts actuariels	(14)		(14)	14	
SOLDE AU 31 DECEMBRE 2024	1 766		1 766	(80)	1 686
Charge nette de l'exercice 2025	148		148		148
Prestations et contributions payées	(67)		(67)		(67)
Ecarts actuariels	(3)		(3)	3	
SOLDE AU 31 DECEMBRE 2025	1 844		1 844	(77)	1 767

Principales hypothèses actuarielles retenues	12/2025	12/2024
Age de départ à la retraite	67	67
Evolution des salaires	-	0,00 %
Taux d'actualisation financière	2,81 %	2,96 %
Taux de départ des salariés de l'entreprise	3,00 %	3,00 %

Les engagements de retraite ne concernent que la succursale italienne.

20.2 Provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie**Ventilation par nature**

En milliers d'euros	12/2024	Dotations	Reprises	Autres (*) variations	12/2025
DEPRECIATIONS COMPTABILISEES A L'ACTIF	506 618	188 058	(263 794)	101	430 983
Opérations avec la clientèle	160 824	69 044	(43 524)	101	186 445
Opérations sur titres	345 794	119 014	(220 270)		244 538
DEPRECIATION DES OPERATIONS BANCAIRES	123 572	13 348	(27 761)	(1)	109 158
Litiges avec des clients	1 048	1 155	(1 437)		766
Engagements par signature		1		(1)	
Risques pays	122 524	12 192	(26 324)		108 392
TOTAL	630 190	201 406	(291 555)	100	540 141

(*) Autres variations = reclassements et effet des variations de change.

NOTE 21 Dettes subordonnées**Ventilation par nature**

En milliers d'euros	12/2025	12/2024
Titres subordonnés	1 650 000	1 600 000
Dettes rattachées sur titres subordonnés	34 553	28 879
TOTAL DES DETTES SUBORDONNEES	1 684 553	1 628 879

NOTE 22 Capitaux propres**Ventilation par nature**

En milliers d'euros	31/12/2024	Affectation Résultat 2024	Variation 2025	31/12/2025
Capital souscrit	100 000	0	0	100 000
Primes d'émission et de fusion	258 807	0	0	258 807
Réserve légale	10 000	0	0	10 000
Autres réserves	309 614	0	0	309 614
Ecart de réévaluation	76	0	0	76
Provisions réglementées et subventions d'investissement		0	0	
Report à nouveau	2 400 680	531 105	(150 001)	2 781 784
Résultat de l'exercice*	681 105	(681 105)	900 692	900 692
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES*	3 760 282	(150 000)	750 691	4 360 973
(*) Résultat net par action et résultat dilué par action en euros	681			901

Le capital de la société est constitué de 1 000 000 actions dont 999 994 détenues par la société Renault S.A.S.

RCI Banque n'ayant émis aucun instrument dilutif de type obligations convertibles, le résultat dilué par action est identique au résultat par action.

Il correspond donc bien au résultat de l'année divisé par le nombre total d'actions.

Proposition d'affectation du résultat

En milliers d'euros	12/2025	12/2024
SOLDE DISPONIBLE	3 682 476	3 081 785
Report à nouveau après affectation du résultat	2 781 784	2 400 680
Résultat de l'exercice	900 692	681 105
DISTRIBUTION DE DIVIDENDES*	(400 000)	(150 000)
Acompte sur dividende versé sur l'exercice	(150 000)	
Distribution de dividendes	(250 000)	(150 000)
REPORT A NOUVEAU APRES AFFECTATION DU RESULTAT	3 282 476	2 931 785
(*) Dividende par action en euros	400	150

NOTE 23 Ventilation des actifs et des passifs par durées restants à courir

En milliers d'euros	Inférieur à 3 mois	De 3 à 12 mois	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total 12/2025
ACTIFS FINANCIERS	14 630 807	10 180 839	20 263 329	1 986 456	47 061 431
Caisse, Banques centrales et CCP	3 210 292				3 210 292
Effets publics et valeurs assimilées	9 534		12 587		22 121
Créances sur les établissements de crédit	4 963 217	3 541 578	8 355 335	469 775	17 329 905
Opérations avec la clientèle	5 117 317	6 337 308	7 801 939	396 681	19 653 245
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 330 447	301 953	4 093 468	1 120 000	6 845 868
PASSIFS FINANCIERS	21 076 727	7 727 559	16 441 098	3 810 000	49 055 384
Dettes envers les établissements de crédit	2 948 183	299 064	3 664 436	10 000	6 921 683
Opérations avec la clientèle	17 456 460	3 716 285	3 733 093	700 000	25 605 838
Dettes représentées par un titre	637 531	3 712 210	9 043 569	1 450 000	14 843 310
Dettes subordonnées	34 553			1 650 000	1 684 553

En milliers d'euros	Inférieur à 3 mois	De 3 à 12 mois	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total 12/2024
ACTIFS FINANCIERS	16 649 384	9 425 345	20 621 523	700 249	47 396 501
Caisse, Banques centrales et CCP	4 652 708				4 652 708
Effets publics et valeurs assimilées	4 980				4 980
Créances sur les établissements de crédit	4 965 069	2 813 101	7 774 571	325 038	15 877 779
Opérations avec la clientèle	5 701 602	6 170 899	7 383 217	375 211	19 630 929
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 325 025	441 345	5 463 735		7 230 105
PASSIFS FINANCIERS	21 702 724	6 501 197	17 485 753	3 700 002	49 389 676
Dettes envers les établissements de crédit	2 699 740	459 017	3 283 204		6 441 961
Opérations avec la clientèle	17 820 097	3 286 044	4 312 557	600 002	26 018 700
Dettes représentées par un titre	1 163 501	2 746 643	9 889 992	1 500 000	15 300 136
Dettes subordonnées	19 386	9 493		1 600 000	1 628 879

NOTE 24 Ventilation des actifs et des passifs par zones géographiques d'implantation

En milliers d'euros	France	Union européenne (hors France)	Reste du monde	Total 12/2025
ACTIFS FINANCIERS	30 789 394	15 994 602	277 435	47 061 431
Caisse, Banques centrales et CCP	2 989 206	204 819	16 267	3 210 292
Effets publics et valeurs assimilées		15 140	6 981	22 121
Créances sur les établissements de crédit	17 131 385	182 471	16 049	17 329 905
Opérations avec la clientèle	4 865 979	14 549 128	238 138	19 653 245
- dont Contrats non douteux	4 865 979	14 470 369	238 138	19 574 486
- dont Contrats douteux		63 636		63 636
- dont Contrats douteux compromis		15 123		15 123
Obligations et autres titres à revenu fixe	5 802 824	1 043 044		6 845 868
PASSIFS FINANCIERS	26 321 116	22 492 060	242 208	49 055 384
Dettes envers les établissements de crédit	6 398 422	316 303	206 958	6 921 683
Opérations avec la clientèle	3 394 831	22 175 757	35 250	25 605 838
Dettes représentées par un titre	14 843 310			14 843 310
Dettes subordonnées	1 684 553			1 684 553

En milliers d'euros	France	Union européenne (hors France)	Reste du monde	Total 12/2024
ACTIFS FINANCIERS	32 070 258	15 154 683	171 560	47 396 501
Caisse, Banques centrales et CCP	4 431 954	214 987	5 767	4 652 708
Effets publics et valeurs assimilées			4 980	4 980
Créances sur les établissements de crédit	15 714 132	160 001	3 646	15 877 779
Opérations avec la clientèle	5 714 487	13 759 275	157 167	19 630 929
- dont Contrats non douteux	5 714 487	13 691 343	157 167	19 562 997
- dont Contrats douteux		53 171		53 171
- dont Contrats douteux compromis		14 761		14 761
Obligations et autres titres à revenu fixe	6 209 685	1 020 420		7 230 105
PASSIFS FINANCIERS	26 375 100	22 881 255	133 321	49 389 676
Dettes envers les établissements de crédit	5 939 358	379 976	122 627	6 441 961
Opérations avec la clientèle	3 506 727	22 501 279	10 694	26 018 700
Dettes représentées par un titre	15 300 136			15 300 136
Dettes subordonnées	1 628 879			1 628 879

NOTE 25 Engagements donnés**Ventilation par nature**

En milliers d'euros	12/2025	12/2024
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	1 225 153	5 984 064
Ouverture de crédits confirmés en faveur des établissements de crédit	358 698	498 082
Autres engagements en faveur des établissements de crédit		3 500 000
Ouverture de crédits confirmés en faveur de la clientèle	836 055	953 982
Autres engagements en faveur des établissements de la clientèle	30 400	1 032 000
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	942 806	1 246 568
Cautions, avals et autres garanties d'ordre d'établissements de crédit	704 173	1 001 038
Cautions, avals et autres garanties d'ordre de la clientèle	238 633	245 530
AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	5 890 913	6 260 621
Valeurs affectées en garantie	5 890 913	6 260 621
TOTAL DES ENGAGEMENTS DONNES*	8 058 872	13 491 253
(*) Dont entreprises liées		
Engagements de garantie	702 597	984 461
Engagements de financement	396 318	5 036 038

Les autres engagements donnés correspondent principalement aux créances et titres donnés en garantie à la Banque Centrale pour l'obtention de l'emprunt lié à la mobilisation.

NOTE 26 Engagements reçus**Ventilation par nature**

En milliers d'euros	12/2025	12/2024
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	7 954 247	8 730 484
Ouverture de crédits confirmés reçus des établissements de crédit**	7 954 247	8 730 466
Autres engagements reçus des établissements de crédit		18
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	9 558 593	8 603 690
Cautions, avals et autres garanties reçus d'établissements de crédit	194 782	124 631
Cautions, avals et autres garanties reçus de la clientèle	1 436 680	1 306 162
Gages et autres sûretés réelles reçus de la clientèle	1 069 745	985 036
Engagements de reprise des véhicules loués	6 857 386	6 187 861
AUTRES ENGAGEMENTS RECUS	58 753	
Autres engagements reçus	58 753	
TOTAL DES ENGAGEMENTS RECUS*	17 571 593	17 334 174
(*) Dont entreprises liées		
Engagements de garantie	1 150 361	974 565
(**) Dont engagement de financement reçu de la Banque Centrale Européenne	5 435 859	5 960 597

NOTE 27 Instruments financiers à terme et change au comptant**Ventilation par nature**

En milliers d'euros	Moins 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	VNC 12/25	Juste valeur 12/2025
COUVERTURE DU RISQUE DE CHANGE					
Swap de devises					
Achats (Emprunts) de swaps de devises	42 193	116 193		158 386	108 299
Ventes (Prêts) de swaps de devises	42 534	116 065		158 599	126 697
Opérations de change à terme					
Achats de change à terme	1 537 261			1 537 261	1 582 884
Ventes de change à terme	1 542 743			1 542 743	1 556 318
Opérations de change au comptant					
Achats de change au comptant	4 200			4 200	4 200
Ventes de change au comptant	6 518			6 518	6 518
Position et contre valeur de change					
Position de change					0
Contre-valeur de position de change					0
COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX					
Swap de taux					
Achats (Emprunts) de swaps de taux	10 382 804	24 081 457	1 950 000	36 414 261	34 982 770
Ventes (Prêts) de swaps de taux	10 382 804	24 081 457	1 950 000	36 414 261	34 861 872

La juste valeur correspond au nominal des instruments financiers ajusté à sa valeur de marché.

Ventilation par nature

En milliers d'euros	Moins 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	VNC 12/24	Juste valeur 12/2024
COUVERTURE DU RISQUE DE CHANGE					
Swap de devises					
Achats (Emprunts) de swaps de devises	57 490	19 400		76 890	1 885
Ventes (Prêts) de swaps de devises	56 908	19 432		76 340	43 530
Opérations de change à terme					
Achats de change à terme	1 732 506			1 732 506	1 788 477
Ventes de change à terme	1 742 858			1 742 858	1 754 721
Opérations de change au comptant					
Achats de change au comptant	32 890			32 890	32 890
Ventes de change au comptant	41 880			41 880	41 880
Opérations en devises					
Devises prêtées non encore livrées	58 436			58 436	58 436
COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX					
Swap de taux					
Achats (Emprunts) de swaps de taux	10 190 197	18 192 638	1 450 000	29 832 835	28 025 453
Ventes (Prêts) de swaps de taux	10 190 197	18 192 638	1 450 000	29 832 835	27 877 196

La juste valeur correspond au nominal des instruments financiers ajusté à sa valeur de marché.

NOTE 28 Actifs et passifs en devises**Ventilation par nature**

En milliers d'euros	12/2025	12/2024
Contre valeur en euros des actifs en devises	3 135 951	2 717 174
Contre valeur en euros des passifs en devises	1 312 269	1 057 348

NOTE 29 Intérêts et produits assimilés**Ventilation par nature**

En milliers d'euros	12/2025	12/2024
Intérêts et produits sur opérations avec les établissements de crédit	907 556	1 093 971
Intérêts et produits sur opérations avec la clientèle	1 338 246	1 361 062
Intérêts et produits sur obligations et autres titres à revenu fixe	313 900	312 872
Intérêts et produits sur autres opérations	2 508	2 430
TOTAL DES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES*	2 562 210	2 770 335
(*) Dont entreprises liées	1 254 775	1 196 799

NOTE 30 Intérêts et charges assimilées**Ventilation par nature**

En milliers d'euros	12/2025	12/2024
Intérêts et charges sur opérations avec les établissements de crédit	(301 321)	(325 577)
Intérêts et charges sur opérations avec la clientèle	(914 333)	(1 082 931)
Intérêts et charges sur obligations et autres titres à revenu fixe	(596 145)	(649 034)
Intérêts et charges sur dettes subordonnées	(69 236)	(42 211)
TOTAL DES INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES*	(1 881 035)	(2 099 753)
(*) Dont entreprises liées	(213 697)	(250 555)

NOTE 31 Produits nets sur opérations de crédit-bail et assimilées**Ventilation par nature**

En milliers d'euros	12/2025	12/2024
PRODUITS SUR OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET ASSIMILEES	956 642	915 810
Loyers	915 952	872 283
Intérêts de retard	2 606	2 942
Plus-values sur cession immobilisations	38 192	41 814
Perte sur créances irrécouvrables (part intérêts)	(483)	(322)
Reprises de provisions	2 568	1 153
Dotations aux provisions	(2 193)	(2 060)
CHARGES SUR OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET ASSIMILEES	(808 573)	(804 720)
Dotation aux amortissements	(693 382)	(670 659)
Etalement des commissions et autres charges versées	(76 096)	(100 812)
Moins-values sur cession immobilisations	(34 481)	(28 335)
Autres charges	(4 614)	(4 914)
TOTAL SUR OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET ASSIMILEES	148 069	111 090

NOTE 32 Opérations de location simple**Ventilation par nature**

En milliers d'euros	12/2025	12/2024
PRODUITS SUR OPERATIONS DE LOCATION SIMPLE	75 612	56 660
Loyers	68 509	50 569
Intérêts de retard	17	31
Plus-values sur cession immobilisations	7 086	6 060
CHARGES SUR OPERATIONS DE LOCATION SIMPLE	(56 190)	(41 678)
Dotation aux amortissements	(48 138)	(35 831)
Etalement des commissions et autres charges versées	(26)	(31)
Moins-values sur cession immobilisations	(8 026)	(5 816)
TOTAL SUR OPERATIONS DE LOCATION SIMPLE	19 422	14 982

NOTE 33 Revenus des titres à revenu variable**Ventilation par nature**

En milliers d'euros	12/2025	12/2024
Revenus du portefeuille de placement	84 385	94 271
Revenus des parts dans les entreprises liées et titres de participations	288 771	341 322
TOTAL DES REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE	373 156	435 593

NOTE 34 Commissions**Ventilation par nature**

En milliers d'euros	12/2025	12/2024
COMMISSIONS (PRODUITS)	71 208	71 057
Commissions clientèles	8 697	12 230
Commissions titres	5	
Commissions autres	62 506	58 827
COMMISSIONS (CHARGES)	(65 260)	(71 100)
Commissions établissements de crédit	(547)	(507)
Commissions clientèles	(187)	(315)
Commissions titres	(12 424)	(12 325)
Commissions autres	(52 102)	(57 953)
TOTAL DES COMMISSIONS*	5 948	(43)
(*) Dont entreprises liées	5 030	9 447

NOTE 35 Gains ou pertes sur portefeuilles de négociation ou de placement**Ventilation par nature**

En milliers d'euros	12/2025	12/2024
GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	800	(13 944)
Opérations de changes	800	(13 942)
Opérations de taux		(2)
GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILEES	121 735	(140 502)
Gains ou perte sur opérations de portefeuilles de placement et assimilées	5 271	
Dotations aux provisions	(24 476)	(223 880)
Reprises de provisions	140 940	83 378
TOTAL DES GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS FINANCIERES	122 535	(154 446)

NOTE 36 Autres produits d'exploitation**Ventilation par nature**

En milliers d'euros	12/2025	12/2024
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	287 122	200 231
Opérations faites en commun	20 440	8 817
Autres produits d'exploitation bancaire	266 682	191 414
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	18 427	15 497
Produits des prestations des activités de service	17 301	14 316
Autres produits d'exploitation	1 126	1 181
TOTAL DES AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	305 549	215 728

NOTE 37 Autres charges d'exploitation**Ventilation par nature**

En milliers d'euros	12/2025	12/2024
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	(77 030)	(21 530)
Autres charges d'exploitation bancaire	(83 758)	(17 834)
Variation des provisions pour risques et charges d'exploitation bancaire	6 728	(3 696)
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	(9 891)	(10 106)
Charges des prestations des activités de service	(7 207)	(8 383)
Autres charges d'exploitation	(1 475)	(2 166)
Variation provisions pour autres risques et charges d'exploitation	(1 209)	443
TOTAL DES AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	(86 921)	(31 636)

NOTE 38 Charges générales d'exploitation**Ventilation par nature**

En milliers d'euros	12/2025	12/2024
FRAIS DE PERSONNEL	(161 767)	(170 946)
Salaires et traitements	(69 097)	(75 120)
Charges sociales sur retraites	(5 402)	(6 351)
Autres charges sociales	(17 566)	(17 600)
Refacturation des frais de personnel	(68 548)	(73 565)
Autres frais de personnel	(1 154)	1 690
AUTRES FRAIS ADMINISTRATIFS	(162 432)	(169 333)
Impôts et taxes	(31 059)	(26 808)
Travaux, fournitures et services extérieurs	(125 941)	(115 545)
Charges non étalables versées à des tiers	(29 936)	(46 773)
Variation des dépréciations des autres frais administratifs	276	1 927
Refacturation des frais administratifs	24 228	17 866
TOTAL DES AUTRES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION*	(324 199)	(340 279)

Les organes d'administration et de direction ne sont pas rémunérés au titre de leurs mandats.

Concernant les honoraires des Commissaires aux comptes, les services autres que la certification des comptes fournis par KPMG S.A. Audit au cours de l'exercice à RCI Banque S.A. et aux entités qu'elle contrôle concernent essentiellement (i) des lettres de confort dans le cadre d'émissions obligataires (ii) des missions d'attestation portant notamment sur des informations RSE, et (iii) des procédures convenues réalisées principalement pour des raisons de réglementation locale. Les services autres que la certification des comptes fournis par Forvis Mazars Audit au cours de l'exercice à RCI Banque S.A. et aux entités qu'elle contrôle concernent (i) des lettres de confort dans le cadre d'émissions obligataires, (ii) des procédures convenues réalisées principalement pour des raisons de réglementation locale.

Effectif moyen	12/2025	12/2024
France		
Union européenne (hors France)	981	995
- dont Effectifs inscrits	981	995
Reste du monde	24	23
- dont Effectifs inscrits	24	23
TOTAL	1 005	1 018

NOTE 39 Coût du risque par catégorie de clientèle**Ventilation par nature**

En milliers d'euros	12/2025	12/2024
COUT DU RISQUE SUR OPERATIONS DE LOCATION	(27 243)	1 431
Dotations aux provisions	(38 358)	(9 190)
Reprises de provisions	10 960	10 585
Abandons de créances	(234)	(363)
Récupérations sur créances amorties	389	399
COUT DU RISQUE SUR OPERATIONS DE CREDIT	(77 137)	(80 715)
Dotations aux provisions	(34 071)	(33 680)
Reprises de provisions	35 636	40 530
Abandons de créances	(82 502)	(93 107)
Récupérations sur créances amorties	3 800	5 542
COUT DU RISQUE SUR AUTRES OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	(343)	(21)
Dotations aux provisions	(347)	(11)
Reprises de provisions	4	10
Abandons de créances	(1)	(20)
Récupérations sur créances amorties	1	
COUT DU RISQUE SUR PORTEFEUILLE TITRES	2	
Récupérations sur créances amorties	2	
COUT DU RISQUE SUR AUTRES OPERATIONS	14 414	(9 963)
Dotations aux provisions	(13 348)	(19 827)
Reprises de provisions	27 762	9 864
TOTAL DU COUT DU RISQUE*	(90 307)	(89 268)
(*) Dont entreprises liées	(2)	

NOTE 40 Gains ou pertes nets sur actifs immobilisés**Ventilation par nature**

En milliers d'euros	12/2025	12/2024
Gains ou pertes sur immobilisations financières	(27 906)	(36 287)
Gains ou pertes sur immobilisations corporelles	(16)	
TOTAL DES GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES	(27 922)	(36 287)

NOTE 41 Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans les différents pays.

Les succursales sont imposées dans chacun des pays d'exercice de leur activité.

Pour ses activités françaises, RCI Banque S.A. est incluse dans le périmètre de l'intégration fiscale de Renault S.A.S. A ce titre, ses résultats fiscaux sont intégrés à ceux de sa société mère, à qui elle verse l'impôt sur les sociétés correspondant. Le principe retenu est que la charge fiscale de RCI Banque S.A. est identique à celle que la société aurait supportée si elle n'avait pas été membre du groupe.

NOTE 42 Résultat par secteurs d'activité**Ventilation par nature et zones géographiques d'implantation**

En milliers d'euros	France	UE (hors France)	Reste du monde	Total 12/2025
FINANCEMENT CLIENTELE				
Produit net bancaire		623 665		623 665
Résultat brut d'exploitation		399 066		399 066
Résultat d'exploitation		289 342		289 342
Résultat courant avant impôt		317 776		317 776
FINANCEMENT RESEAUX				
Produit net bancaire		139 833	14 388	154 221
Résultat brut d'exploitation		116 305	10 709	127 014
Résultat d'exploitation		121 928	10 709	132 637
Résultat courant avant impôt		127 331	10 709	138 040
ACTIVITES DE REFINANCEMENT				
Produit net bancaire	791 047			791 047
Résultat brut d'exploitation	715 222			715 222
Résultat d'exploitation	729 016			729 016
Résultat courant avant impôt	667 257			667 257
TOUTES ACTIVITES				
Produit net bancaire	791 047	763 498	14 388	1 568 933
Résultat brut d'exploitation	715 222	515 371	10 709	1 241 302
Résultat d'exploitation	729 016	411 270	10 709	1 150 995
Résultat courant avant impôt	667 257	445 107	10 709	1 123 073

Ventilation par nature et zones géographiques d'implantation

En milliers d'euros	France	UE (hors France)	Reste du monde	Total 12/2024
FINANCEMENT CLIENTELE				
Produit net bancaire		585 299		585 299
Résultat brut d'exploitation		351 723		351 723
Résultat d'exploitation		272 021		272 021
Résultat courant avant impôt		297 185		297 185
FINANCEMENT RESEAUX				
Produit net bancaire		179 853	20 253	200 106
Résultat brut d'exploitation		152 325	15 651	167 976
Résultat d'exploitation		154 041	15 651	169 692
Résultat courant avant impôt		159 868	15 651	175 519
ACTIVITES DE REFINANCEMENT				
Produit net bancaire	476 445			476 445
Résultat brut d'exploitation	398 760			398 760
Résultat d'exploitation	387 478			387 478
Résultat courant avant impôt	320 200			320 200
TOUTES ACTIVITES				
Produit net bancaire	476 445	765 152	20 253	1 261 850
Résultat brut d'exploitation	398 760	504 048	15 651	918 459
Résultat d'exploitation	387 478	426 062	15 651	829 191
Résultat courant avant impôt	320 200	457 053	15 651	792 904

6.3 Tableau des filiales et des participations

En milliers d'euros	Pays	Capital social	Capitaux propres (hors capital social)	% de détention	Résultats nets du dernier exercice clos
FILIALES DETENUES A + DE 50 %					
Mobilize Pay	France	12 100	(11 670)	100,00 %	
Mobilize Lease & CO S.A.S	France	360 000	(2 662)	70,83 %	916
Mobilize Insurance	France	24 000	(20 352)	100,00 %	(8 695)
Overlease	Espagne	6 000	34	100,00 %	4 804
RCI financial services BV	Pays-Bas	1 500	17 292	100,00 %	5 732
RCI Finance SA	Suisse	4 295	67 196	100,00 %	14 131
COURTAGE SA	Argentine		7 746	95,00 %	10 271
RCI Leasing Romania s.r.l.	Roumanie	3 253	19 704	100,00 %	4 606
Renault Crédit Zrt	Hongrie	260	2 534	100,00 %	872
RCI Finance Maroc	Maroc	27 083	51 483	100,00 %	19 966
RCI Servicios Colombia	Colombie	17		100,00 %	(1)
RCI Finance CR Sro	R. Tchèque	6 272	5 608	100,00 %	1 864
RCI Korea	Corée	44 492	140 939	100,00 %	1 711
BANCO RCI BRASIL S.A.	Brésil	153 071	28 899	60,11 %	48 214
ROMBO COMPANIA FINANCIERA	Argentine	35	14 109	60,00 %	13 641
DIAC	France	415 101	1 623 893	100,00 %	61 278
RENAULT AUTOFIN SA	Belgique	800	19 802	100,00 %	12 974
RCI Financial Services SA	Belgique	1 100	6 787	100,00 %	(427)
RENAULT CREDIT POLSKA	Pologne	16 465	14 651	100,00 %	10 661
RENAULT LEASING CZ	R. Tchèque	2 888	18 825	50,00 %	3 930
CONSORCIO RENAULT DO BRASIL	Brésil	1 130	3 417	99,92 %	(11 716)
RCI SERVICES LTD	Malte	10 000	(42 723)	100,00 %	187 526
SOC DE PART RCI BRASIL LTDA	Brésil	15 538	7 580	100,00 %	880
RCI Usluge d.o.o	Croatie	1 566	599	100,00 %	766
RCI Colombia SA Comp.de financ	Colombie	53 104	13 892	51,00 %	6 224
RCI Bank UK Ltd	GB	384 369	377 580	100,00 %	32 593
BIPICAR MOBILITY SL	Espagne	16 524	42 231	100,00 %	(9 112)
PARTICIPATIONS DETENUES ENTRE 10 % ET 50 %					
KADENSIS	France	44 050	(24 501)	12,33 %	1 818
ORFIN Finasman Anonim Sirketi	Turquie	14 955	22 885	50,00 %	22 531
NRSFI India Private Limited	Inde	67 237	44 537	30,00 %	5 638

Renseignements globaux sur toutes les filiales et participations	Filiales		Participations		Autres sociétés	
	Françaises	Etrangères	Françaises	Etrangères	Françaises	Etrangères
Valeur comptable brute des titres détenus	1 566 048	1 057 061	4 000	75 616		40 000
Valeur comptable nette des titres détenus	1 529 948	922 006	1 940	72 237		
Prêts et avances consentis par la société	15 741 688	3 682 597				
Cautions et avals donnés par la société		702 442				
Dividendes encaissés par la société		286 474		2 294		3

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2025

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l’assemblée générale, nous avons effectué l’audit des comptes consolidés de la société RCI Banque S.A. relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu’adopté dans l’Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l’exercice, de l’ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L’opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d’audit.

Fondement de l’opinion

Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie " Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes consolidés " du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes consolidés de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Appréciation du risque de crédit et dépréciations afférentes

Risque identifié	<p>RCI Banque S.A. constitue des dépréciations pour couvrir les risques de pertes résultant de l’incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers. En conformité avec la norme IFRS 9 « Instruments financiers », RCI Banque S.A. calcule des dépréciations sur pertes de crédit attendues sur les créances saines (bucket 1), sur les Créances dégradées depuis l’origination (bucket 2) et sur les Créances en défaut (bucket 3), tel que décrit dans la note 5.2.3.12 et présenté dans la note 7 des états financiers consolidés.</p> <p>Nous considérons que les dépréciations pour pertes de crédit attendues sur les opérations avec la clientèle finale et au réseau de concessionnaires constituent un point clé de l’audit en raison de leur importance à l’actif du bilan du groupe, de l’utilisation de nombreux paramètres et hypothèses dans les modèles de calcul et du recours important au jugement par la direction.</p> <p>Les modalités d’estimation des dépréciations prennent en compte le contexte macroéconomique contrasté marqué par le ralentissement de l’inflation et le maintien de niveau de taux élevés. Elles sont décrites dans la note 5.2.4 « adaptation à l’environnement économique et financier » des états financiers.</p> <p>Les dépréciations déterminées en application d’IFRS 9 sont détaillées dans la note 7 des annexes aux comptes consolidés et s’élèvent au 31 décembre 2025 à 1,3 milliard d’euros pour un encours de 66,4 milliards d’euros de valeur brute.</p>
-------------------------	--

Notre réponse	<p>Avec l'appui de nos experts en risque de crédit et nos spécialistes en informatique, nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Apprécier les méthodologies appliquées pour déterminer les paramètres utilisés dans le modèle de dépréciation et leur correcte intégration dans les systèmes d'information ; • Evaluer les contrôles clés mis en place pour valider les changements de paramètres et les hypothèses clés qui soutiennent le calcul des dépréciations pour perte de crédit attendues ; • Apprécier les ajustements de dépréciation à dire d'expert et examiner la documentation sous-tendant les dépréciations complémentaires constituées ; • Apprécier les hypothèses utilisées dans la détermination des modèles de <i>Forward-Looking</i>, notamment la pondération des divers scénarii retenus, et la gouvernance sous-tendant le choix des pondérations ; • Examiner le processus mis en place pour garantir l'exhaustivité et la qualité des données utilisées pour déterminer les pertes de valeur ; • Tester la qualité des interfaces applicatives des systèmes informatiques qui soutiennent le calcul et la comptabilisation des pertes de valeur attendues ; • Apprécier le processus de classification des actifs par catégorie ; • Réaliser des procédures analytiques sur l'évolution des encours de crédits à la clientèle finale et au réseau de concessionnaires, et des dépréciations du risque de crédit d'un exercice à l'autre ; • Examiner la conformité des informations publiées dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés au regard des règles comptables applicables.
----------------------	---

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du directeur général. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

En raison des limites techniques inhérentes au macro-balisage des comptes consolidés selon le format d'information électronique unique européen, il est possible que le contenu de certaines balises des notes annexes ne soit pas restitué de manière identique aux comptes consolidés joints au présent rapport.

Par ailleurs, il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société RCI Banque S.A. par l'assemblée générale du 22 mai 2014 pour le cabinet KPMG S.A. et du 29 avril 2020 pour le cabinet Forvis Mazars S.A.

Au 31 décembre 2025, le cabinet KPMG S.A. était dans la 12^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Forvis Mazars S.A. dans la 6^{ème} année de sa mission.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les Commissaires aux comptes
Paris La Défense et Levallois-Perret, le 20 mars 2026

KPMG S.A.

Forvis Mazars S.A.

Ulrich SARFATI
Associé

Anne VEAUTE
Associée

Natacha ANDRE
Associée

5.1. Etats financiers consolidés

5.1.1 Bilan consolidé

/ ACTIF

En millions d'euros	Notes	12/2025	12/2024 Retraité*
Caisse et Banques centrales	2	3 944	5 681
Instruments dérivés de couverture	3	116	206
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	4	337	496
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	4	65	153
Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit	5	1 716	1 539
Prêts et créances au coût amorti sur la clientèle *	6 et 7	61 263	58 983
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		0	-
Actifs d'impôts courants	8	98	115
Actifs d'impôts différés	8	269	264
Créances fiscales hors impôts courants	8	448	357
Contrats de réassurance actifs	8	32	51
Comptes de régularisation et actifs divers	8	1 362	1 413
Participations dans les entreprises associées et coentreprises	9	84	113
Opérations de location opérationnelle	6 et 7	3 807	3 039
Immobilisations corporelles et incorporelles	10	289	290
Goodwill	11	191	221
TOTAL ACTIF *		74 021	72 921

(*) Le montant au titre de l'exercice 2024 de ces postes a été retraits. Une information spécifique figure dans la note « 5.2.2 Faits marquants ».

/ PASSIF

En millions d'euros	Notes	12/2025	12/2024 Retraité*
Banques centrales	13.1	1 801	2 000
Instruments dérivés de couverture	3	216	270
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	12	24	52
Dettes envers les établissements de crédit	13.2	3 063	2 864
Dettes envers la clientèle	13.3	31 070	31 526
Dettes représentées par un titre	13.4	24 795	24 246
Passifs d'impôts courants	15	134	133
Passifs d'impôts différés	15	785	804
Dettes fiscales hors impôts courants	15	86	76
Comptes de régularisation et passifs divers *	15	2 617	2 203
Passif sur contrats d'assurance émis	16	209	213
Provisions	17	398	168
Dettes subordonnées	19	1 334	1 678
Capitaux propres *		7 489	6 688
• Dont capitaux propres part du groupe *		7 489	6 688
<i>Capital souscrit et réserves liées</i>		814	814
<i>Autres instruments de capitaux propres</i>		400	-
<i>Réserves consolidées et autres *</i>		5 961	5 358
<i>Gains ou pertes latents</i>		(479)	(421)
<i>Résultat de l'exercice *</i>		793	937
• Dont capitaux propres part des participations ne donnant pas le contrôle		-	-
TOTAL PASSIF *		74 021	72 921

(*) Le montant au titre de l'exercice 2024 de ces postes a été retraits. Une information spécifique figure dans la note « 5.2.2 Faits marquants ».

5.1.2 Compte de résultat consolidé

En millions d'euros	Notes	12/2025	12/2024 Retraité*
Intérêts et produits assimilés	27	4 177	4 061
Intérêts et charges assimilées	28	(2 705)	(2 695)
Commissions (Produits) *	29	862	816
Commissions (Charges)	29	(535)	(445)
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	30	18	(14)
Produits des contrats d'assurance émis	16	458	432
Charges afférentes aux contrats d'assurance émis	16	(51)	(69)
Produits et charges afférents aux contrats de réassurance détenus	16	-	-
Produits et charges financiers des contrats d'assurance émis	16	(47)	4
Produits des autres activités	31	1 399	1 235
Charges des autres activités	31	(1 352)	(1 160)
PRODUIT NET BANCAIRE *		2 224	2 165
Charges générales d'exploitation	32	(740)	(744)
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(37)	(24)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION *		1 447	1 397
Coût du risque	33	(214)	(172)
RESULTAT D'EXPLOITATION *		1 233	1 225
Part dans le résultat des entreprises associées et coentreprises	9	6	2
Gains ou pertes nets sur autres actifs immobilisés		(1)	-
Résultat sur exposition inflation (1)		(20)	(48)
Variation de valeur des écarts d'acquisition		(37)	-
RESULTAT AVANT IMPOTS *		1 181	1 179
Impôts sur les bénéfices	34	(361)	(213)
RESULTAT NET *		820	966
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle		27	29
Dont part du groupe *		793	937
Nombre d'actions		1 000 000	1 000 000
Résultat net par action (2) et en euros *		792,98	936,95
Résultat net dilué par action et en euros *		792,98	936,95

(*) Le montant au titre de l'exercice 2024 de ces postes a été retraits. Une information spécifique figure dans la note « 5.2.2 Faits marquants ».

(1) Hyperinflation Argentine.

(2) Résultat net - Part des actionnaires de la société mère rapportée au nombre d'actions

5.1.3 Etat de résultat global consolidé

En millions d'euros	12/2025	12/2024 Retraité*
RESULTAT NET *	820	966
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieur à l'emploi	3	(7)
Réévaluation des contrats d'assurance	-	4
<i>Total des éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net</i>	<i>3</i>	<i>(3)</i>
Opérations de couverture de flux de trésorerie	(13)	(65)
Variation de JV des actifs financiers	2	3
Différences de conversion	(87)	13
<i>Total des éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net</i>	<i>(98)</i>	<i>(49)</i>
Autres éléments du résultat global	(95)	(52)
RESULTAT GLOBAL *	725	914
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle	18	43
Dont part des actionnaires de la société mère *	707	871

(*) Le montant au titre de l'exercice 2024 de ces postes a été retraits. Une information spécifique figure dans la note « 5.2.2 Faits marquants ».

5.1.4 Tableau de variation des capitaux propres consolidés

En millions d'euros	Capital (1)	Réserves liées au capital (2)	Réserves consolidées	Ecart de conversion (3)	Gains ou pertes latents ou différés (4)	Résultat net (Part des actionnaires de la société mère)	Capitaux propres (Part des actionnaires de la société mère)	Capitaux propres (Part des part. ne donnant pas le contrôle)	Total capitaux propres consolidés
Capitaux propres au 31 décembre 2023	100	714	5 256	(392)	34	787	6 499	1	6 500
Retraitement des capitaux propres d'ouverture*	-	-	(61)	-	-	-	(61)	-	(61)
Capitaux propres au 1 janvier 2024*	100	714	5 195	(392)	34	787	6 438	1	6 439
Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres	-	-	-	-	(77)	-	(77)	15	(62)
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi.	-	-	-	-	(7)	-	(7)	-	(7)
Réévaluation des contrats d'assurance	-	-	-	-	4	-	4	-	4
Différences de conversion	-	-	-	14	-	-	14	(1)	13
Résultat de la période avant affectation *	-	-	-	-	-	937	937	29	966
Résultat global de la période*	-	-	-	14	(80)	937	871	43	914
Affectation du résultat de l'exercice précédent	-	-	787	-	-	(787)	-	-	-
Effet des variations de périmètre et autres	-	-	(5)	-	3	-	(2)	1	(1)
Distribution de l'exercice	-	-	(600)	-	-	-	(600)	(17)	(617)
Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle	-	-	(19)	-	-	-	(19)	(28)	(47)
Capitaux propres au 31 décembre 2024*	100	714	5 358	(378)	(43)	937	6 688	-	6 688
Retraitement des capitaux propres d'ouverture	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1 janvier 2025	100	714	5 358	(378)	(43)	937	6 688	-	6 688
Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres	-	-	-	-	(2)	-	(2)	(9)	(11)
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi.	-	-	-	-	3	-	3	-	3
Différences de conversion	-	-	-	(87)	-	-	(87)	-	(87)
Résultat de la période avant affectation	-	-	-	-	-	793	793	27	820
Résultat global de la période	-	-	-	(87)	1	793	707	18	725
Affectation du résultat de l'exercice précédent	-	-	937	-	-	(937)	-	-	-
Effet des variations de périmètre et autres	-	-	(27)	28	-	-	1	1	2
Effet des variations de capital ⁵	-	400	-	-	-	-	400	-	400
Distribution de l'exercice ⁶	-	-	(300)	-	-	-	(300)	(18)	(318)
Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle	-	-	(7)	-	-	-	(7)	(1)	(8)
Capitaux propres au 31 décembre 2025	100	1 114	5 961	(437)	(42)	793	7 489	-	7 489

(*) Le montant au titre de l'exercice 2024 de ces postes a été retraité. Une information spécifique figure dans la note « 5.2.2 Faits marquants ».

(1) Le capital social de RCI Banque S.A. de 100 millions d'euros est composé de 1 000 000 actions ordinaires de 100 euros entièrement libérées, 999 999 actions ordinaires étant détenues par Renault S.A.S. elle-même détenue à 100 % par Renault S.A.

(2) Les réserves liées au capital comprennent les primes d'émission de la société mère.

(3) La variation des écarts de conversion constatée au 31 décembre 2025 concerne principalement le Royaume-Uni, la Corée et l'Argentine. Au 31 décembre 2024, il concernait le Royaume-Uni, le Brésil, la Corée et l'Argentine.

(4) Comprend notamment la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés en couverture des flux de trésorerie et la variation de la juste valeur des instruments de dettes pour -28 M€ et les écarts actuariels IAS 19 pour -14 M€ à fin décembre 2025.

(5) AT1 de format PerpNC5.5 (TSSDI de 400 M€)

(6) Distribution à l'actionnaire Renault de 300 M€ de dividende, dont 150 M€ au titre du résultat 2024 ainsi qu'un acompte sur dividende de 150 M€ sur le résultat 2025

1.5 Tableau des flux de trésorerie consolidés

En millions d'euros	12/2025	12/2024 Retraité*
RESULTAT NET *	820	966
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	36	23
Dotations nettes aux provisions	340	86
Dividendes reçus des entreprises associées et des coentreprises	1	-
Part dans les résultats des entreprises associées et des coentreprises	(6)	(2)
Produits et charges d'impôts différés	(10)	(2)
Pertes et gains nets des activités d'investissement	41	-
Autres (portefeuille d'instruments dérivés en juste valeur par résultat)	(37)	(5)
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT *	1 185	1 066
Autres mouvements (créances et dettes rattachées, charges constatées d'avance) *	405	149
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net et autres ajustements *	770	249
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	334	(567)
• Encaissements / décaissements liés aux créances sur établissements de crédit	(58)	(25)
• Encaissements / décaissements liés aux dettes sur établissements de crédit	392	(542)
Flux liés aux opérations avec la clientèle	(3 697)	(3 404)
• Encaissements / décaissements liés aux créances sur la clientèle	(3 564)	(5 299)
• Encaissements / décaissements liés aux dettes sur la clientèle	(133)	1 895
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	914	3 525
• Encaissements / décaissements liés au portefeuille de titres de placements	222	(22)
• Encaissements / décaissements liés aux dettes représentées par des titres	570	3 410
• Encaissements / décaissements liés aux valeurs à l'encaissement	122	137
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(7)	45
VARIATION NETTE DES ACTIFS ET PASSIFS PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES	(2 456)	(401)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (A)	(866)	814
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	24	(257)
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(89)	(56)
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (B)	(65)	(313)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(347)	167
• Remboursement d'instruments de capital et emprunts subordonnés	(425)	784
• Dividendes versés	(318)	(617)
• Var. de trésorerie provenant d'opérations avec les participations ne donnant pas le contrôle	396	-
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (C)	(347)	167
EFFET DES VAR. DES TAUX DE CHANGE ET DE PERIMETRE SUR LA TRESORERIE ET EQUIVALENTS (D)	(80)	(77)
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE (A+ B+C+D)	(1 358)	591
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture :	6 450	5 859
• Caisse, Banques centrales (actif et passif)	5 681	4 729
• Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	769	1 130
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture :	5 092	6 450
• Caisse, Banques centrales (actif et passif)	3 944	5 681
• Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	1 148	769
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE (1)	(1 358)	591

(*) Le montant au titre de l'exercice 2024 de ces postes a été retraits. Une information spécifique figure dans la note « 5.2.2 Faits marquants ».

(1) Les règles de détermination de la trésorerie et des équivalents de trésorerie sont présentées au paragraphe " règles et méthodes comptables ".

5.2 Annexe aux comptes consolidés

RCI Banque S.A., société mère du groupe, est une société anonyme (public limited company) à Conseil d'administration, au capital de 100 000 000 euros entièrement libéré, entreprise soumise à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires des établissements de crédit, et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le n° SIREN 306 523 358.

Le siège social de RCI Banque S.A. est situé au 15 rue d'Uzès 75002 Paris, France. RCI Banque S.A. est détenue par Renault S.A.S elle-même détenue à 100 % par Renault S.A.

RCI Banque SA a pour principale activité le financement des marques Renault, Nissan et Mitsubishi.

Les états financiers du groupe Mobilize Financial Services au 31 décembre portent sur la société et ses filiales, et sur les intérêts du groupe dans les entreprises associées et les entités sous contrôle conjoint.

Les comptes consolidés sont exprimés en millions d'euros (M€), sauf indication contraire.

5.2.1 Approbation des comptes – distributions

Les comptes consolidés condensés du groupe Mobilize Financial Services au 31 décembre 2025, ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 11 février 2026 et seront présentés pour approbation à l'Assemblée générale du 20 mai 2026.

Distribution de dividendes 2024

Le conseil d'administration du 11 février 2025 a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire qui a approuvé les comptes arrêtés au 31 décembre 2024, le versement d'un dividende de 150 M€, soit un dividende par action de 150 €.

Dividendes au titre de l'exercice 2025

Le conseil d'administration du 04 novembre 2025 a décidé le versement d'un acompte sur dividende d'un montant de 150 M€ soit un dividende par action de 150 €

Le conseil d'administration du 11 février 2026 a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire qui approuve les comptes arrêtés au 31 décembre 2025, le versement d'un dividende de 400 M€, soit un dividende par action de 400 €.

5.2.2 Faits marquants

Première émission AT1 (Additional Tier 1) de Mobilize Financial Services

Pour la première fois de son histoire, le groupe Mobilize Financial Services a émis un Instrument AT1 à période de non-remboursement anticipé de 5,5 ans afin d'optimiser la structure de son capital. Le montant de cette émission est de 400 M€.

Nouvelles émissions de Fonds communs de titrisation

Sur le marché de la titrisation, le groupe a placé pour 624 M€ de titres adossés à des prêts automobiles accordés par sa succursale allemande et pour environ 739 M€ de titres adossés à des créances de location avec option d'achat (LOA) octroyées par sa filiale française.

Variations de périmètre

Le 12 mars 2025, la société RNSF B.V détenue par RCI Bank S.A (mise en équivalence) a été liquidée. Elle fait suite à la dissolution de la société BARN B.V intervenue en novembre 2024.

Autres faits marquants

* Retraitement 2024 : Les travaux d'analyse menés dans les filiales françaises sur les primes des services d'entretien ont permis d'identifier des anomalies dans l'étalement des produits constatés d'avance (PCA) et l'apurement des flux mandants. Conformément à IAS8, une correction sur les PCA (47 M€) ainsi qu'une correction sur le compte de mandant (29 M€) ont été comptabilisées, avec un impact en situation nette d'ouverture et en résultat pour l'exercice 2024.

Ci-dessous, les éléments modifiés en M€ :

Etats de synthèse	Postes concernés	Montants 2024 publiés	Montants 2024 retraités	Retraitements
Bilan (actif)	Prêts et créances au coût amorti sur la clientèle	59 012	58 983	(29)
BILAN (ACTIF)	TOTAL ACTIF	72 950	72 921	(29)
Bilan (passif)	Comptes de régularisation et passifs divers	2 156	2 203	47
Bilan (passif)	Capitaux propres	6 764	6 688	(76)
Bilan (passif)	• Dont capitaux propres part du groupe	6 764	6 688	(76)
Bilan (passif)	Réserves consolidées et autres	5 419	5 358	(61)
BILAN (PASSIF)	RESULTAT DE L'EXERCICE	952	937	(15)
BILAN (PASSIF)	TOTAL PASSIF	72 950	72 921	(29)
Résultat consolidé	Commissions (Produits)	831	816	(15)
RESULTAT CONSOLIDE	PRODUIT NET BANCAIRE	2 180	2 165	(15)
Résultat consolidé	Résultat brut d'exploitation	1 412	1 397	(15)
Résultat consolidé	Résultat d'exploitation	1 240	1 225	(15)
RESULTAT CONSOLIDE	RESULTAT AVANT IMPOTS	1 194	1 179	(15)
RESULTAT CONSOLIDE	RESULTAT NET	981	966	(15)
Résultat consolidé	• Dont part du groupe	952	937	(15)
Résultat consolidé	Résultat net par action et en euros	952,35	936,95	(15)
Résultat global consolidé	Résultat net dilué par action et en euros	952,35	936,95	(15)
RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE	RESULTAT NET	981	966	(15)
RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE	RESULTAT GLOBAL	929	914	(15)
Résultat global consolidé	• Dont part des actionnaires de la société mère	886	871	(15)
Tableau des flux de trésorerie	Résultat net	981	966	(15)
Tableau des flux de trésorerie	Capacité d'autofinancement	1081	1066	(15)
Tableau des flux de trésorerie	Autres mouvements (créances et dettes rattachées, charges constatées d'avance)	134	149	15
Tableau des flux de trésorerie	Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net et autres ajustements	234	249	15

5.2.3 Règles et méthodes comptables

En application de la réglementation européenne, les comptes consolidés du groupe Mobilize Financial Services de l'exercice 2025 sont préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2025 et tel qu'adopté dans l'Union européenne à la date de clôture des comptes.

5.2.3.1 Evolutions des principes comptables

Le groupe Mobilize Financial Services applique les normes et amendements parus au Journal Officiel de l'Union Européenne d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2025.

Nouveaux textes d'application obligatoire en 2025

Nouvelles normes et amendements IFRS non appliquées par le groupe		Date d'application selon l'IASB
Amendement IAS 21	Absence de convertibilité	1 ^{er} janvier 2025

L'application de cet amendement n'a pas d'effet significatif sur les comptes consolidés du groupe.

Nouveaux textes non appliqués par anticipation par le groupe

Nouvelles normes et amendements IFRS non appliquées par anticipation par le groupe		Date d'application selon l'IASB
Amendement IFRS 9/ IFRS 7	Classement et évaluation des instruments financiers	1 ^{er} janvier 2026
Amendement IFRS 9/ IFRS 7	Contrats d'électricité dont la production dépend de la nature (« renouvelable »)	1 ^{er} janvier 2026
Améliorations annuelles Volume 11	Processus annuel d'amélioration des normes	1 ^{er} janvier 2026

Le groupe n'anticipe à ce stade aucun impact significatif sur les comptes consolidés du fait de l'application de ces amendements.

Autres normes et amendements non encore adoptés par l'Union Européenne

Par ailleurs, L'IASB a publié de nouvelles normes et amendements non adoptés à ce jour par l'Union Européenne.

Nouvelles normes et amendements IFRS non adoptés par l'Union Européenne		Date d'application selon l'IASB
IFRS 18	Classement Présentation et informations à fournir dans les états financiers	1 ^{er} janvier 2027
IFRS 19	Filiales n'ayant pas d'obligation d'information du public	1 ^{er} janvier 2027
Amendements d'IAS 21	Effets des variations des cours des monnaies étrangères : conversion dans une monnaie de présentation qui est celle d'une économie hyperinflationniste	1 ^{er} janvier 2027

Le groupe étudie les impacts d'IFRS 18 et n'anticipe aucun impact significatif sur les comptes consolidés du fait de l'application des autres amendements.

5.2.3.2 Estimations et jugements

Pour établir ses comptes, le groupe Mobilize Financial Services doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. Le groupe Mobilize Financial Services revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes de celles qui avaient été prévues, les montants figurant dans ses futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles.

La valeur recouvrable des créances sur la clientèle et les provisions sont les principaux postes des états financiers dépendant d'estimations et jugements. (note 7 - Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité et note 33 - Coût du risque par catégorie de clientèle).

Des impacts macroéconomiques ont été intégrés dans les hypothèses utilisées pour les tests de dépréciation (IAS 36) et dans les modèles de pertes attendues sur les actifs financiers (IFRS 9).

En 2025, l'environnement macro-économique est resté marqué par une forte volatilité des marchés financiers, alimentée par des tensions commerciales et géopolitiques persistantes. La décrue progressive de l'inflation dans les principales économies avancées a permis aux banques centrales d'engager un cycle d'assouplissement monétaire, soutenant la liquidité et la consommation. Malgré ces mesures, la croissance mondiale est demeurée modérée, freinée par l'incertitude politique et le ralentissement des investissements (Cf. note 13 - « Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle ou représentées par un titre »).

La Banque reste attentive à l'évolution de l'environnement réglementaire et économique, notamment en matière de durabilité, et adapte sa stratégie en conséquence.

Hypothèses significatives pour les calculs de pertes attendues IFRS 9 :

Elles sont proches de celles retenues au cours de l'exercice 2024, auxquelles s'ajoute l'effet défavorable prévisible sur le montant des provisions de l'application de la nouvelle définition du défaut pour le périmètre traité en méthode avancée. Pour mémoire, durant l'exercice 2024, des évolutions méthodologiques ont été apportées aux paramètres de calcul des provisions IFRS 9 (PD et LGD) pour les pays en méthode avancée.

Au titre de l'exercice, leurs impacts potentiels sont présentés en « note 7 - Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité ».

5.2.3.3 Principes de consolidation**Périmètre et méthodes de consolidation**

Les comptes consolidés intègrent les comptes des sociétés contrôlées de manière exclusive par le groupe (filiales et succursales), directement ou indirectement. Les comptes des sociétés sous contrôle conjoint sont consolidés par mise en équivalence lorsque celles-ci sont qualifiées de coentreprises. Les comptes des sociétés dans lesquelles le groupe exerce une influence notable (entreprises associées) sont également comptabilisées par mise en équivalence.

Les transactions significatives entre les sociétés consolidées, ainsi que les profits internes non réalisés sont éliminés.

Les sociétés consolidées par le groupe Mobilize Financial Services sont principalement les sociétés de financement des ventes de véhicules du Groupe Renault et des marques Nissan et Mitsubishi ainsi que les sociétés de service associées.

Les actifs titrisés de Diac SA, de RCI Financial Services Ltd, ainsi que des succursales italiennes, espagnole et allemande, pour lesquels le groupe Mobilize Financial Services conserve la majorité des risques et avantages, restent inscrits à l'actif du bilan. Le groupe considère qu'il conserve le contrôle sur les fonds communs de titrisation (FCT) créés dans le cadre de ses opérations de titrisation, en raison de la détention des parts les plus risquées, jugées déterminantes pour l'exercice du pouvoir conformément à la norme IFRS 10. Le fonds contrôlé est ainsi consolidé par intégration globale, ce qui implique une élimination des opérations réciproques ainsi que la conservation des créances cédées, des intérêts courus et des provisions afférentes qui leur sont rattachés à l'actif de la situation financière consolidée. En parallèle, les emprunts obligataires émis par le fonds sont intégrés au passif du bilan du groupe et les charges y afférentes sont intégrées au compte de résultat.

Conformément aux dispositions d'IFRS 9, le groupe ne décomptabilise pas les créances titrisées car le fonds commun de titrisation (FCT) chargé de leur gestion reste sous le contrôle de Mobilize Financial Services. Dans le cadre du business model de « collecte » et conformément à la politique comptable et aux seuils du groupe, les cessions de créances par titrisation sont peu fréquentes mais significatives. Ces cessions de créances via la titrisation ne remettent pas en cause le business model de « collecte » appliqué à ces portefeuilles et leur comptabilisation au coût amorti.

Participation ne donnant pas le contrôle

Le groupe a consenti des engagements de rachat de participations détenues par des actionnaires minoritaires dans des filiales consolidées par intégration globale. Ces engagements optionnels (options de vente) sont évalués à leur juste valeur et classés en autres dettes au passif dans la situation financière consolidée, avec une contrepartie enregistrée en diminution des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres. L'évaluation de juste valeur repose sur le prix éventuel que le groupe Mobilize Financial Services serait amené à payer en cas d'exercice, en tenant compte notamment des résultats futurs du portefeuille de financement existant à la date de clôture et en référence aux dispositions définies dans les contrats de coopération.

Les transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle (achats/cessions) sont comptabilisées comme des transactions en capital. La différence entre la rémunération reçue ou versée et la valeur comptable des participations ne donnant pas le contrôle cédées ou rachetées est reconnue directement en capitaux propres.

5.2.3.4 Présentation des états financiers

Les états de synthèse sont établis sur la base du format proposé par l'Autorité des Normes Comptables (ANC) dans sa recommandation n° 2022-01 du 08 avril 2022 relative au format des comptes consolidés des établissements du secteur bancaire établis selon les normes comptables internationales.

Le résultat d'exploitation inclut l'ensemble des produits et coûts directement liés aux activités du groupe, que ces produits et charges soient récurrents ou qu'ils résultent de décisions ou d'opérations ponctuelles, comme les coûts de restructuration.

Base d'évaluation

Les états financiers consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux règles édictées par les IFRS. Ces catégories sont précisées dans les notes ci-après.

Résultat d'exploitation

Le résultat des cessions d'activités ou de participations opérationnelles (totales ou partielles), le résultat des cessions de participations dans des entreprises associées et coentreprises (totales ou partielles) et les autres résultats liés aux variations de périmètre sont comptabilisés en produits ou charges des autres activités.

Les coûts directs d'acquisition des sociétés consolidées par intégration globale sont comptabilisés en charges des autres activités. Les frais connexes à l'acquisition comme les commissions d'apporteurs d'affaires, les honoraires de conseil, juridiques, comptables, de valorisation et autres honoraires professionnels ou de conseil, sont enregistrés en charges pour les périodes au cours desquelles les coûts sont encourus et les services reçus.

Consolidation par mise en équivalence des entreprises associées et des coentreprises

La part dans le résultat des entreprises associées et des coentreprises présentées dans le compte de résultat consolidé du Groupe comprend la part dans le résultat de ces entreprises ainsi que les pertes de valeur et les réductions de pertes de valeur afférentes à ces entreprises.

Les goodwill relatifs à des entreprises associées et coentreprises sont inclus dans la valeur de ces participations à l'actif de la situation financière consolidée. En cas de perte de valeur, celle-ci est comptabilisée et intégrée au compte de résultat du Groupe via la part de résultat des entreprises associées et coentreprises.

Les frais d'acquisition des participations dans les entreprises associées et coentreprises sont incorporés dans le coût initial d'acquisition de ces participations.

Secteurs opérationnels

Les informations par secteur opérationnel sont établies sur la base des reportings internes communiqués au Comité exécutif groupe, identifié comme le « principal décideur opérationnel » au sens de la norme IFRS 8. La segmentation opérationnelle s'aligne sur la répartition par marché, en cohérence avec la stratégie de l'entreprise. Les contributions par marché sont analysées par période sur les principaux agrégats du compte de résultat et l'encours moyen productif.

Le groupe Mobilize Financial Services a pour mission d'apporter une gamme complète de financements et services à ses marchés de référence :

- Clientèle : particuliers, professionnels ou entreprises (financements pour soutenir la vente au client final faite par les réseaux /constructeurs). Pour ce marché les activités sont le crédit, les locations financières et opérationnelles ainsi que les services.
- Réseau : concessionnaires, importateurs des marques Renault, Nissan et Mitsubishi (financements des stocks de véhicules neufs, d'occasion, de pièces de rechange, de véhicules de démonstration, prêts de trésorerie pour soutenir la vente de la production des constructeurs automobiles à leur réseaux de distribution). Ce marché n'est concerné que par l'activité de crédit.
- Autres : regroupe principalement les comptes acheteurs et les comptes ordinaires avec les concessionnaires indépendants ainsi qu'avec le Groupe Renault et les marques Nissan et Mitsubishi.

Ces clientèles ont des attentes différentes qui nécessitent une approche spécifique en termes de marketing de l'offre, de processus de gestion, de ressources informatiques, de méthodes commerciales et de communication.

5.2.3.5 Conversion des comptes des sociétés étrangères

Conversion des comptes des sociétés étrangères

La monnaie de présentation du groupe est l'euro.

La monnaie fonctionnelle des sociétés étrangères est généralement leur monnaie locale. Dans les cas où la majorité des transactions est effectuée dans une monnaie différente de la monnaie locale, c'est cette monnaie qui est retenue.

Les comptes des sociétés étrangères du groupe sont établis dans leur monnaie fonctionnelle, leurs comptes étant ensuite convertis dans la monnaie de présentation du groupe de la manière suivante :

- les postes du bilan, à l'exception des capitaux propres, qui sont maintenus au taux historique, sont convertis au taux de clôture ;
- les postes du compte de résultat sont convertis au taux moyen de la période ; ce taux étant utilisé comme une valeur approchée du cours applicable aux transactions sous-jacentes, sauf cas de fluctuations significatives ;
- l'écart de conversion est inclus dans les capitaux propres consolidés et n'affecte pas le résultat.

Les goodwill dégagés lors d'un regroupement avec une société étrangère sont traités comme des actifs et des passifs de l'entité acquise. Ils sont donc exprimés dans la monnaie fonctionnelle de cette entité et convertis en euros au taux de clôture.

Lors de la cession d'une société étrangère, les différences de conversion sur ses actifs et passifs, constatées précédemment en capitaux propres, sont reconnues en résultat.

Hyperinflation

Pour déterminer si un pays est en hyperinflation, le groupe se réfère à la liste publiée par l'International Practices Task Force (IPTF) du « Center for Audit Quality ». Les comptes des entités dont l'économie est en hyperinflation sont convertis en appliquant les dispositions de la norme IAS 29 « Informations financières dans les économies hyperinflationnistes ». Les éléments non monétaires du bilan, les postes du compte de résultat et du résultat global ainsi que les flux de trésorerie font l'objet d'une réévaluation dans la devise locale. L'ensemble des comptes est ensuite converti au taux de clôture de la période.

L'Argentine et la Turquie dans lesquelles le groupe Mobilize Financial Services exerce une activité significative ont été identifiées comme des pays à considérer comme étant en hyperinflation. La contrepartie des retraitements de réévaluation liée à l'hyperinflation argentine est présentée en résultat sur exposition à inflation. L'effet de l'entité Turque sur la contribution aux comptes du groupe Mobilize Financial Services est présentée dans la part du résultat des entreprises associées et co-entreprises.

5.2.3.6 Conversion des transactions en monnaie étrangère

Les opérations libellées dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle de l'entité qui les réalise sont initialement converties et comptabilisées dans la monnaie fonctionnelle au cours en vigueur à la date de ces transactions.

A la date de clôture, les actifs et passifs monétaires exprimés dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle de l'entité sont convertis au cours de change à cette même date. Les différences de change qui résultent de ces opérations sont comptabilisées dans le compte de résultat.

5.2.3.7 Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées et amorties selon l'approche par composants. Les éléments d'un ensemble plus ou moins complexe sont séparés en fonction de leurs caractéristiques et de leurs durées de vie ou de leur capacité à procurer des avantages économiques sur des rythmes différents.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût historique d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur le cas échéant.

Les immobilisations corporelles autres que les terrains sont généralement amortis linéairement sur les durées estimées d'utilisation suivantes :

Constructions	15 à 30 ans
Autres immobilisations corporelles	4 à 8 ans

Les immobilisations incorporelles comprennent essentiellement des logiciels amortis linéairement sur trois ans. Certains logiciels peuvent faire l'objet d'un amortissement linéaire sur une durée plus longue si le groupe juge que la durée de trois ans ne reflète pas de façon fidèle leur durée d'utilisation.

5.2.3.8 Goodwill

Les goodwill sont évalués, à la date d'acquisition, comme étant l'excédent entre :

- le total de la contrepartie transférée évaluée à la juste valeur ainsi que le montant éventuel d'une participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise ;
- le solde net des montants des actifs identifiables acquis et des passifs.

Si le regroupement d'entreprises génère un goodwill négatif, celui-ci est enregistré immédiatement en résultat.

5.2.3.9 Pertes de valeur

Un test de dépréciation est effectué, au minimum une fois par an et dès que survient un indice de perte de valeur, en comparant la valeur comptable des actifs à leur valeur recouvrable, celle-ci étant définie comme la plus élevée entre la juste valeur (diminuée du coût de cession) et la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est déterminée à partir de la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie estimés provenant de l'utilisation des actifs. Les flux futurs de trésorerie sont issus du plan d'affaires, établi et validé par la Direction, auquel s'ajoute une valeur terminale basée sur des flux de trésorerie normatifs actualisés, après application d'un taux de croissance à l'infini.

La juste valeur est déterminée à partir des exigences en fonds propres de chaque UGT, constituées d'entités juridiques ou de regroupement d'entités juridiques dans un même pays. La juste valeur correspond au maximum entre le montant exigé par le régulateur local et l'exigence du groupe appliqué à l'UGT.

Le taux d'actualisation avant impôt utilisé correspond au coût moyen pondéré du capital déterminé par le groupe. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable, cette perte de valeur est comptabilisée en diminution des actifs concernés.

Les goodwill sont donc évalués à leur coût diminué du cumul des pertes de valeur éventuelles. Lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, une dépréciation irréversible est enregistrée dans le résultat consolidé de la période sur la ligne Variation de valeur des écarts d'acquisition.

L'horizon des données prévisionnelles relatives au résultat est de 3 ans. Pour BIPI, l'horizon est de 10 ans et le taux d'actualisation utilisé est le coût moyen pondéré du capital de BIPI.

Valeurs résiduelles

Le groupe Mobilize Financial Services assure un suivi systématique et régulier des valeurs de revente des véhicules d'occasion afin notamment d'optimiser la tarification des opérations de financement. La détermination des valeurs résiduelles des contrats se fait dans la plupart des cas par l'utilisation de grilles de cotation qui fournissent pour chaque catégorie de véhicules une valeur résiduelle caractéristique du couple durée/kilométrage.

Pour les contrats dans lesquels la valeur de reprise des véhicules n'est pas garantie au terme contractuel par un tiers externe, un ajustement prospectif du plan d'amortissement peut être constaté en cas de variation de la valeur de revente prévisionnelle. La valeur de revente prévisionnelle est estimée en prenant notamment en compte l'évolution récente et connue du marché des véhicules d'occasion, qui peut être influencée par des facteurs externes (situation économique, fiscalité) ou internes (évolution de la gamme, baisse des tarifs du constructeur).

5.2.3.10 Les contrats de location

Un contrat contient une location s'il confère au preneur le droit d'utiliser un actif spécifié pendant une période spécifiée en retour d'un paiement.

Contrats de location, côté preneur

En tant que preneur, le groupe est engagé essentiellement dans des contrats de location immobilière et des contrats de locations de véhicules détenus par sa filiale Bipi.

Lorsque le groupe est preneur, à l'initiation du contrat, un actif lié au droit d'utilisation amorti sur la durée de location estimée est reconnu en contrepartie d'une dette financière évaluée initialement à la valeur actualisée des paiements locatifs fixes sur la durée de location, et désactualisée au taux implicite du contrat de location s'il peut être facilement déterminé ou au taux d'emprunt marginal sinon. Le taux d'emprunt marginal, calculé par zone monétaire, correspond au taux sans risque en vigueur dans la zone, augmenté de la prime de risque du groupe applicable pour la devise locale. La durée du contrat de location correspond à la période non résiliable pendant laquelle le preneur a le droit d'utiliser le bien loué, à laquelle s'ajoutent les options de renouvellement que le groupe a la certitude raisonnable d'exercer.

Les loyers liés aux contrats de location de courte durée (de 12 mois ou moins) et aux contrats de location d'actifs de faible valeur sont comptabilisés en charges opérationnelles.

Contrats de « location opérationnelle », côté bailleur

Lorsqu'il est bailleur, le groupe Mobilize Financial Services opère une distinction entre les contrats de « location financement » (traités plus bas avec les actifs financiers) et les contrats de « location opérationnelle ».

Le principe général conduisant le groupe Mobilize Financial Services à qualifier ses contrats de location en « location opérationnelle » est toujours celui du « non-transfert » des risques et avantages inhérents à la propriété. Ainsi, les contrats qui prévoient que le véhicule loué soit repris en fin de contrat par une entité du groupe Mobilize Financial Services sont qualifiés de contrat de « location opérationnelle », la majorité des risques et avantages n'étant pas transféré à un tiers extérieur au groupe. La qualification de location opérationnelle des contrats comportant un engagement de reprise par le groupe Mobilize Financial Services tient également compte de la durée estimée de ces contrats. Celle-ci est très inférieure à la durée de vie économique des véhicules, estimée par le groupe Renault à sept ou huit ans selon le type de véhicule, ce qui conduit l'ensemble des contrats assortis de cet engagement à être considérés comme des contrats de location opérationnelle. La qualification en location opérationnelle des locations de batteries de véhicules électriques se justifie par la conservation par le groupe Mobilize Financial Services des risques et avantages commerciaux inhérents à la propriété tout au long de la durée de vie automobile des batteries fixée de 8 à 10 ans, durée bien plus longue que les contrats de location.

Les contrats de « location opérationnelle » sont comptabilisés en immobilisations données en location et font apparaître au bilan les immobilisations en valeur brute, desquelles sont déduits les amortissements et auxquelles s'ajoutent les créances de loyer et les coûts de transactions restant à étaler. Les loyers et les amortissements sont comptabilisés de manière distincte au compte de résultat dans les produits (et charges) nets des autres activités. Les amortissements s'effectuent hors valeur résiduelle et sont rapportés au résultat de manière linéaire comme les coûts de transactions. L'évaluation du risque de contrepartie et l'appréciation du risque sur les valeurs résiduelles ne sont pas remises en cause par cette classification.

Les résultats des opérations de revente de véhicules à l'issue des contrats de location opérationnelle sont classés parmi les « Produits (et charges) net(te)s des autres activités ».

5.2.3.11 Evaluation et présentation des prêts et créances sur la clientèle et contrats de « Location Financement »

Le groupe Mobilize Financial Services qualifie ses contrats de location en « location financière » dès lors qu'il y a transfert des risques et avantages liés à la propriété. Ces contrats sont comptabilisés en substance comme des créances de financement des ventes. Les créances de financement des ventes, de financement du réseau et les prêts liés à des placements de trésorerie sont classés comme « prêts et créances émis par l'entreprise » selon IFRS 9. Les prêts journaliers auprès de la Banque Centrale sont inscrits dans « Caisse et Banques Centrales ».

Les créances de financement des ventes à la clientèle finale et de financement du réseau sont enregistrées initialement à la juste valeur et comptabilisées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ce calcul inclut, outre la part contractuelle de la créance, les bonifications d'intérêts reçus du constructeur ou du réseau dans le cadre de campagnes promotionnelles, les frais de dossiers payés par les clients et les rémunérations versées aux apporteurs d'affaires. Leur constatation au compte de résultat fait l'objet d'un étalement actuariel au TIE des créances auxquelles ils sont rattachés.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux de rendement interne jusqu'à l'échéance ou, pour les créances à taux révisable, jusqu'à la date la plus proche de refixation du taux. L'amortissement actuariel de toute différence entre le montant initial de la créance et son montant à l'échéance est calculé selon la méthode du TIE.

Les commissions liées à un contrat de financement sont intégrées comme coûts marginaux selon IFRS 9. Les commissions indépendantes (« stand-alone ») sont comptabilisées selon IFRS 15 et reconnues au résultat lorsque l'obligation de performance est remplie (à un instant précis ou à l'avancement).

Les résultats des opérations de revente de véhicules à l'issue des contrats de location financière sont classés parmi les « Produits (et charges) net(te)s des autres activités ».

Ainsi, les plus et moins-values sur revente de véhicules relatives aux contrats sains, les flux de provisions pour risques sur valeurs résiduelles ainsi que les plus et moins-values sur véhicules dégagées à l'occasion de sinistres et les indemnités d'assurance correspondantes sont classés dans les « Autres produits d'exploitation bancaire » et « Autres charges d'exploitation bancaire ».

5.2.3.12 Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle et contrats de « Location Financement »

Tous les instruments financiers entrant dans le champ de la norme IFRS 9 se voient affecter une dépréciation pour pertes attendues dès leur date d'origination (à l'exception de ceux dépréciés dès l'origine ou acquis en présence d'un événement de défaut). Chaque prêt ou créance, en date d'arrêt, est classé dans une catégorie de risque selon qu'il a subi ou non de détérioration significative du risque de crédit depuis sa comptabilisation initiale. De cette classification dépend le niveau de la provision pour perte de valeur attendue à comptabiliser pour chaque instrument :

- Bucket 1 : aucune dégradation ou dégradation non significative du risque de crédit depuis l'origination, la perte de valeur correspond aux pertes attendues sur l'actif dans un horizon de 12 mois ;
- Bucket 2 : dégradation significative du risque de crédit depuis l'origination ou contrepartie financière non investment-grade, la perte de valeur correspond aux pertes attendues sur l'actif sur l'intégralité de sa durée de vie ;
- Bucket 3 : Classement en défaut de la contrepartie.

La date d'origination des actifs est la date à laquelle le groupe est irrévocablement engagé vis-à-vis de sa contrepartie, via la signature d'un engagement ou via la constatation de la créance.

Affectation entre les trois catégories de risque

Pour répartir les actifs entre les trois catégories de risque mentionnées ci-dessus, différents systèmes de notation interne sont actuellement utilisés dans le groupe Mobilize Financial Services.

Pour les contreparties bancaires, une notation groupe est établie à partir des ratings externes et du niveau de fonds propres de chaque contrepartie.

Pour les clients Réseau et Clientèle, les portefeuilles sont découpés en quatre segments sur lesquels sont développés des scores de comportement : Grand Public, Entreprises, Très Grandes Entreprises (France uniquement), Réseau. Les variables de score sont spécifiques à chaque pays et à chaque segment et incluent des critères qualitatifs ; forme juridique de l'entreprise, âge de l'entreprise, type de véhicule : véhicule neuf/véhicule Occasion, pourcentage d'apport comptant, état civil, mode d'habitation, profession, et quantitatifs ; durée de l'impayé en cours, durée écoulée depuis le dernier impayé régularisé, exposition, durée initiale de financement, ratios bilantiels usuels.

La dégradation significative du risque de crédit (le passage de Bucket 1 en Bucket 2) est analysée au niveau de la transaction, c'est-à-dire par contrat de financement pour l'activité « Financement clientèle particuliers et entreprises » ou par ligne de financement pour l'activité « Financement Réseau ». Pour les portefeuilles en notation IRB-A, un déclassement du Bucket 1 vers le Bucket 2 est effectué en fonction de la dégradation de la notation de la transaction par rapport à l'origination, si l'exposition est restructurée ou si elle présente un arriéré supérieur à 30 jours à la date d'arrêt. Pour les portefeuilles en méthode standard (non notés), le déclassement du Bucket 1 en Bucket 2 s'effectue en fonction d'arbres de décision différents entre les activités Clientèle et Réseau, tenant compte entre autres de la présence d'impayés et des restructurations de contrats.

Par la suite, le retour en Bucket 1 pour les portefeuilles Retail et Réseau, notés en IRB-A, se fait lorsque le rating de la transaction s'est amélioré, lorsque le statut risque du tiers s'est amélioré pour les portefeuilles Réseau en approche standard. Pour les portefeuilles Clientèle en approche standard non notés, le retour en Bucket 1 s'opère douze mois après la date de régularisation du dernier impayé.

Enfin, le retour en Bucket 2 des instruments classés en Bucket 3 s'opère lorsque le client a remboursé l'intégralité de ses impayés significatifs au sens de la nouvelle définition du défaut de l'ABE et qu'il ne rencontre plus de critère de défaut, à l'issue d'une période probatoire de trois mois ou de douze mois pour les transactions restructurées. Dans le cas d'événements d'improbabilité de paiement, le retour en Bucket 2 se fait à dire d'expert.

Pour l'activité Réseau, les lignes de financement originées lorsque le client était en défaut (POCI) restent en Bucket 3. En cas de retour en Bucket 1, les nouvelles expositions suivent ce statut.

Cas spécifique des encours restructurés

Le groupe Mobilize Financial Services applique, pour l'identification des encours restructurés, la définition de l'European Banking Authority (EBA) donnée dans son ITS (Implementing Technical Standards) 2013/03 rev1 du 24 juillet 2014.

La restructuration de crédit (ou Forbearance) consiste dans la mise en place de concessions envers un client emprunteur qui rencontre ou est sur le point de rencontrer des difficultés financières pour honorer ses engagements. Elle désigne ainsi les cas de modification des clauses et des conditions d'un contrat afin de redonner au client en difficulté financière la possibilité d'honorer ses engagements (exemple : changement du nombre d'échéances, report de la date d'échéance, changement du montant des échéances, changement du taux client) ou de refinancement total ou partiel d'un engagement d'une contrepartie en difficulté (au lieu de le résilier), qui n'aurait pas eu lieu si le client n'avait pas connu de difficultés financières. Sont exclues des créances restructurées, les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas de difficultés financières.

Même si les difficultés financières s'appréhendent en revanche au niveau du client, l'encours restructuré se définit au niveau du contrat (« facility ») qui est restructuré, et non au niveau du tiers (pas de principe de contagion).

Les encours restructurés sont soit déclassés en Bucket 2 (performing, "viable forbearance measure") ou en Bucket 3 (non-performing, "distressed forbearance measure").

Par la suite, un contrat peut sortir des encours restructurés si les conditions cumulatives suivantes sont remplies :

- Le contrat est considéré comme performant (sain ou incidenté) et l'analyse de la situation du client confirme qu'il a recouvré sa solvabilité et sa capacité à honorer ses engagements ;
- Un minimum de deux ans de période probatoire s'est écoulé depuis que le contrat restructuré est revenu en encours performant ;
- Des remboursements réguliers et significatifs ont été effectués par le client au cours, a minima, de la moitié de la période probatoire ;
- Aucune des expositions du client ne présente d'impayés de plus de 30 jours à la fin de la période probatoire.

Si un contrat restructuré classé en performant bénéficie à nouveau de mesures de restructuration (extension de durée, etc.) ou s'il présente des impayés de plus de 30 jours durant sa période d'observation, il doit être déclassé en défaut (annulation de sa période d'observation).

Mesure des pertes de crédit attendues

Conformément à la norme IFRS 9, les pertes de crédit attendues (ECL) correspondent à l'espérance de la perte de crédit (en principal et en intérêts), actualisée au taux d'intérêt effectif (TIE) de l'actif. Ce montant constitue la provision affectée à une facilité ou à un portefeuille).

Les ECL sont déterminées comme le produit des éléments suivants, actualisés au TIE du contrat :

- Exposure at Default (EAD) : Montant de l'exposition attendue en cas de défaut de la contrepartie, en tenant compte des remboursements anticipés éventuels.
- Probabilité de défaut (PD) : Probabilité qu'une contrepartie du groupe fasse défaut à l'horizon d'un an, basé sur les paramétrages bâlois.
- Loss Given Default (LGD) : Rapport entre la perte subie sur une exposition en cas de défaut d'une contrepartie et le montant de l'exposition au moment de défaut. L'estimation s'appuie sur les données prudentielles en approche IRB, avec des ajustements pris en compte si nécessaire.

Pour les contrats dont la maturité est inférieure à 12 mois, la provision reste identique que l'opération soit classée en Bucket 1 ou en Bucket 2. Ce point est particulièrement significatif pour le périmètre Réseau, composé principalement de financements à court terme.

Information prospective et ajustements post-modèle - forward-looking

Pour le calcul des pertes de crédit attendues (ECL), la norme IFRS 9 exige l'utilisation d'informations pertinentes, internes et externes, validées et raisonnablement disponibles. Cette estimation prospective repose sur une moyenne pondérée de scénarios probabilisés, intégrant les effets des évolutions économiques futures sur le risque de crédit. Cette approche forward-looking vise à refléter les impacts potentiels des variations macroéconomiques sur les pertes attendues.

Les projections macroéconomiques sont appliquées à l'ensemble des contrats du portefeuille, quel que soit le type de produit, qu'il s'agisse de crédits, de locations financières ou opérationnelles. Pour chaque scénario envisagé, des paramètres spécifiques, tels que la probabilité de défaut (PD) et la perte en cas de défaut (LGD), sont définis afin de déterminer les pertes attendues associées.

Dans le groupe, la provision forward-looking inclut une provision sectorielle pour couvrir, dans le secteur Clientèle Entreprises, les secteurs identifiés comme fragilisés et une provision statistique qui tient compte de scénarios macro-économiques appliqués à l'ensemble des encours Clientèle et Réseau.

La provision statistique est basée sur trois scénarios ; Stabilité, Baseline et Adverse qui sont ensuite pondérés pour tenir compte des dernières projections macro-économiques à date de l'OCDE (variation de PIB, taux de chômage et inflation) et de leur probabilité de survenance, ce qui permet de calculer une provision forward-looking statistique (montant de la provision obtenu par différence avec les provisions comptables du scénario Stability).

Critères de passage en défaut

Le passage en défaut d'un instrument financier au sein du groupe Mobilize Financial Services repose sur des critères quantitatifs et qualitatifs.

Critères quantitatifs : Un instrument est en défaut lorsque les impayés non techniques du client dépassent pendant plus de 90 jours consécutifs les seuils absolu (100 € pour les expositions Retail ou 500 € pour les expositions Non Retail), ou l'équivalent dans les devises locales, et relatif (les impayés représentent 1 % de son encours total au bilan (sans considération des garanties potentielles obtenues sur l'instrument)). Les seuils absolu et relatif sont évalués quotidiennement pour garantir une surveillance précise.

Critères qualitatifs : le groupe s'appuie sur les indicateurs pouvant traduire une absence probable de paiement ou une dégradation significative de la situation financière de la contrepartie (cas de surendettement, redressement ou liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation de biens ou assignations devant un tribunal international, informations internes et externes...), l'existence de contentieux ou de procédures judiciaires entre la contrepartie et l'établissement.

Ces éléments sont utilisés pour évaluer la capacité et la volonté du client à honorer ses engagements financiers.

Les créances litigieuses faisant l'objet d'un refus de paiement de la part du client à la suite de contestation de l'interprétation des clauses du contrat si la situation financière du client n'apparaît pas compromise, les clients à conditions de paiement négociables s'il n'y a aucun doute sur le recouvrement et les créances sur lesquelles ne pèse qu'un risque pays sont exclues des créances en défaut.

Règles de passage en pertes

Le passage en perte consiste à réduire la valeur brute comptable d'un actif financier lorsqu'il n'y a pas d'attente raisonnable de rétablissement. Les filiales du groupe Mobilize Financial Services doivent sortir du bilan les encours par la contrepartie d'un compte de perte, et reprendre la dépréciation associée, lorsque le caractère irrécouvrable des créances est confirmé et donc au plus tard lorsque ses droits en tant que créancier sont éteints.

En particulier, les créances deviennent irrécouvrables et donc sorties du bilan s'il s'agit :

- de créances ayant fait l'objet d'abandons en totalité dans le cadre d'un plan de redressement ; d'une liquidation judiciaire ;
- de créances prescrites ;
- de créances ayant fait l'objet d'un jugement légal défavorable (résultat négatif des poursuites engagées ou de l'action d'un contentieux) ;
- de créances envers un client disparu.

5.2.3.13 Comptabilisation et évaluation des actifs financiers hors prêts et créances à la clientèle

Le groupe enregistre un actif financier lorsqu'il devient partie aux dispositions contractuelles de cet instrument. Le portefeuille de titres est classé suivant les catégories d'actifs financiers fixées par la norme IFRS 9. Les OPCVM et les FCP (parts de fonds) sont réputés non SPPI et sont donc valorisés à la juste valeur par résultat. Les titres de sociétés ni contrôlées ni sous influence notable sont des instruments de capitaux propres et sont également comptabilisés en juste valeur par résultat.

Les actifs financiers répondant à la définition d'instruments de dette gérés dans le cadre d'un modèle de gestion de collecte et vente et passant les tests SPPI chez le groupe Mobilize Financial Services sont comptabilisés en juste valeur en contrepartie des Autres éléments du résultat global. Les variations de valeur (hors intérêts courus) sont comptabilisées en réserve de réévaluation directement dans les capitaux propres. La dépréciation de ce type de titre suit les modèles préconisés par la norme IFRS 9 en fonction des ECL.

Dans tous ces cas, la juste valeur de ces actifs financiers est déterminée en priorité par référence au prix de marché, ou, à défaut, sur la base de méthodes de valorisation non basées sur des données de marché.

5.2.3.14 Opérations entre le groupe Mobilize Financial Services et le Groupe Renault et les marques Nissan et Mitsubishi

Les transactions entre parties liées sont réalisées selon des modalités équivalentes à celles qui prévalent dans le cas de transactions soumises à des conditions de concurrence normale si ces modalités peuvent être démontrées.

Le groupe Mobilize Financial Services contribue à conquérir et fidéliser les clients du Groupe Renault et des marques Nissan et Mitsubishi en apportant une offre de financements et de services intégrée à leur politique commerciale.

Les principaux indicateurs et flux entre les deux entités sont indiqués dans la note 9 - Participations dans les entreprises associées et coentreprises

5.2.3.15 Impôts sur les résultats

Le groupe comptabilise des impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs dans la situation financière consolidée. Les impôts différés sont calculés en appliquant le dernier taux d'impôt voté à la date de clôture et applicable à la période de renversement de ces différences. Au sein d'une même entité fiscale (société juridique, établissement ou groupe d'entités redevable de l'impôt auprès de l'administration fiscale), les impôts différés actifs et passifs sont présentés de manière compensée, dès lors que celle-ci a le droit de compenser ses actifs et passifs d'impôts exigibles. Les actifs d'impôts différés sont reconnus en fonction de leur probabilité de réalisation future et sont dépréciés lorsque leur réalisation n'est pas probable.

Pour les sociétés intégrées globalement, un passif d'impôt différé est reconnu à hauteur des impôts de distribution dont le versement est anticipé par le groupe.

Pour évaluer les provisions pour positions fiscales incertaines, le groupe utilise une méthode d'évaluation individuelle basée en général sur le montant le plus probable. Ces provisions sont classées sur des lignes dédiées dans la situation financière consolidée, afin de se conformer à leurs caractéristiques qualitatives.

5.2.3.16 Engagements de retraite et assimilés

Pour les régimes à cotisations définies, les paiements du groupe sont constatés en charges de la période à laquelle ils sont liés.

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, la valeur actuelle de l'obligation est estimée en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âges de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie et d'une durée correspondant à la durée moyenne estimée du régime évalué.

Les écarts actuariels résultant de révisions des hypothèses de calcul et des ajustements liés à l'expérience sont enregistrés en autres éléments du résultat global.

La charge nette de l'exercice, correspondant au coût des services rendus éventuellement majorée du coût des services passés, au coût lié à la désactualisation des provisions diminuées de la rentabilité des actifs du régime est constatée en résultat dans les charges de personnel.

5.2.3.17 Activité d'assurance

Les principes comptables et les règles d'évaluation propres aux actifs et passifs générés par les contrats d'assurance émis par les sociétés d'assurance consolidées sont établis depuis le 1^{er} janvier 2023 conformément à la norme IFRS 17.

Les autres actifs détenus et passifs émis par les sociétés d'assurance suivent les règles communes à tous les actifs et passifs du groupe et sont présentés dans les postes de même nature du bilan et du compte de résultat consolidé.

Compte tenu de la nature des portefeuilles d'assurance et de réassurance - contrats d'une durée supérieure à 1 an avec un profil de risque non linéaire - leurs provisions techniques sont évaluées selon le modèle général (dit « building blocks approach ») comprenant : (1) les estimations des flux de trésorerie futurs actualisés et pondérés par leur probabilité de réalisation, (2) un ajustement pour risque non financier et (3) la marge de service contractuelle.

Il n'existe aucun contrat participatif en portefeuille justifiant l'application du modèle « VFA - Variable Fee Approach ». Aucun contrat n'est évalué selon le modèle « PAA - Premium allocation Approach ».

L'activité d'assurance détient certaines couvertures de réassurance proportionnelle. Les composants des contrats de réassurance existants sont évalués séparément mais leur date de comptabilisation correspond à celle des contrats sous-jacents couverts, la réassurance portant sur les générations de contrat.

Conformément à la norme, les provisions techniques sont évaluées par groupes homogènes de contrats selon les règles d'agrégation suivantes :

- Par portefeuilles portant des risques similaires et gérés ensemble
- Par cohortes annuelles
- Par groupe de profitabilité, avec un groupe séparé pour les contrats onéreux au moment de leur comptabilisation.

Les estimations des flux de trésorerie futurs actualisés pour les portefeuilles d'assurance et de réassurance correspondent à la projection de ces flux futurs de trésorerie (primes, prestations, frais généraux attribuables notamment) dans la frontière des contrats. Ces projections se basent sur des modèles qui reflètent le fonctionnement des contrats d'assurance et de réassurance et sont réalisées selon les niveaux d'agrégation précédemment définies. Ces modèles de projection se basent sur les mêmes fondements que ceux utilisés pour les calculs Solvabilité II. La frontière des contrats correspond à leur date de prise et de fin d'effet.

Les taux d'actualisation sont définis selon la méthode « bottom-up » à laquelle est ajoutée une prime d'illiquidité. La courbe des taux sans risque est celle définie par l'EIOPA. L'ajustement de la prime d'illiquidité est dérivé de la courbe des prix du marché en utilisant le modèle de risque de crédit structurel de Merton et l'ajustement CoC (Cost Of Capital) pour supprimer la probabilité de défaut « attendue » et les primes de risque de crédit pour les pertes (in)attendues, ajustées en fonction du portefeuille obligataire détenu.

Les frais d'acquisition correspondent aux commissions de distribution payés au réseau de distribution. Ces frais sont engagés à la date d'effet du contrat et sont amortis selon le même profil que la Marge de Service contractuelle (CSM).

L'ajustement pour risque non financier est déterminé pour compenser l'incertitude inhérente aux montants et au timing des flux de trésorerie projetés. Il repose sur la distribution observée la fréquence des sinistres, représentant le facteur de risque principal du portefeuille d'assurance et est calibré avec un seuil de confiance à 90 %, cohérent avec ce qui est retenu dans les règles d'appétence aux risques. L'ajustement pour risques est amorti selon le profil des cashflow de sinistres.

La marge de service contractuelle représente la partie des bénéfices réalisés sur les contrats d'assurance souscrits qui sera différée et progressivement reportée au revenu sur la durée de vie estimée des contrats d'assurance. Elle est définie à la souscription des contrats et évolue en cours de vie des contrats en fonction des écarts d'expérience et d'hypothèse avec ce qui avait été attendu à l'origine.

Unités de couverture :

La marge sur services contractuels est reconnue en compte de résultat en fonction des unités de couverture fournies sur la période. Une unité de couverture permet de refléter l'allocation de la marge de service contractuelle à mesure des services rendus. Les unités de couvertures permettent de mesurer les périodes de couverture du risque pour la reconnaissance du revenu (marge de service contractuelle). Ces unités de couvertures sont basées sur le profil de risques des cohortes annuelles de contrats en considérant le profil des sommes sous risques.

Option OCI

Traitement des marges internes

Le groupe a choisi de comptabiliser les impacts liés aux changements de taux d'actualisation dans les « Autres éléments du Résultat global ».

Estimations comptables pertinentes

L'ensemble des hypothèses techniques sous-jacentes pour le calcul flux futurs de trésorerie issus des portefeuilles d'assurance (fréquence des sinistres, taux d'acceptation de sinistres, durées d'indemnisation dans le cas de couverture des mensualités des financements sous-jacents, taux de rachat anticipé des contrats, frais unitaires) sont définies sur la base d'études statistiques sur les données des portefeuilles et représentent la meilleure estimation de ces éléments à la date de calcul. Les hypothèses financières sont basées sur des données fournies par le régulateur et des données de marché retenues par le groupe.

Compte de résultat :

Les produits et les charges comptabilisés au titre des contrats d'assurance sont présentés au compte de résultat sous les rubriques « Produits des autres activités » et « Charges des autres activités » uniquement pour les frais d'assurance gérés en externe.

Le groupe Mobilize Financial Service a décidé de recourir à l'option permettant de ventiler les produits financiers ou charges financières d'assurance de la période entre le résultat et les autres éléments du résultat global.

Actifs dédiés à l'assurance :

L'objectif premier de la stratégie d'investissement du groupe est de protéger et préserver ses actifs, avec toutes les décisions d'investissement à faire conformément au principe de la « personne prudente », tout en recherchant un retour adéquat afin de s'assurer que les investissements sont faits dans le meilleur intérêt des assurés.

A cet égard, le portefeuille d'investissement des activités d'assurance peut être considérée comme gérée de manière conservatrice car il est largement composé d'obligations corporate, souveraines et supranationales, de prêts à terme ainsi que de dépôts à vue. Le groupe a poursuivi la diversification de ses participations en obligations d'entreprises de qualité investment grade en privilégiant les émetteurs ayant un bilan ESG satisfaisant selon les critères " CDP - Carbon Disclosure Project " (cf. Note 4 - Actifs financiers).

Il est à noter que les obligations et les prêts à terme sont détenus jusqu'à l'échéance conformément à la politique du groupe business model de « collecte ».

5.2.3.18 Les passifs financiers

Les passifs financiers du groupe Mobilize Financial Services sont constitué d'emprunts obligataires et assimilés, de titres de créances négociables, de titres émis dans le cadre des opérations de titrisation ainsi que de dettes auprès des établissements de crédit et de dépôts Epargne auprès de la clientèle.

Lors de leur comptabilisation initiale, les passifs financiers sont mesurés à la juste valeur nette des coûts de transaction qui sont directement attribuables à leur émission.

A chaque clôture, en dehors des modalités spécifiques liées à la comptabilité de couverture, les passifs financiers sont évalués à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les charges financières ainsi calculées prennent en compte les frais d'émission et les primes d'émission ou de remboursement qui sont étalés actuariellement sur la durée de l'émission.

Les programmes d'émission du groupe à moyen et long terme ne présentent pas de clause qui pourrait conduire à une exigibilité anticipée de la dette.

5.2.3.19 Emissions structurées et dérivés incorporés

Les émissions structurées sont présentes en faible nombre. Elles sont adossées à des instruments dérivés qui viennent neutraliser le dérivé sous-jacent de façon à obtenir un passif synthétique à taux révisable.

Les seuls dérivés incorporés identifiés dans le groupe Mobilize Financial Services correspondent à des sous-jacents contenus dans des émissions structurées. Lorsque les dérivés incorporés ne sont pas étroitement liés au contrat hôte, ils sont évalués et comptabilisés séparément à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont alors comptabilisées en compte de résultat. Après extraction du dérivé, l'émission structurée (contrat hôte) est évaluée et comptabilisée au coût amorti.

Les émissions structurées sont ainsi associées à des swaps dont la branche active présente des caractéristiques strictement identiques à celles du dérivé incorporé, assurant sur le plan économique une couverture efficace. Néanmoins, les dérivés incorporés séparés du contrat hôte et les swaps associés aux émissions structurées sont comptablement réputés détenus à des fins de transaction.

5.2.3.20 Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

Les instruments financiers dérivés sont contractés par le groupe Mobilize Financial Services dans le cadre de sa politique de gestion des risques de change et de taux. La comptabilisation des instruments financiers en tant qu'instruments de couverture dépend ensuite de leur éligibilité ou non à la comptabilité de couverture.

Les instruments financiers utilisés par le groupe Mobilize Financial Services peuvent être qualifiés de couverture de juste valeur ou de flux futurs de trésorerie ou d'investissement net. Une couverture de juste valeur permet de se prémunir contre les variations de juste valeur des actifs et passifs couverts. Une couverture de flux futurs permet de se prémunir contre les variations de valeur des flux de trésorerie associés à des actifs ou des passifs existants ou futurs. Le groupe Mobilize Financial Services applique les dispositions d'IFRS 9 pour la désignation et le suivi de ses relations de couverture.

Evaluation

Les dérivés sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. Par la suite, à chaque clôture, la juste valeur des dérivés est réestimée.

Celle-ci correspond, en application de la norme IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur », au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre participants de marché à la date d'évaluation. Lors de la comptabilisation initiale, la juste valeur d'un instrument financier représente le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif (valeur de sortie).

La juste valeur des contrats de change à terme et des swaps de devises est déterminée par actualisation des flux financiers, en utilisant les taux (change et intérêt) du marché à la date de clôture. Elle intègre par ailleurs la valorisation des effets « de base » des swaps de taux et change.

Celle des dérivés de taux représente ce que le groupe recevrait (ou paierait) pour dénouer à la date de clôture les contrats en cours, en prenant en compte les plus ou moins-values latentes déterminées à partir des taux d'intérêts courants à la date de clôture.

Ajustement de crédit

Un ajustement comptable est constaté sur la valorisation des portefeuilles de dérivés de gré à gré à l'exclusion de ceux compensés en chambre au titre du risque de crédit des contreparties (ou CVA, Credit Valuation Adjustment) et du risque de crédit propre (ou DVA, Debit Valuation Adjustment).

L'exposition (EAD – Exposure At Default) est approximée par la valeur de marché (MTM) incrémentée ou diminuée d'un add-on, représentant le risque potentiel futur et en tenant compte des accords de compensation avec chaque contrepartie. Ce risque potentiel futur est estimé par utilisation de la méthode standard proposée par la réglementation bancaire française (règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement, article 274).

La perte en cas de défaut (LGD – Loss Given Default) est estimée par défaut à 60 %.

La probabilité de défaut (PD) correspond à la probabilité de défaut associée aux CDS (Credit Default Swap) de chaque contrepartie. Dans certains pays, lorsque l'information n'est pas disponible, la probabilité de défaut est approchée avec celle du pays de la contrepartie.

Couverture de juste valeur

Le groupe Mobilize Financial Services a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture de juste valeur (« fair value hedge ») dans les cas suivants :

- couverture du risque de taux d'un passif à taux fixe par un swap ou cross currency swap receveur fixe/payeur variable ;
- couverture du risque de taux du portefeuille de créances commerciales à taux fixe par des swaps payeurs taux fixe/ receveurs taux variable

Cette comptabilité de couverture est appliquée sur la base d'une documentation de la relation de couverture à la date de mise en place et des résultats des tests d'efficacité des couvertures de juste valeur qui sont réalisés à chaque arrêté.

Les variations de valeurs des dérivés de couverture de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat.

Pour les actifs et les passifs financiers couverts en juste valeur, seule la composante couverte est évaluée et comptabilisée à la juste valeur. Les variations de valeur de la composante couverte sont comptabilisées en résultat. La fraction non couverte de ces actifs ou passifs est évaluée et comptabilisée au coût amorti.

En cas d'arrêt anticipé de la relation de couverture, le dérivé de couverture est qualifié d'actif ou de passif financiers à la juste valeur par résultat et l'élément couvert est comptabilisé au coût amorti pour un montant égal à sa dernière évaluation en juste valeur.

Couverture de flux de trésorerie

Le groupe Mobilize Financial Services a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture de flux de trésorerie (« cash-flow hedge ») dans les cas suivants :

- couverture du risque de taux sur des passifs à taux variable par un swap receveur variable/payeur fixe ; permettant ainsi de les adosser aux actifs à taux fixe ;
- couverture du risque de taux sur des ensembles composés d'un passif à taux fixe et d'un swap payeur variable/receveur fixe par un swap payeur fixe/receveur variable ;

- couverture de flux futurs ou probables en devises.

Des tests d'efficacité des couvertures de flux de trésorerie sont réalisés à chaque arrêté pour s'assurer de l'éligibilité des opérations concernées à la comptabilité de couverture. Le groupe calcule un ratio de couverture pour s'assurer que les nominaux des couvertures n'excèdent pas les nominaux couverts. En ce qui concerne le deuxième type de couverture, le test pratiqué consiste à s'assurer que l'exposition au risque de taux liée aux actifs financiers non dérivés est bien réduite par les flux liés aux instruments dérivés utilisés en couverture.

Les variations de valeur de la part efficace des dérivés de couverture de flux de trésorerie sont comptabilisées en capitaux propres, dans un compte spécifique de réserve de réévaluation.

Instruments dérivés à la juste valeur par résultat

On retrouve dans ce poste les opérations non éligibles à la comptabilité de couverture et les opérations de couverture de change pour lesquelles le groupe Mobilize Financial Services n'a pas souhaité appliquer la comptabilité de couverture.

Les variations de valeur de ces dérivés sont comptabilisées en compte de résultat.

5.2.3.21 Tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte. Les activités opérationnelles sont représentatives des activités génératrices de produits du groupe Mobilize Financial Services. Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles.

Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de trésorerie nette comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

5.2.4 Adaptation à l'environnement Economique et financier

Dans un environnement économique contrasté, le groupe Mobilize Financial Services maintient une politique financière prudente et renforce son dispositif de gestion et de contrôle de la liquidité.

Liquidité

Le groupe Mobilize Financial Services porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité.

L'activité de collecte de dépôts, lancée en février 2012 est maintenant présente dans 7 pays différents (Allemagne, France, Autriche, Royaume-Uni, Espagne, Pays-Bas et Pologne). Elle a permis de créer une ressource alternative et constitue aujourd'hui la principale source de financement du groupe. De plus elle vient renforcer le ratio structurel de liquidité à long terme (NSFR).

Sur le marché obligataire, le groupe se finance sur des maturités allant de 3 à 8 ans en euro et émet régulièrement des green bonds depuis 2022. De plus, depuis 2019, Mobilize Financial Services est présent sur le marché de la dette obligataire subordonnée Tiers 2 et depuis 2025 sur celle de l'Additional Tier 1. Cette diversification des offres permet de toucher divers types d'investisseurs. Par ailleurs le groupe accède aux marchés obligataires dans des devises multiples que ce soit pour financer les actifs européens ou pour accompagner son développement hors Europe.

Le recours au financement par titrisation, de format privé ou public, permet également d'élargir la base d'investisseurs.

Le pilotage du risque de liquidité du groupe Mobilize Financial Services prend en compte les recommandations de l'EBA relatives à l'Internal Liquidity Adequacy Assessment Process (ILAAP) et repose sur les éléments suivants :

- **appétit pour le risque** : Cet élément est défini par le Comité des risques du Conseil d'administration ;
- **refinancement** : Le plan de financement est construit dans une optique de diversification d'accès à la liquidité, par produit, par devise et par maturité. Les besoins de financements font l'objet de recadrages réguliers qui permettent d'ajuster le plan de financement ;

- **réserve de liquidité** : L'entreprise vise à disposer en permanence d'une réserve de liquidité en adéquation avec l'appétit pour le risque de liquidité. La réserve de liquidité est constituée de lignes bancaires confirmées non tirées, de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire de la BCE ou de la Banque d'Angleterre, d'actifs hautement liquides (HQLA) et d'actifs financiers. Elle est revue chaque mois par le Comité financier ;

- **prix de transfert** : Le refinancement des entités européennes du groupe est coordonné par la Trésorerie groupe qui gère la gestion de la liquidité et mutualise les coûts. Les coûts de liquidité internes sont revus périodiquement par le Comité financier et sont utilisés par les filiales commerciales pour la construction de leur tarification ;

- **scénarios de stress** : Le Comité financier est informé chaque mois de l'horizon pendant lequel l'entreprise peut assurer la continuité de son activité en utilisant sa réserve de liquidité dans divers scénarios de stress. Les scénarios de stress comprennent des hypothèses de fuite des dépôts et de perte d'accès à de nouveaux financements, d'indisponibilité partielle de certains éléments de la réserve de liquidité ainsi que des prévisions de production de nouveaux crédits. Les hypothèses de fuite des dépôts stressée sont très conservatrices et font l'objet de tests rétrospectifs réguliers ;

- **plan d'urgence** : Un plan d'urgence établi permet d'identifier les actions à mener en cas de stress sur la situation de liquidité.

Risque de crédit

Au sein du groupe Mobilize Financial Services, sont comptabilisés en encours sains (ou performants), les encours classés en bucket 1 et en bucket 2 et en encours douteux (ou non performants), les encours classés en bucket 3.

En 2025, le risque de crédit sur le portefeuille à la clientèle est resté faible et stable par rapport à l'année précédente. Ainsi, le taux de prêts non-performants fin décembre 2025 s'est établi à 2,47 % du total des encours à la clientèle marquant une baisse de 3 centimes de point par rapport à décembre 2024.

Les politiques d'acceptation sont restées inchangées et ont permis d'atteindre un niveau de coût du risque compatible à la déclaration d'appétit au risque de crédits.

Respect des ratios prudentiels bancaires

Conformément à la réglementation prudentielle bancaire qui transpose en droit français la Directive (UE) 2024/1619 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CRD VI) et le règlement (UE) 2024/1623, le groupe Mobilize Financial Services est soumis au respect du ratio de solvabilité et des ratios relatifs à la liquidité, la division des risques ou les équilibres de bilan (ratio de levier).

Au 31 décembre 2025, Le groupe Mobilize Financial Services respecte toutes ses exigences prudentielles.

Rentabilité

Le groupe Mobilize Financial Services revoit régulièrement les coûts de liquidité internes utilisés pour la tarification des opérations clientèle, permettant ainsi de maintenir une marge sur la production de nouveaux crédits en ligne avec les cibles budgétaires. De façon similaire, la tarification des financements accordés aux concessionnaires est indexée sur un taux de base interne reflétant le coût des fonds empruntés et des coussins de liquidité nécessaires à la continuité d'activité.

Gouvernance

Le suivi des indicateurs de liquidité fait l'objet d'un point spécifique à chacun des Comités financiers mensuels.

Les Comités de gestion pays suivent également systématiquement les indicateurs de risque et de marge instantanée prévisionnelle, qui complètent les analyses habituelles de la rentabilité des filiales.

Exposition au risque de crédit non commercial

Le risque de contrepartie financière résulte du placement des excédents de trésorerie, investis sous forme de dépôts bancaires à court terme auprès d'établissements bancaires de premier ordre, d'investissements dans des fonds monétaires, ou d'achats d'obligations (émises par des états, émetteurs supranationaux, agences gouvernementales ou des entreprises) dont la durée moyenne était inférieure à un an au 31 décembre 2025.

Tous ces investissements sont réalisés auprès de contreparties de qualité de crédit supérieure préalablement autorisés par le Comité Financier. Le groupe Mobilize Financial Services porte par ailleurs une attention particulière à la diversification des contreparties.

De plus, pour satisfaire aux exigences réglementaires résultant de la mise en application du ratio de liquidité à 30 jours Liquidity Coverage Ratio (LCR), le groupe Mobilize Financial Services investit dans des actifs liquides tels que définis dans l'Acte Délégué de la Commission Européenne.

Ces actifs liquides sont principalement constitués de dépôts auprès de la Banque Centrale Européenne et de titres d'états ou supranationaux. La durée moyenne du portefeuille de titres était inférieure à un an.

En outre, le groupe Mobilize Financial Services a également investi dans un fonds dont les actifs sont constitués de titres de créances émis par des agences européennes, des états et des émetteurs supranationaux. Son exposition moyenne au risque de crédit est de six ans avec une limite à neuf ans. Le fonds vise une exposition nulle au risque de taux avec un maximum de deux ans.

Par ailleurs, les opérations de couverture du risque de taux ou de change par des produits dérivés peuvent exposer l'entreprise à un risque de contrepartie. En Europe, où le groupe est soumis à la réglementation EMIR, les dérivés font l'objet de techniques de mitigation du risque de contrepartie par échange de collatéral en bilatéral ou enregistrement en chambre de compensation. En dehors d'Europe, le groupe est attentif à la qualité de crédit des contreparties bancaires avec lesquelles il traite des dérivés.

Gestion du risque d'assurance

L'appétence du groupe au risque Assurance lié à l'activité des compagnies d'assurance est « Modéré ». En effet, l'activité assurance n'est pas le cœur de métier de Mobilize Financial Services, mais elle contribue significativement au résultat du groupe.

Le groupe a une gestion de « personne prudente » concernant les risques auxquels il pourrait être exposé dans ses activités d'assurance. Les risques principaux liés à cette activité sont les suivants :

Risques de souscription (risques techniques)

Les risques techniques regroupent les potentielles pertes liées à :

- une conception des produits, une définition des garanties défaillante,
- une tarification inadaptée,
- un non-respect des règles de souscription,
- un profil de risque des assurés défavorable (structure par âge...),
- une dérive de la sinistralité sous-jacente,
- une hausse des annulations et rachats des contrats,
- une couverture de réassurance inadaptée.

Les risques souscrits (décès, invalidité/incapacité, chômage, perte totale du véhicule financé) sont sujets à une faible volatilité et sont assurés sur des durées courtes correspondant aux durées de financement. De plus la diversification des portefeuilles par zone géographique permet de réduire les risques. Le profil de risque est donc modéré.

D'autre part, les produits d'assurance et leur distribution sont soumis à un processus de revue périodique conformément aux exigences réglementaires de surveillance et de gouvernance produit. Les indicateurs techniques sont en place pour monitorer la structure du portefeuille assuré, la sinistralité et les taux de rachat et ainsi d'identifier les éventuelles dérives.

Risques de liquidité

Les sociétés d'assurance n'ont pas de dettes financières. En effet, les principaux passifs financiers de la société découlent de dettes à court terme. L'exposition au risque de liquidité résulte principalement de la nécessité de régler les obligations futures relatives aux provisions techniques d'assurance (ses engagements vis-à-vis des clients sont à plus d'un an) et autres dettes tels que l'impôt sur le revenu et autres sommes dues. Pour répondre à ces obligations, le groupe se fixe des critères très stricts d'analyse de sa liquidité sur la base d'une analyse actif-passif dans un scénario de run-off des portefeuilles d'assurance. Cette analyse est réactualisée chaque trimestre. De surcroît le groupe n'investit que dans des actifs très liquides renforçant le profil de sécurité.

Aucune exposition aux actifs non liquides tels que les actions, l'immobilier, participations, actifs non cotés...

Risques de contrepartie

Comme précisé plus haut, les sociétés d'assurance n'investissent que dans des actifs (dépôt bancaires, obligations souveraines, supra ou agences ou obligations d'entreprises) de qualité investment grade à faible risque de crédit.

Risques de taux d'intérêt

Avec l'introduction d'IFRS17, l'ensemble du bilan des compagnies d'assurance est désormais soumis au risque de taux d'intérêt ; les actifs financiers sont valorisés à la « Valeur de marché » (IFRS 9) tandis que les provisions techniques d'assurance au passif sont valorisées à la « juste valeur » (IFRS17). Les variations de courbe des taux amène donc de la volatilité dans les états financiers. Toutefois cette volatilité est contenue et représente un impact économique limité. En effet, les actifs financiers sont à taux fixe et détenus jusqu'à leur maturité, les engagements d'assurances du portefeuille des contrats encours ont une maturité moyenne courte de l'ordre de 24 mois et la politique d'investissement repose sur une adéquation actif-passif. Les portefeuilles d'assurance ne comportent pas de contrats avec une participation aux bénéfices aux assurés.

De plus, le groupe ne s'appuie pas sur des refinancements externes pour les activités d'assurance.

L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un suivi détaillé dans le rapport ORSA « Own Risk & Solvency Assessment » des compagnies d'assurance. Il s'agit notamment de mesurer leur potentiel impact sur la solvabilité des compagnies d'assurance dans le cadre de la réalisation de stress-tests.

5.2.5 Notes sur les comptes consolidés

NOTE 1 Secteurs opérationnels

1.1 Segmentation par marché

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2025
Encours productif moyen	44 556	11 388		55 944
Actif productif moyen	47 900	11 388		59 288
Produit net bancaire	1 585	307	332	2 224
Résultat brut d'exploitation	1 057	156	234	1 447
Résultat d'exploitation	860	150	223	1 233
Résultat avant impôts	855	150	176	1 181

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2024
Encours productif moyen*	42 377	10 927		53 304
Actif productif moyen	45 067	10 927		55 994
Produit net bancaire*	1 587	369	209	2 165
Résultat brut d'exploitation*	1 040	275	82	1 397
Résultat d'exploitation*	881	263	81	1 225
Résultat avant impôts*	834	263	82	1 179

(*) Le montant au titre de l'exercice 2024 de ces postes a été retraité. Une information spécifique figure dans la note « 5.2.2 Faits marquants »

Les contributions par marché sont analysées, pour les différentes périodes présentées, sur les principaux agrégats du compte de résultat ainsi que sur l'encours moyen productif.

Au niveau du Produit Net Bancaire, étant donné que la majorité des produits sectoriels du groupe Mobilize Financial Services provient d'intérêts, ces derniers sont présentés nets des charges d'intérêts.

La détermination des résultats par secteur d'activité repose sur des conventions analytiques internes de refacturation ou de valorisation des moyens affectés. Les fonds propres alloués à chacun des pôles d'activité sont ceux effectivement mis à la disposition des filiales et succursales, répartis ensuite entre activités en fonction de règles analytiques internes.

L'Encours Productif Moyen est l'indicateur opérationnel utilisé pour le suivi des encours. Cet indicateur représentant une moyenne arithmétique des encours, sa valeur est par conséquent différente des encours figurant à l'actif du groupe Mobilize Financial Services tels que présentés aux notes 6 et 7 des Annexes : Opérations avec la clientèle et assimilées/ Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité.

Les Actifs Productifs Moyens sont un autre indicateur utilisé pour le suivi des encours. Il correspond aux encours productifs moyens auxquels sont ajoutés les actifs liés aux activités de location opérationnelle.

Pour la clientèle, il s'agit de la moyenne des actifs productifs à fin. Pour le réseau il s'agit de la moyenne des actifs productifs journaliers.

1.2 Segmentation géographique

En millions d'euros	Année	Encours net à fin (1)	Dont Encours Clientèle net à fin (1)	Dont Encours Réseaux net à fin
Europe	2025	59 449	46 482	12 967
	2024	57 080	44 140	12 940
dont Allemagne	2025	11 089	9 534	1 555
	2024	10 436	8 989	1 447
dont Espagne	2025	5 878	4 652	1 226
	2024	5 006	4 017	989
dont France	2025	21 033	15 830	5 203
	2024	20 071	14 924	5 147
dont Italie	2025	7 683	6 449	1 234
	2024	8 029	6 274	1 755
dont Royaume-Uni	2025	7 200	5 783	1 417
	2024	7 097	5 963	1 134
dont Autres pays (2)	2025	6 566	4 234	2 332
	2024	6 441	3 973	2 468
Afrique - Moyen-Orient	2025	883	537	346
	2024	645	435	210
Asie - Pacifique	2025	522	513	9
	2024	618	597	21
dont Corée du Sud	2025	522	513	9
	2024	618	597	21
Amérique	2025	3 128	2 165	963
	2024	2 690	2 052	638
dont Argentine	2025	384	155	229
	2024	228	78	150
dont Brésil	2025	2 029	1 379	650
	2024	1 763	1 349	414
dont Colombie	2025	715	631	84
	2024	699	625	74
TOTAL MOBILIZE FINANCIAL SERVICES	2025	63 982	49 697	14 285
	2024	61 033	47 224	13 809

(1) Y compris opérations de location opérationnelle.

(2) Belgique, Pays-Bas, Suisse, Autriche, Suède, Hongrie, Malte, Pologne, République Tchèque, Slovénie, Slovaquie, Croatie, Irlande, Portugal, Roumanie.

Les produits provenant des clients externes sont affectés aux différents pays en fonction du pays d'appartenance de chacune des entités. En effet, chaque entité n'enregistre que des produits provenant de clients résidents dans le même pays que l'entité.

NOTE 2 Caisse et Banques centrales

En millions d'euros	12/2025	12/2024
Caisse et Banques centrales	3 943	5 679
Créances rattachées	1	2
TOTAL DES CAISSE ET BANQUES CENTRALES	3 944	5 681

NOTE 3 Instruments dérivés de couverture

En millions d'euros	12/2025		12/2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Instruments dérivés de taux et de change : Couverture de juste valeur	81	47	100	89
Instruments dérivés de taux : Couverture de flux de trésorerie futurs	35	169	106	180
Instruments dérivés de change : Couverture des investissements nets			1	
TOTAL DES INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE	116	216	206	270

Les instruments dérivés non qualifiés d'instruments de couverture ont été reclassés en tant qu'actifs financiers à la juste valeur par résultat

Ces postes comprennent essentiellement des instruments dérivés contractés sur les marchés de gré à gré par le groupe Mobilize Financial Services dans le cadre de sa politique de couverture de l'exposition aux risques de change et de taux d'intérêt.

Les instruments dérivés qualifiés dans des relations de couverture de flux de trésorerie sont adossés à des dettes à taux variable et à des ensembles agrégés composés d'une dette à taux fixe et d'un swap de taux d'intérêt payeur variable.

Variation de la réserve de réévaluation des instruments financiers de couvertures de flux de trésorerie

En millions d'euros	Couvertures de flux de trésorerie	Echéancier de transfert en résultat de la réserve de couverture de flux de trésorerie		
		< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans
Solde au 31 décembre 2023	53	28	25	
Variation de juste valeur en capitaux propres	36			
Transfert en résultat net d'impôt sur les sociétés	(113)			
Solde au 31 décembre 2024	(24)		(24)	
Variation de juste valeur en capitaux propres	(13)			
Transfert en résultat net d'impôt sur les sociétés	9			
SOLDE AU 31 DECEMBRE 2025	(28)	(6)	(22)	

Le tableau ci-dessus indique pour les couvertures de flux de trésorerie, les périodes au cours desquelles RCI Banque SA s'attend à ce que les flux de trésorerie interviennent et influent sur le résultat.

La variation de la réserve de couverture de flux de trésorerie résulte d'une part de la variation de la juste valeur des instruments de couverture portée en capitaux propres, ainsi que du transfert en résultat de la période selon le même rythme que l'élément couvert.

Ventilation des nominaux d'instruments dérivés par durée résiduelle et par intention de gestion

En millions d'euros	< 1 an	De 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2025	Dt entreprises liées
COUVERTURE DU RISQUE DE CHANGE					
Opérations de change à terme					
Ventes	1 549			1 549	
Achats	1 541			1 541	
Opérations de swap de devises					
Prêts	42	128	6	176	
Emprunts	42	126	6	174	
COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX					
Opérations de swap de taux					
Prêteurs	8 499	23 338	1 950	33 787	
Emprunteurs	8 499	23 338	1 950	33 787	

En millions d'euros	< 1 an	De 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2024	Dt entreprises liées
COUVERTURE DU RISQUE DE CHANGE					
Opérations de change à terme					
Ventes	1 755			1 755	
Achats	1 737			1 737	
Opérations de change au comptant					
Prêts	29			29	
Emprunts	29			29	
Opérations de swap de devises					
Prêts	132	19		151	
Emprunts	58	84		142	
COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX					
Opérations de swap de taux					
Prêteurs	8 164	17 652	1 450	27 266	
Emprunteurs	8 164	17 652	1 450	27 266	

NOTE 4 Actifs financiers

En millions d'euros	12/2025	12/2024
ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES**	337	496
Effets publics et valeurs assimilées	195	331
Obligations et autres titres à revenus fixes	142	165
ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	65	153
Titres à revenus variables	47	43
Obligations et autres titres à revenus fixes	10	83
Participations dans les sociétés non consolidées	3	2
Instruments dérivés de taux	2	10
Instruments dérivés de change	3	15
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS	402	649
Dont entreprises liées	1	2
(*) Dont actifs financiers dédiés à l'assurance	209	207

Dans le cadre de la couverture, le groupe dispose de dérivés non qualifiés dans une relation de couverture au sens de la norme IFRS 9. Ces dérivés sont classés en actifs (ou passifs) financiers à la juste valeur par résultat (voir Note 12 : Passifs financiers à la juste valeur par résultat).

NOTE 5 Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit

En millions d'euros	12/2025	12/2024
CREANCES A VUE SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	1 504	1 374
Comptes ordinaires débiteurs	1 432	1 310
Prêts au jour le jour	72	63
CREANCES RATTACHEES		1
Créances à terme sur les établissements de crédit	212	165
Comptes et prêts à terme en bucket 1	203	112
Comptes et prêts à terme en bucket 2	9	53
TOTAL DES PRETS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	1 716	1 539
Dont entreprises liées	16	2

Les créances à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

Les comptes courants bancaires détenus par les fonds commun de titrisation contribuent pour partie au rehaussement de crédit des fonds. Ils s'élèvent à 1 072 M€ en décembre 2025 et sont classés parmi les comptes ordinaires débiteurs conformément à la définition IAS 7 du cash équivalent.

Les opérations de prêt au jour le jour avec la Banque Centrale figurent dans la rubrique « Caisse, Banques Centrales ».

NOTE 6 Opérations avec la clientèle et assimilées

En millions d'euros	12/2025	12/2024
PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE *	61 263	58 983
Opérations avec la clientèle	41 538	40 177
Opérations de location financière	19 725	18 806
OPERATIONS DE LOCATION OPERATIONNELLE	3 807	3 039
TOTAL OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE ET ASSIMILEES	65 070	62 022
(*) Le montant au titre de l'exercice 2024 de ces postes a été retraité. Une information spécifique figure dans la note « 5.2.2 Faits marquants ».		

La valeur brute des encours restructurés (y compris le non-performant), suite à l'ensemble des mesures et de concessions envers les clients emprunteurs qui rencontrent (ou sont susceptibles à l'avenir de rencontrer) des difficultés financières, s'élève à 223 M€ au 31 décembre 2025 contre 244 M€ au 31 décembre 2024. Elle est dépréciée à hauteur de 70 M€ au 31 décembre 2025 contre 83 M€ au 31 décembre 2024.

6.1 Opérations avec la clientèle

En millions d'euros	12/2025	12/2024
CREANCES SUR LA CLIENTELE	42 226	40 747
Affacturage sain	674	548
Affacturage dégradé depuis l'origination	139	28
Autres créances commerciales saines	24	22
Autres crédits sains à la clientèle	36 922	36 639
Autres crédits à la clientèle dégradés depuis l'origination	2 695	1 969
Comptes ordinaires débiteurs sains	925	728
Créances en défaut	847	813
CREANCES RATTACHEES SUR CLIENTELE	108	74
Autres crédits à la clientèle en non défaut	55	53
Comptes ordinaires débiteurs en non défaut	48	17
Créances en défaut	5	4
ELEMENTS INTEGRES AU COUT AMORTI SUR CREANCES CLIENTELE	(21)	119
Etalement des frais de dossiers et divers	(76)	(63)
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(733)	(612)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	788	794
DEPRECIATION DES CREANCES SUR LA CLIENTELE	(775)	(763)
Dépréciation sur créances saines	(118)	(122)
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	(93)	(95)
Dépréciation des créances en défaut	(488)	(461)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(76)	(85)
TOTAL NET DES CREANCES SUR LA CLIENTELE *	41 538	40 177

(*) Le montant au titre de l'exercice 2024 de ces postes a été retraité. Une information spécifique figure dans la note « 5.2.2 Faits marquants »

Les opérations de titrisation n'ont pas eu pour conséquence de déconsolider l'encours cédé. Les créances cédées, les intérêts courus qui y sont rattachés ainsi que les provisions afférentes figurent toujours à l'actif du bilan du groupe.

Les créances d'affacturage résultent de l'acquisition par le groupe de créances commerciales cédées par le Groupe Renault et les marques Nissan et Mitsubishi. La dépréciation de la Valeur résiduelle concerne le crédit (en risque porté et non porté).

6.2 Opérations de location financière

En millions d'euros	12/2025	12/2024
CREANCES SUR OPERATIONS DE LOCATION FINANCIERE	20 353	19 348
Crédit-bail et location longue durée contrats sains	18 120	17 157
Crédit-bail et location longue durée contrats dégradés depuis l'origination	1 749	1 714
Créances en défaut	484	477
CREANCES RATTACHEES SUR OPERATIONS DE LOCATION FINANCIERE	4	4
Crédit-bail et location longue durée en non défaut	3	3
Créances en défaut	1	1
ELEMENTS INTEGRES AU COUT AMORTI SUR OPERATIONS DE LOCATION FINANCIERE	(242)	(167)
Etalement des frais de dossiers et divers	2	(11)
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(702)	(592)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	458	436
DEPRECIATION DES CREANCES SUR OPERATIONS DE LOCATION FINANCIERE	(390)	(379)
Dépréciation sur créances saines	(77)	(75)
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	(69)	(78)
Dépréciation des créances en défaut	(242)	(223)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(2)	(3)
TOTAL NET DES CREANCES SUR OPERATIONS DE LOCATION FINANCIERE	19 725	18 806

Rapprochement entre l'investissement brut dans les contrats de location financière à la date de clôture et la valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir

En millions d'euros	< 1 an	De 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2025
Location financière - Investissement net	8 693	11 380	42	20 115
Location financière - Intérêts futurs à recevoir	910	853	3	1 766
LOCATION FINANCIERE - INVESTISSEMENT BRUT	9 603	12 233	45	21 881
Valeur résiduelle garantie revenant au groupe Mobilize Financial Services	5 380	8 648	1	14 029
• Dont valeur résiduelle garantie par les parties liées	2 126	2 618		4 744
Paielements minimaux à recevoir au titre de la location (hors montants garantis par les parties liées en application d'IAS 17)	7 477	9 615	45	17 137

En millions d'euros	< 1 an	De 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2024
Location financière - Investissement net	7 811	11 327	47	19 185
Location financière - Intérêts futurs à recevoir	867	944	3	1 814
LOCATION FINANCIERE - INVESTISSEMENT BRUT	8 678	12 271	50	20 999
Valeur résiduelle garantie revenant au groupe Mobilize Financial Services	5 400	7 864		13 264
• Dont valeur résiduelle garantie par les parties liées	2 194	2 670		4 864
Paielements minimaux à recevoir au titre de la location (hors montants garantis par les parties liées en application d'IAS 17)	6 484	9 601	50	16 135

6.3 Opérations de location opérationnelle

En millions d'euros	12/2025	12/2024
IMMOBILISATIONS DONNEES EN LOCATION	3 910	3 087
Valeur brute des immobilisations données en location	5 265	4 301
Amortissements sur immobilisations données en location	(1 355)	(1 214)
CREANCES SUR OPERATIONS DE LOCATION OPERATIONNELLE	17	24
Créances saines et dégradées depuis l'origine	44	30
Créances en défaut	24	18
Produits et charges restant à étaler	(51)	(24)
DEPRECIATION DES OPERATIONS DE LOCATION OPERATIONNELLE	(120)	(72)
Dépréciation des créances saines ou dégradées depuis l'origine	(3)	
Dépréciation des créances en défaut	(15)	(11)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(102)	(61)
TOTAL NET DES OPERATIONS DE LOCATION OPERATIONNELLE	3 807	3 039
Dont entreprises liées	(23)	(14)

Montant des paiements futurs minimaux à recevoir au titre des contrats de location opérationnelle non résiliables

En millions d'euros	12/2025	12/2024
Inférieur à 1 an	442	302
De 1 an à 5 ans	847	641
Supérieur à 5 ans	40	62
TOTAL	1 329	1 005

6.4 Exposition maximale au risque de crédit sur la qualité des créances jugées saines

L'exposition consolidée maximale au risque de crédit s'établit à 74 645 M€ au 31 décembre 2025 contre 73 991 M€ au 31 décembre 2024. Cette exposition comprend principalement les encours nets de financement des ventes, débiteurs divers et produits dérivés actifs ainsi que les engagements de financement irrévocables présents au hors-bilan consolidé du groupe Mobilize Financial Services (cf. note 25 Engagements reçus).

Montant des créances échues

En millions d'euros	12/2025	Dont non défaut (1)	12/2024	Dont non défaut (1)
Depuis 0 à 3 mois	1 110	829	889	651
Depuis 3 à 6 mois	79		82	
Depuis 6 mois à 1 an	76		63	
Depuis plus de 1 an	51		56	
DEPUIS 0 A 3 MOIS	1 316	829	1 090	651

(1) Ne comprend que les créances de financement des ventes non classées en Bucket 3.

Les risques sur la qualité des crédits de la clientèle font l'objet d'une évaluation (par système de score) et d'un suivi par type d'activité (Clientèle et Réseau). A la date de clôture des comptes, aucun élément ne remet en cause la qualité de crédit des créances de financement des ventes non échues et non dépréciées.

Par ailleurs, il n'existe pas de concentration de risques significative au sein de la clientèle du Financement des ventes au regard des dispositions réglementaires.

Le montant des garanties détenues sur les créances douteuses ou incidentées est de 871 M€ au 31 décembre 2025 contre 853 M€ au 31 décembre 2024.

6.5 Valeurs résiduelles en risque porté par le groupe Mobilize Financial Services

Le montant total de l'exposition au risque sur valeurs résiduelles porté en propre par le groupe Mobilize Financial Services (hors expositions sur batteries et expositions au risque résiliation anticipée) s'élève à 5 272 M€ au 31 décembre 2025 contre 4 583 M€ au 31 décembre 2024. Cette exposition est provisionnée à hauteur de 116 M€ au 31 décembre 2025 contre 117 M€ au 31 décembre 2024 pour la provision valeur résiduelle des véhicules en risque portée hors risque batterie et hors risque sur Voluntary Termination (concerne pour l'essentiel le Royaume-Uni). La provision pour valeur résiduelle en risque porté, est une provision qui couvre la perte de valeur portée par le groupe Mobilize Financial Services à la revente d'un véhicule.

NOTE 7 Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2025
VALEUR BRUTE	50 928	14 335	1 092	66 355
Créances saines	45 997	13 300	1 084	60 381
<i>En % du total des créances</i>	<i>90,3 %</i>	<i>92,8 %</i>	<i>99,3 %</i>	<i>91,0 %</i>
Créances dégradées depuis l'origination	3 676	937		4 613
<i>En % du total des créances</i>	<i>7,2 %</i>	<i>6,5 %</i>		<i>7,0 %</i>
Créances en défaut	1 255	98	8	1 361
<i>En % du total des créances</i>	<i>2,5 %</i>	<i>0,7 %</i>	<i>0,7 %</i>	<i>2,1 %</i>
DEPRECIATION	(1 231)	(50)	(4)	(1 285)
Dépréciation créances saines	(356)	(19)	(3)	(378)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>28,9 %</i>	<i>38,0 %</i>	<i>75,0 %</i>	<i>29,4 %</i>
Dépréciation créances dégradées depuis l'origination	(155)	(7)		(162)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>12,6 %</i>	<i>14,0 %</i>		<i>12,6 %</i>
Dépréciation créances en défaut	(720)	(24)	(1)	(745)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>58,5 %</i>	<i>48,0 %</i>	<i>25,0 %</i>	<i>58,0 %</i>
Taux de couverture	2,4 %	0,3 %	0,4 %	1,9 %
<i>Créances saines</i>	<i>0,8 %</i>	<i>0,1 %</i>	<i>0,3 %</i>	<i>0,6 %</i>
<i>Créances dégradées depuis l'origination</i>	<i>4,2 %</i>	<i>0,7 %</i>		<i>3,5 %</i>
<i>Créances en défaut</i>	<i>57,4 %</i>	<i>24,5 %</i>	<i>12,5 %</i>	<i>54,7 %</i>
TOTAL DES VALEURS NETTES	49 697	14 285	1 088	65 070
Dont entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées)	41	347	522	910

La classification « Autres » regroupe principalement les comptes acheteurs et ordinaires avec les concessionnaires et le Groupe Renault et des marques Nissan et Mitsubishi.

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2024
VALEUR BRUTE	48 385	13 858	993	63 236
Créances saines	43 719	13 483	987	58 189
<i>En % du total des créances</i>	<i>90,4 %</i>	<i>97,3 %</i>	<i>99,4 %</i>	<i>92,0 %</i>
Créances dégradées depuis l'origination	3 455	279		3 734
<i>En % du total des créances</i>	<i>7,1 %</i>	<i>2,0 %</i>		<i>5,9 %</i>
Créances en défaut	1 211	96	6	1 313
<i>En % du total des créances</i>	<i>2,5 %</i>	<i>0,7 %</i>	<i>0,6 %</i>	<i>2,1 %</i>
DEPRECIATION	(1 161)	(49)	(4)	(1 214)
Dépréciation créances saines	(318)	(26)	(2)	(346)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>27,4 %</i>	<i>53,1 %</i>	<i>50,0 %</i>	<i>28,5 %</i>
Dépréciation créances dégradées depuis l'origination	(171)	(2)		(173)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>14,7 %</i>	<i>4,1 %</i>		<i>14,3 %</i>
Dépréciation créances en défaut	(672)	(21)	(2)	(695)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>57,9 %</i>	<i>42,9 %</i>	<i>50,0 %</i>	<i>57,2 %</i>
Taux de couverture	2,4 %	0,4 %	0,4 %	1,9 %
<i>Créances saines</i>	<i>0,7 %</i>	<i>0,2 %</i>	<i>0,2 %</i>	<i>0,6 %</i>
<i>Créances dégradées depuis l'origination</i>	<i>4,9 %</i>	<i>0,7 %</i>		<i>4,6 %</i>
<i>Créances en défaut</i>	<i>55,5 %</i>	<i>21,9 %</i>	<i>33,3 %</i>	<i>52,9 %</i>
TOTAL DES VALEURS NETTES	47 224	13 809	989	62 022
Dont entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées)	30	414	443	887

Sur l'activité clientèle, le taux de provisionnement du bucket 1 augmente très légèrement de 10 centimes de point et le taux de couverture du bucket 2 baisse de 70 centimes de point par rapport au 31 décembre 2024. Le taux de provisionnement du bucket 3 s'établit à 57,4 % au 31 décembre 2025, en hausse de 190 centimes de points au regard du 31 décembre 2024.

La mise à jour des paramètres IFRS9 en septembre 2025 s'est caractérisée par une dotation de provisions de 17 M€. soit une hausse très limitée du total des dépréciations.

Sur l'activité réseaux, le taux de couverture du bucket 1 a diminué de 5 bps alors que le taux de couverture du bucket 2 s'est légèrement détérioré par rapport à fin décembre 2024 en partie dû à un changement d'une règle d'allocation des expositions par bucket. La mise à jour de paramètres IFRS9 en septembre s'est traduit par un effet favorable et a contribué également à la baisse du taux de couverture du bucket 1. Sur le bucket 3 le taux de couverture est à 24,5 % contre 21,9 % à fin décembre 2024, hausse expliquée notamment par l'évolution de la LGD selon la maturité dans le défaut du portefeuille et la mise en place d'une provision d'expertise.

7.1 Ventilation des opérations avec la clientèle par buckets et zones géographiques

En millions d'euros	Valeur brute des créances			Dépréciation des créances			Total 12/2025
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	
France	19 421	1 869	537	(74)	(55)	(285)	21 413
Allemagne	10 533	761	125	(56)	(30)	(58)	11 275
Italie	7 226	508	67	(19)	(15)	(47)	7 720
Royaume-Uni	6 851	553	68	(133)	(9)	(27)	7 303
Espagne	5 650	351	77	(24)	(13)	(53)	5 988
Brésil	1 855	174	72	(11)	(8)	(26)	2 056
Corée du Sud	499	24	19	(3)	(2)	(15)	522
Suisse	1 093	57	20	(3)	(3)	(7)	1 157
Colombie	624	41	183	(10)	(6)	(115)	717
Pologne	1 092	129	46	(4)	(7)	(21)	1 235
Pays-Bas	653	12	2	(5)	(1)	(1)	660
Portugal	752	10	6	(4)	(1)	(5)	758
Autriche	710	18	4	(7)	(2)	(2)	721
Maroc	852	35	100	(7)	(9)	(72)	899
Autres pays	2 570	71	35	(18)	(1)	(11)	2 646
TOTAL	60 381	4 613	1 361	(378)	(162)	(745)	65 070

En millions d'euros	Valeur brute des créances			Dépréciation des créances			Total 12/2024
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	
France	18 955	1 363	515	(74)	(61)	(255)	20 443
Allemagne	9 876	679	117	(30)	(30)	(50)	10 562
Italie	7 589	474	76	(17)	(14)	(48)	8 060
Royaume-Uni	6 725	518	58	(125)	(7)	(28)	7 141
Espagne	4 852	222	83	(32)	(12)	(57)	5 056
Brésil	1 641	142	66	(14)	(13)	(30)	1 792
Corée du Sud	598	27	22	(7)	(3)	(19)	618
Suisse	965	69	21	(2)	(3)	(4)	1 046
Colombie	598	56	171	(9)	(13)	(95)	708
Pologne	1 164	77	49	(4)	(6)	(21)	1 259
Pays-Bas	853	9	2	(4)	(1)	(2)	857
Portugal	662	6	7	(6)	(1)	(5)	663
Autriche	654	15	3	(6)	(2)	(2)	662
Maroc	640	25	98	(8)	(7)	(74)	674
Autres pays	2 417	52	25	(8)		(5)	2 481
TOTAL	58 189	3 734	1 313	(346)	(173)	(695)	62 022

7.2 Variation des opérations avec la clientèle

En millions d'euros	12/2024	Augmentation (1)	Transfert (2)	Remboursements	Abandons	12/2025
Créances saines	58 189	65 452	(1 565)	(61 695)		60 381
Créances dégradées depuis l'origination	3 734		1 079	(200)		4 613
Créances en défaut	1 313		486	(211)	(227)	1 361
TOTAL OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE (VB)	63 236	65 452		(62 106)	(227)	66 355

(1) Augmentations = Nouvelle production

(2) Transfert = Changement de classification

7.3 Variation des dépréciations des opérations avec la clientèle

En millions d'euros	12/2024	Augmentation (1)	Diminution (2)	Transfert (3)	Variations (4)	Autres (5)	12/2025
Dépréciation sur créances saines*	346	101	(77)	(163)	181	(10)	378
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	173	39	(38)	(19)	8	(1)	162
Dépréciation des créances en défaut	695	85	(216)	182	(3)	2	745
TOTAL DEPRECIATIONS DES OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 214	225	(331)	-	186	(9)	1 285

(1) Augmentations = Dotation suite à nouvelle production

(2) Diminution = Reprise suite à remboursements, cessions ou abandons

(3) Transfert = Changement de classification

(4) Variations = Variation suite à ajustements des critères de risques (PD, LGD, ECL ...)

(5) Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre

A noter : les mouvements en augmentation (1), en diminution (2), et transfert (3) passent au compte de résultat dans des rubriques du Produit net bancaire ou du coût du risque.

Les autres mouvements (4) et (5) ne sont que des variations bilantielles.

(*) Les dépréciations sur créances saines comprennent des dépréciations sur les valeurs résiduelles (véhicules et batteries) pour un montant de 180 M€ au 31 décembre 2025 contre 149 M€ au 31 décembre 2024.

NOTE 8 Comptes de régularisation et actifs divers

En millions d'euros	12/2025	12/2024
CREANCES D'IMPOTS ET TAXES FISCALES	815	736
Actifs d'impôts courants	98	115
Actifs d'impôts différés	269	264
Créances fiscales hors impôts courants	448	357
COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	1 362	1 413
Créances sociales	1	1
Autres débiteurs divers	1 006	1 050
Comptes de régularisation actif	69	82
Autres actifs	4	4
Valeurs reçues à l'encaissement	282	276
Contrats d'assurance et réassurance actifs	32	51
Contrats de réassurance détenus	32	51
TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	2 209	2 200
Dont entreprises liées	353	316

Les actifs d'impôts différés sont analysés en note 34.

Le groupe Mobilize Financial Services a opté pour la possibilité de comptabiliser au bilan une partie de ses contributions versées annuellement au Fonds de résolution Unique, la partie complémentaire étant quant à elle, enregistrée au compte de résultat en impôts et taxes.

Ainsi les débiteurs divers comprennent au 31 décembre 2025, un montant cumulé de dépôt de garantie au titre du FRU de 19,6 M€ identique à décembre 2024.

En contrepartie un engagement hors-bilan de paiement irrévocable d'un montant identique, est enregistré dans les engagements de financement (Note 24).

L'arrêt rendu par la Cour de justice de l'Union européenne le 13 novembre 2025 confirme que le dépôt de garantie lié aux engagements irrévocables de paiement (EIP) ne peut être restitué sans paiement préalable de la contribution correspondante. Cette décision permet de clarifier le cadre juridique applicable, sans pour autant rendre ces engagements exigibles tant qu'aucun événement déclencheur n'est intervenu.

L'éventuel appel de cet engagement relève d'un horizon incertain et très lointain, ce qui justifie l'absence de provisionnement.

NOTE 9 Participations dans les entreprises associées et coentreprises

En millions d'euros	12/2025		12/2024	
	Valeur bilan des SME	Résultat	Valeur bilan des SME	Résultat
Orfin Finansman Anonim Sirketi	30	4	26	1
RN SF B.V.			26	1
Nissan Renault Financial Services India Private Limited	35	2	41	2
Mobility Trader Holding GmbH (RCI)	(1)		1	(3)
Select Vehicule Group Holding Limited	19	1	19	1
TOTAL DES PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES ET COENTREPRISES	84	6	113	2

L'aide à la vente

Au 31 décembre 2025, le groupe Mobilize financial Services a assuré 22 424 M€ de nouveaux financements (cartes incluses) contre 21 734 M€ au 31 décembre 2024.

Relations avec le réseau de concessionnaires

Le groupe Mobilize Financial Services agit en partenaire financier afin de maintenir et s'assurer de la bonne santé financière des réseaux de distribution du Groupe Renault et des marques Nissan et Mitsubishi.

Au 31 décembre 2025, les financements réseaux nets de dépréciations s'élèvent à 14 285 M€ contre 13 809 au 31 décembre 2024.

Au 31 décembre 2025, 347 M€ sont des financements directement consentis à des filiales ou succursales du groupe Renault contre 414 M€ au 31 décembre 2024.

Au 31 décembre 2025, le réseau de concessionnaires a perçu, en tant qu'apporteur d'affaires, une rémunération de 834 M€ contre 778 M€ au 31 décembre 2024.

Relations avec les constructeurs

Le groupe Mobilize Financial Services règle les véhicules livrés aux concessionnaires dont il assure le financement. A l'inverse, en fin de contrat, le groupe Mobilize Financial Services est réglé par le groupe Renault du montant des engagements de reprise des véhicules dont ce dernier s'est porté garant. Ces opérations génèrent d'importants flux de trésorerie entre les deux groupes.

Au titre de leur politique commerciale et dans le cadre de campagnes promotionnelles, les constructeurs participent à la bonification des financements octroyés à la clientèle par le groupe Mobilize Financial Services. Au 31 décembre 2025, cette participation s'élève à 1 137 M€ contre 1 040 M€ au 31 décembre 2024.

NOTE 10 Immobilisations corporelles et incorporelles

En millions d'euros	12/2025	12/2024
VALEUR NETTE DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	183	182
Valeur brute	265	240
Amortissements et provisions	(82)	(58)
VALEUR NETTE DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	38	27
Valeur brute	159	141
Amortissements et provisions	(121)	(114)
VALEUR NETTE DES DROITS D'UTILISATION DES ACTIFS LOUES	68	81
Valeur brute	178	193
Amortissements et provisions	(110)	(112)
TOTAL NET DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	289	290

Les valeurs nettes des droits d'utilisation intègrent les contrats immobiliers ou mobiliers activés sous IFRS 16 (voir paragraphe 5.2.3. – Règles et méthodes comptables).

La variation est essentiellement expliquée par la convergence comptable du groupe MeinAuto dans le cadre du PPA (Purchase Price Allocation)

NOTE 11 Goodwill

En millions d'euros	12/2025	12/2024
Royaume-Uni	36	37
Allemagne	106	96
Italie	9	9
Corée du Sud	15	17
République tchèque	3	3
Espagne	22	59
TOTAL DES GOODWILL VENTILES PAR PAYS	191	221

L'ensemble de ces goodwill a fait l'objet de tests de dépréciation (selon les méthodes et hypothèses décrites au paragraphe 5.2.3.9 - Perte de valeur). Ces tests ont conduit à la dépréciation de l'écart d'acquisition sur la filiale BIPI Mobility SL pour un montant de 37 M€.

Aucune autre dépréciation n'est nécessaire au 31 décembre 2025 sur les autres UGT.

Le taux d'actualisation avant impôt est de 11,6 % en décembre 2025.

Les hypothèses retenues résistent à une réalisation de cash flows futurs inférieure de 2 % aux prévisions retenues dans les hypothèses 2025 ou à une augmentation de 2 points du taux d'actualisation.

NOTE 12 Passifs financiers à la juste valeur par résultat

En millions d'euros	12/2025	12/2024
Instruments dérivés de taux	15	39
Instruments dérivés de change	9	13
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	24	52

NOTE 13 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle ou représentées par un titre

En 2025, le groupe a émis l'équivalent de 2,5 Md€ sur les marchés obligataires seniors européens. Le groupe a émis trois émissions publiques senior en Euro (3 ans (850 M€), 5 ans (500 M€ Green bond), 7 ans (750 M€) ainsi qu'une émission privée (3,25 ans (300 M€)). La filiale polonaise a par ailleurs émis une émission à 3 ans de 400 M PLN.

Sur le marché de la titrisation, le groupe a lancé deux opérations publiques au cours de l'année 2025. Une transaction de 624 M€ adossée à des prêts automobiles accordés par sa succursale allemande a été placée au cours du premier semestre 2025. La deuxième transaction a été émise pour 739 M€ de titres adossés à des créances de location avec option d'achat (LOA) octroyées par sa filiale française DIAC S.A. Les titrisations privées de prêts automobiles au Royaume-Uni, de leasing en Allemagne et de composante valeur résiduelle des contrats de LOA en France ont vu leur période revolving étendue pour une année supplémentaire. Le montant de cette dernière a par ailleurs été augmenté pour atteindre 700 M€.

Par ailleurs, Mobilize Financial surveille son risque de liquidité en suivant de multiples scénarios de crise de liquidité dont la gravité et la vitesse de propagation varient. Ces scénarios comprennent des hypothèses de stress sur le financement du marché et des sorties massives de dépôts. La banque a défini un horizon de continuité des activités pour chaque scénario et effectue régulièrement des tests de résistance pour évaluer sa résilience. Au mois de décembre 2025, la réserve de liquidité (périmètre européen) s'élevait à 11,1 Md€, permettant de répondre à l'appétit pour le risque interne de continuité d'activité dans chaque scénario de stress de liquidité. Cette réserve se décompose en 4,3 Md€ de lignes bancaires confirmées non tirées, 3,6 Md€ de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire des Banques Centrales, 3,0 Md€ d'actifs hautement liquides (HQLA) et 0,2 Md€ d'actifs financiers.

13.1 Banques centrales

En millions d'euros	12/2025	12/2024
Comptes et emprunts à terme	1 800	1 993
Dettes rattachées	1	7
TOTAL BANQUES CENTRALES	1 801	2 000

La valeur comptable du collatéral présenté à la Banque de France (3G) s'élève au 31 décembre 2025 à 6 134 M€, soit 5 828 M€ en titres de véhicules de titrisations et 305 M€ en créances privées.

Le groupe a également pu bénéficier du programme TFSME annoncé par la Banque d'Angleterre en 2020 avec des tirages effectués en 2021. Le groupe a intégralement remboursé l'ensemble de ce financement, soit 409,3 M€ au 30 septembre 2025.

13.2 Dettes envers les établissements de crédit

En millions d'euros	12/2025	12/2024
Dettes à vue envers les établissements de crédit	357	605
Comptes ordinaires créditeurs	33	94
Autres sommes dues	323	510
Dettes rattachées	1	1
Dettes à terme envers les établissements de crédit	2 706	2 259
Comptes et emprunts à terme	2 618	2 173
Dettes rattachées	88	86
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	3 063	2 864

Les dettes à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

13.3 Dettes envers la clientèle

En millions d'euros	12/2025	12/2024
COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE	30 843	31 303
Comptes ordinaires créditeurs	262	253
Comptes créditeurs à terme	729	600
Comptes d'épargne - Livrets ordinaires*	18 047	18 711
Dépôts à terme de la clientèle*	11 805	11 739
AUTRES SOMMES DUES A LA CLIENTELE ET DETTES RATTACHEES	227	223
Autres sommes dues à la clientèle	134	112
Dettes rattachées sur comptes créditeurs à vue	16	36
Dettes rattachées sur comptes d'épargne - Livrets ordinaires	31	36
Dettes rattachées sur dépôts à terme de la clientèle	46	39
TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTELE	31 070	31 526
Dont entreprises liées	751	627
(*) Dont couverts par un régime de garantie des dépôts	26 529	26 923
En pourcentage	88,9 %	88,4 %

En millions d'euros	12/2025			12/2024		
	Compte d'épargne	Compte à terme	Total	Compte d'épargne	Compte à terme	Total
Allemagne	10 813	6 777	17 590	10 993	7 052	18 045
Royaume-Uni	2 915	3 122	6 037	3 142	2 862	6 004
Autriche	1 273	648	1 921	1 365	653	2 018
France	1 351		1 351	1 536	2	1 538
Espagne	1 173	889	2 062	1 107	960	2 067
Pays-Bas	506	260	766	604	242	846
Pologne	47	154	201			
Brésil		1	1		7	7
TOTAL DEPOTS DE LA CLIENTELE	18 078	11 851	29 929	18 747	11 778	30 525

Les comptes créditeurs à terme tiennent compte d'une convention de gage-espèces accordée à RCI Banque S.A. par le constructeur Renault pour un montant de 700 M€ couvrant sans distinction géographique les risques de défaillance du groupe Renault.

Le groupe Mobilize Financial Services a lancé son activité d'épargne en février 2012 en France, en février 2013 en Allemagne, en avril 2014 en Autriche, en juin 2015 au Royaume-Uni et en novembre 2020 en Espagne, en commercialisant des comptes sur livrets ainsi que des dépôts à terme. En juillet 2021 puis en janvier 2025, le groupe a déployé son activité de collecte d'épargne au Pays-Bas et en Pologne par l'intermédiaire de la fintech Raisin.

L'année 2025 illustre la capacité de la banque à anticiper et ajuster ses leviers de liquidité. L'activité dépôts enregistre une évolution de -596 M€ (-2,0 %) par rapport au 31 décembre 2024, traduisant une démarche volontaire et maîtrisée.

- Produits à vue : baisse de 669 M€ (-3,6 %), conséquence d'une stratégie ciblée pour optimiser la réserve de liquidité.
- Produits à terme : progression de 73 M€ (+0,7 %), traduisant l'orientation d'une partie de la clientèle vers des solutions plus rémunératrices et plus stable pour la banque, ainsi que le succès du lancement de l'offre d'épargne en Pologne.

Cette évolution confirme l'agilité de la banque dans la gestion de ses ressources, conciliant performance financière et sécurité réglementaire.

13.4 Dettes représentées par un titre

En millions d'euros	12/2025	12/2024
TITRES DE CREANCES NEGOCIABLES ¹	1 444	1 493
Certificats de dépôt	1 190	1 274
Billets de trésorerie, Papiers commerciaux et assimilés	209	177
Dettes rattachées sur titres de créances négociables	45	42
AUTRES DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE ²	6 874	6 320
Autres dettes représentées par un titre	6 868	6 313
Dettes rattachées sur autres dettes représentées par un titre	6	7
EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET ASSIMILES	16 477	16 433
Emprunts obligataires	16 024	16 058
Dettes rattachées sur emprunts obligataires	453	375
TOTAL DES DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	24 795	24 246
Dont entreprises liées	1	1

(1) Les certificats de dépôts, les billets de trésorerie et les papiers commerciaux sont émis par RCI Banque S.A., Banco RCI Brasil SA, RCI Colombia SA Compania de Financiamiento et Diac SA.

(2) Les autres dettes représentées par un titre correspondent principalement aux titres émis par les véhicules de titrisation créés pour les besoins des opérations de titrisation allemande (RCI Banque S.A. Niederlassung Deutschland), britannique (RCI Financial Services Ltd) et française (Diac SA) et italienne (RCI Banque Succursale Italiana)

13.5 Ventilation des dettes par méthode d'évaluation

En millions d'euros	12/2025	12/2024
DETTE EVALUEES AU COUT AMORTI - HORS COUVERTURE JUSTE VALEUR	52 343	52 941
Banques centrales	1 801	2 000
Dettes envers les établissements de crédit	3 063	2 864
Dettes envers la clientèle	31 070	31 526
Dettes représentées par un titre	16 409	16 551
DETTE EVALUEES AU COUT AMORTI - COUVERTURE JUSTE VALEUR	8 386	7 695
Dettes représentées par un titre	8 386	7 695
TOTAL DES DETTES FINANCIERES	60 729	60 636

13.6 Ventilation de l’endettement par taux avant dérivés

En millions d’euros	Variable	Fixe	12/2025
Banques centrales		1 801	1 801
Dettes sur les établissements de crédit	1 088	1 975	3 063
Dettes envers la clientèle	17 746	13 324	31 070
Titres de créances négociables	290	1 154	1 444
Autres dettes représentées par un titre	6 872	2	6 874
Emprunts obligataires	2 173	14 304	16 477
TOTAL DE L’ENDETTEMENT PAR TAUX	28 169	32 560	60 729

En millions d’euros	Variable	Fixe	12/2024
Banques centrales	500	1 500	2 000
Dettes sur les établissements de crédit	1 358	1 506	2 864
Dettes envers la clientèle	17 685	13 841	31 526
Titres de créances négociables	253	1 240	1 493
Autres dettes représentées par un titre	6 319	1	6 320
Emprunts obligataires	2 180	14 253	16 433
TOTAL DE L’ENDETTEMENT PAR TAUX	28 295	32 341	60 636

13.7 Ventilation de l’endettement par durée restant à courir

La ventilation des dettes par échéance est exposée en note 20.

NOTE 14 Titrisation

Titrisation – Opérations publiques

Pays	France	France	France	France	France	France	France	Espagne
Entités cédantes	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA	DIAC SA	RCI Banque Sucursal en Espana
Collatéral concerné	Crédits automobiles à la clientèle	Créances concessionnaires indépendants	LOA automobiles (Loyer)	Crédits automobiles à la clientèle	LOA automobiles (Loyer)	Crédits automobiles à la clientèle	LOA automobiles (Loyer)	Crédits automobiles à la clientèle
Véhicule d’émission	Cars Alliance Auto Loans France Master	Cars Alliance DFP France	Cars Alliance Leases France Master	Cars Alliance Auto Loans France V 2022-1	Cars Alliance Auto Leases France V 2023-1	Cars Alliance Auto Loans France V 2024-1	Cars Alliance Leases France V 2025-1	Cars Alliance Auto Loans Spain 2022
Date de début	mai 2012	juillet 2013	octobre 2020	mai 2022	octobre 2023	octobre 2024	septembre 2025	novembre 2022
Maturité légale des fonds	août 2039	juillet 2033	octobre 2038	novembre 2032	octobre 2038	octobre 2034	octobre 2040	octobre 2046
Montant des créances cédées à l’origine	715	1 020	533	759	769	814	787	1 223
Réhaussement de crédit à la date initiale	Cashreserve 1 % Surcollatéralisation en créances de 11.3 %	Cashreserve 1 % Surcollatéralisation en créances de 18 %	Cashreserve 1 % Surcollatéralisation en créances de 10.3 %	Cashreserve 0.7 % Surcollatéralisation en créances de 13.7 %	Cashreserve 1.25 % Surcollatéralisation en créances de 9 %	Cashreserve 1.25 % Surcollatéralisation en créances de 14 %	Cashreserve 1 % Surcollatéralisation en créances de 11 %	Cashreserve 11 % Surcollatéralisation en créances de 8.8 %
Créances cédées au 31 décembre 2025	252	1 282	654	192	281	750	650	1 121
Titres émis au 31 décembre 2025 (y compris parts éventuellement souscrites par le groupe Mobilize Financial Services)	Class A	Class A	Class A	Class A	Class A	Class A	Class A	Class A
	Notation : AAA	Notation : AA	Notation : AAA	Notation : AAA	Notation : AAA	Notation : AAA	Notation : AAA	Notation : AA
	214	1 000	704	95	265	632	700	1 120
				Class B	Classe B	Class B	Class B	
				Notation : AAA	Notation : AA	Notation : AA	Notation : AA	
				52	37	65	39	
	Classe B		Class B	Class C	Class C	Class C	Class C	Class B
Période de l’opération	Non noté		Non noté	Non noté	Non noté	Non noté	Non noté	Non noté
	29		85	45	32	49	47	108
Nature de l’opération	Revolving	Revolving	Revolving	Amortissement	Amortissement	Amortissement	Revolving	Revolving
	Auto-souscrite	auto-souscrite	auto-souscrite	marché	marché	marché	marché	auto-souscrite

Pays	Allemagne	Allemagne	Allemagne	Allemagne	Allemagne	Allemagne	Royaume-Uni	Italie
Entités cédantes	RCI Banque Niederlassung Deutschland	RCI Banque Niederlassung Deutschland	RCI Banque Niederlassung Deutschland	RCI Banque Niederlassung Deutschland	RCI Banque Niederlassung Deutschland	RCI Banque Niederlassung Deutschland	RCI Financial Services	RCI Banque Succursale Italiana
Collatéral concerné	Crédits automobiles à la clientèle	Créances concessionnaires indépendants	Crédits automobiles à la clientèle	Crédits automobiles à la clientèle	Crédits automobiles à la clientèle	Crédits automobiles à la clientèle	Crédits automobiles à la clientèle	Crédits automobiles à la clientèle
Véhicule d'émission	Cars Alliance Auto Loans Germany Master	Cars Alliance DFP Germany 2017	Cars Alliance Auto Loans Germany V 2021-1	Cars Alliance Auto Loans Germany V 2023-1	Cars Alliance Auto Loans Germany V 2024-1	Cars Alliance Auto Loans Germany V 2025-1	Cars Alliance UK Master Plc	Cars Alliance Auto Loans Italy 2015 s.r.l.
Date de début	mars 2014	juillet 2017	octobre 2021	mars 2023	avril 2024	mai 2025	octobre 2021	juillet 2015
Maturité légale des fonds	mars 2039	août 2031	juin 2034	mars 2035	janvier 2036	juillet 2037	septembre 2036	mars 2041
Montant des créances cédées à l'origine	674	852	1 009	757	860	650	1 249	1 234
Réhaussement de crédit à la date initiale	Cash reserve 1% Surcollatéralisation en créances de 8 %	Cash reserve 1.5 % Surcollatéralisation en créances de 20.75 %	Cash reserve 0.75 % Surcollatéralisation en créances de 7.5 %	Cash reserve 1.25 % Surcollatéralisation en créances de 7.5 %	Cash reserve 1.25 % Surcollatéralisation en créances de 7 %	Cash reserve 1.25 % Surcollatéralisation en créances de 6 %	Cash reserve 1% Surcollatéralisation en créances de 28 %	Cash reserve 1% Surcollatéralisation en créances de 14.9 %
Créances cédées au 31 décembre 2025	608	655	217	352	647	684	1 198	2 072
Titres émis au 31 décembre 2025 (y compris parts éventuellement souscrites par le groupe Mobilize Financial Services)	Class A	Class A	Class A	Class A	Class A	Class A	Classe A	Class A
	Notation : AAA	Notation : AAA	Notation : AAA	Notation : AAA	Notation : AAA	Notation : AAA	Notation : AA	Notation : AA
	541	540	147	285	567	611	860	1 835
			Class B	Class B	Class B	Class B		
			Notation : AAA	Notation : AAA	Notation : AA	Notation : AAA		
			24	19	22	13		
	Class B		Class C	Class C	Class C	Class C	Classe B	Class J
	Non noté		Non noté	Non noté	Non noté	Non noté	Non noté	Non noté
	41		49	38	39	26	334	296
Période	Revolving	Revolving	Amortissement	Amortissement	Amortissement	Revolving	Revolving	Revolving
Nature de l'opération	auto-souscrite	auto-souscrite	marché	marché	marché	marché	auto-souscrite	auto-souscrite

En 2025 le groupe Mobilize Financial Services a procédé à une opération de titrisation publique en Allemagne et une opération de titrisation publique en France par l’intermédiaire de véhicules ad hoc.

En complément et dans le cadre de la diversification du refinancement, des opérations ont été assurées par des banques ou des conduits et ces émissions étant privées, leurs modalités ne sont pas détaillées dans le tableau ci-dessus.

Au 31 décembre 2025, le montant total des financements obtenus à travers les titrisations privées est de 3 202 M€, le montant des financements obtenus par les titrisations publiques placées sur les marchés est de 3 679 M€.

Toutes les opérations de titrisation du groupe répondent à l’exigence de rétention de 5 % du capital économique mentionné à l’article 405 du règlement européen n° 575/2013. Ces opérations n’ont pas eu pour conséquence la décomptabilisation des créances cédées, le montant des créances de financement des ventes ainsi maintenu au bilan s’élève à 16 568 M€ au 31 décembre 2025 (16 510 M€ au 31 décembre 2024), soit :

- pour les titrisation placées sur le marché : 3 775 M€ ;
- pour les titrisations auto-souscrites : 7 842 M€ ;
- pour les titrisations privées : 4 951 M€.

La juste valeur de ces créances est de 15 726 M€ au 31 décembre 2025.

Un passif de 6 874 M€ a été comptabilisé en « Autres dettes représentées par un titre » correspondant aux titres émis lors des opérations de titrisation, la juste valeur de ce passif est de 6 918 M€ au 31 décembre 2025.

La différence entre le montant des créances cédées et le montant du passif cité précédemment correspond au rehaussement de crédit nécessaire à ces opérations ainsi qu’à la quote-part des titres conservés par le groupe Mobilize Financial Services, constituant une réserve de liquidité.

NOTE 15 Comptes de régularisation et passifs divers

En millions d'euros	12/2025	12/2024
DETTES D'IMPOTS ET TAXES FISCALES	1 005	1 013
Passifs d'impôts courants	134	133
Passifs d'impôts différés	785	804
Dettes fiscales hors impôts courants	86	76
COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS *	2 617	2 203
Dettes sociales	81	80
Autres créditeurs divers	1 091	1 067
Dettes sur actifs loués	70	84
Comptes de régularisation passif	661	632
Dettes rattachées sur autres créditeurs divers	580	336
Comptes d'encaissement	134	4
TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	3 622	3 216
Dont entreprises liées	254	98

(*) Le montant au titre de l'exercice 2024 de ces postes a été retraité. Une information spécifique figure dans la note « 5.2.2 Faits marquants ».

Les passifs d'impôts différés sont analysés en note 34 - Impôts sur les bénéfices

De plus, les autres créditeurs divers et les dettes rattachées sur créditeurs divers concernent les factures non parvenues, les provisions des commissions d'apporteurs d'affaires à payer, les commissions d'assurance à payer par les entités maltaises et la valorisation des puts sur minoritaires.

NOTE 16 Passif sur contrats d'assurance émis**Réserves techniques d'assurance par composants**

En millions d'euros	Flux de trésorerie actualisés	Ajust. pour risque non financier	Marge de service contract.	Total
Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance	48	2	1	51
Passif sur contrats d'assurance et de réassurance	167	(17)	(363)	(213)
SOLDE NET D'OUVERTURE AU 01/01/2025	215	(15)	(362)	(162)
Changements liés aux services actuels	4	11	193	208
MSC reconnue pour les services rendus			193	193
Modification de l'ajustement du risque		11		11
Ajustements d'expérience	4			4
Changements liés aux services futurs	361	(1)	(174)	186
Contrats initialement comptabilisés sur la période	364	(3)	(173)	188
Modifications des estimations qui ajustent la MSC	(1)	2	(1)	
Changements d'estimations de pertes sur des contrats onéreux	(2)			(2)
Changements liés aux services passés	9	4		13
Modifications du passif pour l'exécution des sinistres survenus	2			2
Ajustements d'expérience sur sinistres et autres charges	7	4		11
RESULTAT DU SERVICE D'ASSURANCE	374	14	19	407
Produits et charges financiers des contrats d'assurance émis	(34)		(13)	(47)
Autres mouvements	(34)		(13)	(47)
TOTAL VARIATIONS DU COMPTE DE RESULTAT ET OCI	340	14	6	360
Flux de trésorerie	(370)	(9)	4	(375)
Primes et impôts sur les primes reçus	(659)			(659)
Sinistres et autres charges des services d'assurance payées	80			80
Flux de trésorerie d'acquisition d'assurance	209	(9)	4	204
SOLDE NET DE CLOTURE AU 31/12/2025	185	(10)	(352)	(177)
Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance	39	1	(8)	32
Passif sur contrats d'assurance et de réassurance	146	(11)	(344)	(209)

	Flux de trésorerie actualisés	Ajust. pour risque non financier	Marge de service contract.	Total
En millions d'euros				
Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance	28	2	3	33
Passif sur contrats d'assurance et de réassurance	162	(18)	(326)	(182)
SOLDE NET D'OUVERTURE AU 01/01/2024	190	(16)	(323)	(149)
Changements liés aux services actuels	(4)	4	199	199
MSC reconnue pour les services rendus			199	199
Modification de l'ajustement du risque		4		4
Ajustements d'expérience	(4)			(4)
Changements liés aux services futurs	379	(4)	(217)	158
Contrats initialement comptabilisés sur la période	345	(4)	(182)	159
Modifications des estimations qui ajustent la MSC	36		(35)	1
Changements d'estimations de pertes sur des contrats onéreux	(2)			(2)
Changements liés aux services passés	2	4		6
Modifications du passif pour l'exécution des sinistres survenus	(8)			(8)
Ajustements d'expérience sur sinistres et autres charges	10	4		14
RESULTAT DU SERVICE D'ASSURANCE	377	4	(18)	363
Produits et charges financiers des contrats d'assurance émis	16		(12)	4
Autres mouvements	16		(12)	4
Autres éléments du résultat global	6			6
TOTAL VARIATIONS DU COMPTE DE RESULTAT ET OCI	399	4	(30)	373
Flux de trésorerie	(374)	(3)	(9)	(386)
Primes et impôts sur les primes reçus	(606)		(12)	(618)
Sinistres et autres charges des services d'assurance payées	76		3	79
Flux de trésorerie d'acquisition d'assurance	156	(3)		153
SOLDE NET DE CLOTURE AU 31/12/2024	215	(15)	(362)	(162)
Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance	48	2	1	51
Passif sur contrats d'assurance et de réassurance	167	(17)	(363)	(213)

Réserves techniques d'assurance par couvertures

	Passif pour couverture restante Hors perte	Passif pour couverture restante Perte	Passif pour sinistres survenus	Total
En millions d'euros				
Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance	47	(2)	6	51
Passif sur contrats d'assurance et de réassurance	(164)		(49)	(213)
SOLDE NET D'OUVERTURE AU 01/01/2025	(117)	(2)	(43)	(162)
Total des revenus d'assurance	458			458
Marge reconnue pour les services fournis	203			203
Variation de l'ajustement des risques non financiers sur risque expiré	5			5
Charges attendues des services d'assurance encourues - Sinistres	69			69
Charges attendues des services d'assurance encourues - Dépenses	17			17
Recouvrement des flux de trésorerie d'acquisition d'assurance	164			164
Total des dépenses des services d'assurance	16	1	(68)	(51)
Dépenses encourues sur services d'assurance - Sinistres		2	(65)	(63)
Dépenses encourues sur services d'assurance - Dépenses		2	(18)	(16)
Dépenses encourues sur services d'assurance - Autres mouvements			1	1
Amortissement des flux de trésorerie d'acquisition d'assurance	16			16
Changements des services passés			14	14
Pertes et reprises de pertes sur contrat déficitaire		(3)		(3)
RESULTAT DU SERVICE D'ASSURANCE	474	1	(68)	407
Produits et charges financiers des contrats d'assurance émis	(46)		(1)	(47)
Autres mouvements	(46)		(1)	(47)
TOTAL VARIATIONS DU COMPTE DE RESULTAT ET OCI	428	1	(69)	360
Flux de trésorerie	(455)		80	(375)
Primes et impôts sur les primes reçus	(659)			(659)
Sinistres et autres charges des services d'assurance payées			80	80
Flux de trésorerie d'acquisition d'assurance	204			204
SOLDE NET DE CLOTURE AU 31/12/2025	(144)	(1)	(32)	(177)
Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance	29		3	32
Passif sur contrats d'assurance et de réassurance	(173)	(1)	(35)	(209)

En millions d'euros	Passif pour couverture restante Hors perte	Passif pour couverture restante Perte	Passif pour sinistres survenus	Total
Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance	27		6	33
Passif sur contrats d'assurance et de réassurance	(136)		(46)	(182)
SOLDE NET D'OUVERTURE AU 01/01/2024	(109)		(40)	(149)
Total des revenus d'assurance	432			432
Marge reconnue pour les services fournis	199			199
Variation de l'ajustement des risques non financiers sur risque expiré	5			5
Charges attendues des services d'assurance encourues - Sinistres	60			60
Charges attendues des services d'assurance encourues - Dépenses	16			16
Recouvrement des flux de trésorerie d'acquisition d'assurance	152			152
Total des dépenses des services d'assurance	11	(2)	(78)	(69)
Dépenses encourues sur services d'assurance - Sinistres			(64)	(64)
Dépenses encourues sur services d'assurance - Dépenses			(20)	(20)
Dépenses encourues sur services d'assurance - Autres mouvements			(1)	(1)
Amortissement des flux de trésorerie d'acquisition d'assurance	11			11
Changements des services passés			7	7
Pertes et reprises de pertes sur contrat déficitaire		(2)		(2)
RESULTAT DU SERVICE D'ASSURANCE	443	(2)	(78)	363
Produits et charges financiers des contrats d'assurance émis	5		(1)	4
Autres mouvements	5		(1)	4
Autres éléments du résultat global	6			6
TOTAL VARIATIONS DU COMPTE DE RESULTAT ET OCI	454	(2)	(79)	373
Flux de trésorerie	(462)		76	(386)
Primes et impôts sur les primes reçus	(618)			(618)
Sinistres et autres charges des services d'assurance payées	3		76	79
Flux de trésorerie d'acquisition d'assurance	153			153
SOLDE NET DE CLOTURE AU 31/12/2024	(117)	(2)	(43)	(162)
Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance	47	(2)	6	51
Passif sur contrats d'assurance et de réassurance	(164)		(49)	(213)

Ventilation par maturité des flux de trésorerie actualisés

En millions d'euros	< 1 an	De 1 à 2 ans	De 2 à 3 ans	De 3 à 4 ans	De 4 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2025
Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance	23	12	3	1			39
Passif sur contrats d'assurance et de réassurance	(49)	(58)	(26)	(10)	(3)		(146)

En millions d'euros	< 1 an	De 1 à 2 ans	De 2 à 3 ans	De 3 à 4 ans	De 4 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2024
Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance	17	21	7	2	1		48
Passif sur contrats d'assurance et de réassurance	(60)	(52)	(34)	(15)	(5)	(1)	(167)

Tests de sensibilités

	Montant avant ajustement d'audit	Choc de taux : +100 bp de la courbe de taux d'actualisation	Choc du risque d'assurance : hausse permanente de la fréquence des sinistres (+20 % à +40 % en fonction de la couverture)	Choc réglementaire : baisse de la nouvelle production de 15 %
En millions d'euros	12/2025	Sensibilité 1	Sensibilité 2	Sensibilité 3
Résultat avant impôt	185	185	176	187
Variations			(9)	2
Eléments du résultat global		(3)		
Variations		(3)		

	Montant avant ajustement d'audit	Choc de taux : +100 bp de la courbe de taux d'actualisation	Choc du risque d'assurance : hausse permanente de la fréquence des sinistres (+20 % à +40 % en fonction de la couverture)	Choc réglementaire : baisse de la nouvelle production de 15 %
En millions d'euros	12/2024	Sensibilité 1	Sensibilité 2	Sensibilité 3
Résultat avant impôt	209	209	201	211
Variations			(8)	2
Eléments du résultat global	6	3	5	6
Variations		(3)	(1)	

NOTE 17 Provisions

En millions d'euros	12/2024	Dotations	Reprises		Autres *	12/2025
			Utilisées	Non Utilisées		
PROVISIONS SUR OPERATIONS BANCAIRES	83	275	(11)	(46)	7	308
Provisions sur engagement par signature**	6	14		(15)	(1)	4
Provisions pour risques de litiges	29	223	(6)	(2)	6	250
Autres provisions	48	38	(5)	(29)	2	54
PROVISIONS SUR OPERATIONS NON BANCAIRES	85	29	(12)	(6)	(6)	90
Provisions pour engagements de retraite et ass.	46	5	(4)		(5)	42
Provisions pour restructurations	8	12	(4)	(2)	1	15
Provisions pour risques fiscaux et litiges	22	8	(1)	(2)	1	28
Autres provisions *	9	4	(3)	(2)	(3)	5
TOTAL DES PROVISIONS	168	304	(23)	(52)	1	398

(*) Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre

(**) Provisions sur engagement de signature = Concernent essentiellement des engagements de financement

Provisions sur opérations bancaires

Provisions pour risques de litiges :

Chacun des litiges connus dans lesquels RCI Banque S.A. ou des sociétés du groupe sont impliquées fait l'objet d'un examen à la date d'arrêt des comptes. Après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires sont, le cas échéant, constituées pour couvrir les risques estimés.

Au Royaume-Uni, la Financial Conduct Authority (FCA) a interdit certains types de commission versés par les banques aux vendeurs dans le cadre de la distribution de financement automobile en 2021. Plusieurs plaintes ont été déposées concernant des accords de commission conclus avant cette interdiction. Le 11 janvier 2024, la FCA a annoncé un examen des accords de commission mis en place par l'ensemble des banques du secteur, y compris RCI Financial Services Ltd, afin de garantir une indemnisation appropriée des consommateurs en cas de preuve de manquements généralisés.

Parallèlement aux enquêtes de la FCA, une Cour d'appel britannique a rendu, le 25 octobre 2024, une décision imposant la communication de toute commission sur le financement aux clients ainsi que l'obtention de leur consentement explicite.

En août 2025, la Cour suprême a jugé que les concessionnaires automobiles n'ont pas d'obligations fiduciaires vis-à-vis des clients, mais a confirmé que des commissions élevées non communiquées peuvent créer une relation inéquitable au sens du « Consumer Credit Act ». Suite à ces développements, la FCA a lancé, le 7 octobre 2025, une consultation sur un dispositif d'indemnisation à l'échelle du secteur du financement automobile couvrant les accords conclus entre le 6 avril 2007 et le 1^{er} novembre 2024. Cette consultation se termine le 12 décembre 2025, avec des règles définitives attendues lors du premier trimestre 2026. Si elles sont adoptées, les paiements d'indemnisation pourraient débuter avant la fin de l'année 2026. Ces décisions ont conduit le groupe Mobilize Financial Services à revoir les hypothèses de provisionnement du risque et à réaliser une dotation complémentaire de 222 M€.

Mobilize Financial Services a ainsi réestimé la provision fin 2025 pour prendre en compte un schéma d'indemnisation proactif (relatif aux « Discretionary Commission Arrangements » et « High Commissions ») tel que défini dans le consultation paper de la FCA.

Des analyses de sensibilité ont été menées sur le taux de réclamation, le taux d'actualisation et l'échelonnement des paiements.

Compte tenu de la publication à venir de la position finale de la FCA en terme de schéma d'indemnisation, ces hypothèses revêtent nécessairement un caractère incertain.

Provisions sur opérations non bancaires

Provisions pour restructuration :

Les provisions pour restructuration correspondent au plan de dispense d'activité, un dispositif d'aménagement des fins de carrière financé par l'entreprise.

Provisions pour risques fiscaux et litiges :

Les sociétés du groupe font périodiquement l'objet de contrôles fiscaux dans les pays où elles sont implantées. Les redressements acceptés sont comptabilisés par voie de provisions. Les redressements contestés sont provisionnés, au cas par cas, selon des estimations intégrant tant le risque que le bien-fondé des actions et recours engagés.

Provisions pour engagements de retraite et assimilés

En millions d'euros	12/2025	12/2024
Montant de la provision sociétés françaises	34	36
Montant de la provision sociétés étrangères	8	10
TOTAL DE LA PROVISION POUR ENGAGEMENTS DE RETRAITE	42	46

Filiales sans fond de pension

Principales hypothèses actuarielles retenues	France	
	12/2025	12/2024
Age de départ à la retraite	67 ans	67 ans
Evolution des salaires	3,00 %	3,00 %
Taux d'actualisation financière	4,00 %	3,40 %
Taux de départ	3,00 %	2,68 %

Filiales avec un fond de pension

Principales hypothèses actuarielles retenues	Royaume-Uni		Suisse	
	12/2025	12/2024	12/2025	12/2024
Duration moyenne	15 ans	15 ans	23 ans	24 ans
Taux d'indexation des salaires	0,01 %	0,01 %	1,00 %	1,50 %
Taux d'actualisation financière	5,70 %	5,50 %	1,30 %	1,00 %
Taux de rendement réel des actifs de couverture	0,01 %	-6,40 %	1,00 %	1,00 %

Variation des provisions pour engagements de retraite au cours de l'exercice

En millions d'euros	Valeur actuarielle de l'obligation (A)	Juste valeur des actifs du régime (B)	Plafonnement de l'actif (C)	Passif (actif) net au titre de prestations définies (A)-(B)-(C)
SOLDE A L'OUVERTURE DE LA PERIODE	81	35		46
Coût des services rendus de la période	3			3
Intérêt net sur le passif (actif) net	3	2		1
CHARGE (PRODUIT) AU COMPTE DE RESULTAT	6	2		4
Pertes et gains actuariels sur l'obligation découlant des changements d'hypothèses démographiques	(1)			(1)
Pertes et gains actuariels sur l'obligation découlant des changements d'hypothèses financières	(6)			(6)
Rendement des actifs du régime (hors partie en intérêts nets)		(2)		2
Pertes et gains actuariels sur l'obligation découlant des effets d'expérience	4			4
REEVALUATION DU PASSIF (ACTIF) NET EN AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL	(3)	(2)		(1)
Prestations payées au titre du régime	(6)	(1)		(5)
Effet des variations de cours de change	(2)			(2)
SOLDE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	76	34		42

Nature des fonds investis

En millions d'euros	12/2025		12/2024	
	Côtés sur un marché actif	Non côtés sur un marché actif	Côtés sur un marché actif	Non côtés sur un marché actif
Actions	1		13	
Obligations	26		15	
Autres	7		7	
TOTAL	34		35	

Les régimes donnent lieu à la constitution de provisions et concernent la France, la Suisse, le Royaume-Uni, la Corée du sud, l'Italie et l'Autriche.

Le groupe Mobilize Financial Services a recours à différents types de régimes de retraite et avantages assimilés :

Régimes à prestations définies

Ces régimes donnent lieu à la constitution de provisions et concernent :

- les indemnités de fin de carrière (France) ;
- les compléments de retraites : les principaux pays ayant recours à ce type de régime sont le Royaume-Uni et la Suisse ;
- les régimes légaux d'épargne : c'est le cas de l'Italie.

Les régimes à prestations définies sont parfois couverts par des fonds. Ces derniers font périodiquement l'objet d'une évaluation actuarielle par des actuaires indépendants. La valeur de ces fonds, lorsqu'ils existent, est déduite du passif.

Les filiales du groupe Mobilize Financial Services qui ont recours à des fonds de pension externes sont RCI Financial Services Ltd et RCI Finance SA.

Régimes à cotisations définies

Le groupe verse, selon les lois et usages de chaque pays, des cotisations assises sur les salaires à des organismes nationaux ou privés chargés des régimes de retraite et de prévoyance. Ces régimes libèrent l'employeur de toutes obligations ultérieures, l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leur sont dus. Les paiements du groupe sont constatés en charges de la période à laquelle ils se rapportent.

NOTE 18 Dépréciations et provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie

En millions d'euros	12/2024	Dotations	Reprises		Autres (*)	12/2025
			Utilisées	Non Utilisées		
DEPRECIATIONS SUR OPERATIONS BANCAIRES	1 214	750	(521)	(149)	(9)	1 285
Opérations avec la clientèle	1 214	750	(521)	(149)	(9)	1 285
• Dont dépréciation sur créances saines	346	466	(340)	(84)	(10)	378
• Dont dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	173	84	(66)	(28)	(1)	162
• Dont dépréciation des créances en défaut	695	200	(115)	(37)	2	745
PROVISIONS SUR OPERATIONS NON BANCAIRES	2	2	(1)	(1)		2
Autres couvertures d'un risque de contrepartie	2	2	(1)	(1)		2
PROVISIONS SUR OPERATIONS BANCAIRES	35	237	(6)	(17)	5	254
Provisions sur engagement par signature	6	14		(15)	(1)	4
Provisions pour risques de litiges	29	223	(6)	(2)	6	250
TOTAL COUVERTURE DES RISQUES DE CONTREPARTIES	1 251	989	(528)	(167)	(4)	1 541

(*) Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre.

La ventilation par marché des dépréciations de l'actif liées aux opérations avec la clientèle est présentée en note 7.

NOTE 19 Dettes subordonnées

En millions d'euros	12/2025	12/2024
DETTESEVALUEES AU COUT AMORTI	1 324	1 669
Titres subordonnés	1 302	1 647
Dettes rattachées sur titres subordonnés	22	22
DETTESEVALUEES A LA JUSTE VALEUR	10	9
Titres participatifs	10	9
TOTAL DES DETTES SUBORDONNEES	1 334	1 678

En 2025, le groupe a également accédé au marché de la dette subordonnée Tier 2, en émettant une obligation Tier 2 en format 12NC7 pour un montant de 500 M€.

Les dettes évaluées à la juste valeur représentent les titres participatifs émis en 1985 par Diac SA pour un montant initial de 500 000 000 Francs.

Le système de rémunération comprend :

- une partie fixe égale à 60 % du TAM (Taux Annuel Monétaire) ;
- une partie variable obtenue en appliquant à 40 % du TAM, le taux de progression du résultat net consolidé du dernier exercice sur celui de l'exercice précédent.

La rémunération annuelle est comprise entre 100 % et 130 % du TAM, et est assortie d'un taux plancher de 6,5 %. L'emprunt est perpétuel.

NOTE 20 Ventilation des actifs et passifs financiers par durée restant à courir

En millions d'euros	< 3 mois	De 3 à 12 mois	De 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2025
ACTIFS FINANCIERS	17 025	21 499	28 360	557	67 441
Caisse et Banques centrales	3 944				3 944
Instruments dérivés de couverture	8	16	69	23	116
Actifs financiers	151	80	121	50	402
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 716				1 716
Prêts et créances sur la clientèle	11 206	21 403	28 170	484	61 263
PASSIFS FINANCIERS	24 713	11 716	22 404	3 470	62 303
Banques centrales	1 801				1 801
Instruments dérivés de couverture	22	37	146	11	216
Passifs financiers	8	4	12		24
Dettes envers les établissements de crédit	1 190	874	991	8	3 063
Dettes envers la clientèle	20 519	5 421	4 430	700	31 070
Dettes représentées par un titre	1 155	5 373	16 825	1 442	24 795
Dettes subordonnées	18	7		1 309	1 334

En millions d'euros	< 3 mois	De 3 à 12 mois	De 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2024
ACTIFS FINANCIERS	18 978	19 006	28 549	525	67 058
Caisse et Banques centrales	5 681				5 681
Instruments dérivés de couverture	14	4	158	30	206
Actifs financiers	202	172	157	118	649
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 539				1 539
Prêts et créances sur la clientèle	11 542	18 830	28 234	377	58 983
PASSIFS FINANCIERS	25 822	9 701	23 341	3 772	62 636
Banques centrales	1 506	494			2 000
Instruments dérivés de couverture	26	13	231		270
Passifs financiers	10	40	2		52
Dettes envers les établissements de crédit	1 339	605	920		2 864
Dettes envers la clientèle	21 096	4 187	5 643	600	31 526
Dettes représentées par un titre	1 826	4 357	16 545	1 518	24 246
Dettes subordonnées	19	5		1 654	1 678

NOTE 21 Ventilation des flux futurs contractuels par échéance

En millions d'euros	< 3 mois	De 3 à 12 mois	De 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2025
PASSIFS FINANCIERS	24 890	12 383	24 527	3 927	65 727
Banques centrales	1 800				1 800
Instruments dérivés	15	37	166	10	228
Dettes envers les établissements de crédit	1 172	803	991	8	2 974
Dettes envers la clientèle	20 466	5 382	4 430	700	30 978
Dettes représentées par un titre	1 098	5 089	16 725	1 442	24 354
Dettes subordonnées	18	7		1 308	1 333
Intérêts futurs à payer	321	1 065	2 215	459	4 060
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS ET GARANTIES DONNES	2 136	173		1	2 310
TOTAL FLUX FUTURS CONTRACTUELS PAR ECHEANCE	27 026	12 556	24 527	3 928	68 037

En millions d'euros	< 3 mois	De 3 à 12 mois	De 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2024
PASSIFS FINANCIERS	25 993	10 332	25 315	4 012	65 652
Banques centrales	1 500	494			1 994
Instruments dérivés	5	122	177		304
Dettes envers les établissements de crédit	1 329	530	920		2 779
Dettes envers la clientèle	21 017	4 155	5 643	600	31 415
Dettes représentées par un titre	1 767	4 114	16 469	1 518	23 868
Dettes subordonnées	19	5		1 654	1 678
Intérêts futurs à payer	356	912	2 106	240	3 614
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS ET GARANTIES DONNES	2 556	106		1	2 663
TOTAL FLUX FUTURS CONTRACTUELS PAR ECHEANCE	28 549	10 438	25 315	4 013	68 315

La somme des flux futurs contractuels n'est pas égale aux valeurs bilancielle notamment en raison de la prise en comptes des intérêts futurs contractuels et des coupons de swaps non actualisés.

Pour les dérivés passifs, les flux contractuels correspondent aux montants à décaisser.

Pour les autres passifs financiers non dérivés, les flux contractuels correspondent au remboursement du nominal et au paiement des intérêts.

Pour les instruments financiers à taux variable, les intérêts ont été estimés sur la base du taux d'intérêt en vigueur au 31 décembre 2025.

NOTE 22 Juste Valeur des actifs et passifs financiers (en application d'IFRS 7 et d'IFRS 13) et décomposition par niveau des actifs et des passifs à la juste valeur

En millions d'euros -Total 12/2025	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
ACTIFS FINANCIERS	67 441	394	5 781	61 345	67 520	79
Caisse et Banques centrales	3 944		3 944		3 944	
Instruments dérivés de couverture	116		116		116	
Actifs financiers	402	394	5	3	402	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 716		1 716		1 716	
Prêts et créances sur la clientèle	61 263			61 342	61 342	79
PASSIFS FINANCIERS	62 303	11	62 565		62 576	(273)
Banques centrales	1 801		1 801		1 801	0
Instruments dérivés de couverture	216		216		216	
Passifs financiers	24		24		24	
Dettes envers les établissements de crédit	3 063		3 084		3 084	(21)
Dettes envers la clientèle	31 070		31 070		31 070	
Dettes représentées par un titre	24 795		25 039		25 039	(244)
Dettes subordonnées	1 334	11	1 331		1 342	(8)

(*) JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

En millions d'euros - Total 12/2024	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
ACTIFS FINANCIERS	67 058	622	7 451	58 579	66 652	(406)
Caisse et Banques centrales	5 681		5 681		5 681	
Instruments dérivés de couverture	206		206		206	
Actifs financiers	649	622	25	2	649	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 539		1 539		1 539	
Prêts et créances sur la clientèle	58 983			58 577	58 577	(406)
PASSIFS FINANCIERS	62 636	10	62 786		62 796	(160)
Banques centrales	2 000		2 000		2 000	
Instruments dérivés de couverture	270		270		270	
Passifs financiers	52		52		52	
Dettes envers les établissements de crédit	2 864		2 884		2 884	(20)
Dettes envers la clientèle	31 526		31 526		31 526	
Dettes représentées par un titre	24 246		24 449		24 449	(203)
Dettes subordonnées	1 678	10	1 605		1 615	63

(*) JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

Les actifs financiers classés en niveau 3 correspondent à des titres de participation de sociétés non consolidées.

Les prêts et créances sur la clientèle, classés en Niveau 3, sont évalués au coût amorti au bilan. Les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations. En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées et ne pourraient généralement pas l'être en pratique. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de la banque dont le modèle de gestion est un modèle d'encaissement des flux de trésorerie attendus.

Les hypothèses retenues pour évaluer la juste valeur des instruments au coût amorti sont présentées ci-dessous.

Hypothèses et méthodes retenues

La hiérarchie à trois niveaux des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan, telle que demandée par la norme IFRS 13 est la suivante :

- niveau 1 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers identiques ;
- niveau 2 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers similaires ou évaluations pour lesquelles toutes les données significatives sont basées sur des données de marché observables ;
- niveau 3 : techniques d'évaluation pour lesquelles des données significatives ne sont pas basées sur des données de marché observables.

Les justes valeurs estimées ont été déterminées en utilisant les informations disponibles sur les marchés et les méthodes d'évaluation appropriées selon les types d'instruments.

Toutefois, les méthodes et hypothèses retenues sont par nature théoriques, et une part importante de jugement intervient dans l'interprétation des données du marché. L'utilisation d'hypothèses différentes et/ou de méthodes d'évaluation différentes pourrait avoir un effet significatif sur les valeurs estimées.

Les justes valeurs ont été déterminées sur la base des informations disponibles à la date de clôture de chaque exercice, et ne prennent donc pas en compte l'effet des variations ultérieures.

En règle générale, quand l'instrument financier est coté sur un marché actif et liquide, le dernier cours coté est utilisé pour calculer la valeur de marché. Pour les instruments non cotés, la valeur de marché est déterminée à partir de modèles de valorisation reconnus qui utilisent des paramètres de marché observables. Si le groupe Mobilize Financial Services ne dispose pas des outils de valorisation, notamment pour les produits complexes, les valorisations sont obtenues auprès d'établissements financiers de premier plan.

Les principales hypothèses et méthodes d'évaluation retenues sont :

Actifs financiers

Les prêts à taux fixe ont été estimés en actualisant les flux futurs aux taux proposés par le groupe Mobilize Financial Services au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2025 pour des prêts de conditions et échéances similaires.

Les titres en niveau 3 correspondent aux titres de participations non consolidés pour lesquels il n'existe pas de cotation.

Prêts et créances à la clientèle

Les créances de financement des ventes ont été estimées en actualisant les flux futurs au taux auquel des prêts similaires (conditions, échéance et qualité du débiteur) seraient accordés au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2025.

Les créances à la clientèle qui ont une durée de vie inférieure à un an ne sont pas actualisées, leur juste valeur ne présentant pas d'écart significatif avec la valeur nette comptable.

Passifs financiers

La juste valeur des passifs financiers a été déterminée par l'actualisation des flux futurs aux taux proposés au groupe Mobilize Financial Services au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2025 pour des emprunts de conditions et échéances similaires. Les flux prévisionnels sont donc actualisés selon une courbe de taux zéro-coupon, incluant le spread de RCI Banque S.A. des émissions sur le marché secondaire contre trois mois.

NOTE 23 Accords de compensation et autres engagements similaires**Convention cadre relative aux opérations sur instruments financiers à terme et accords similaires**

Le groupe Mobilize Financial Services négocie ses contrats d'instruments dérivés à terme sous les conventions-cadre de l'International Swaps and Derivatives Association (ISDA) et de la FBF (Fédération Bancaire Française).

La survenance d'un cas de défaut donne à la partie non défaillante le droit de suspendre l'exécution de ses obligations de paiement et au paiement ou à la réception d'un solde de résiliation pour l'ensemble des transactions résiliées.

Les conventions-cadre ISDA et FBF ne répondent pas aux critères de compensation dans les états financiers. Le groupe Mobilize Financial Services ne dispose actuellement pas d'un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés uniquement en cas de défaut ou d'événement de crédit.

Tableau de synthèse des compensations des actifs et passifs financiers

En millions d'euros - Total 12/2025	Valeur brute comptable avant compensation	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
ACTIFS	2 251		2 251	86	913		1 252
Dérivés	116		116	86			30
Créances commerciales Renault (1)	2 135		2 135		913		1 222
PASSIFS	216		216	86			130
Dérivés	216		216	86			130

(1) La valeur brute comptable des créances commerciales correspond pour 1 482 € à celles du Groupe Renault, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 700 M€ par un gage espèces accordé par le constructeur Renault (cf. note 13.3) et pour 653 M€ aux concessionnaires financés par Banco RCI Brasil SA, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 213 M€ par nantissement des lettras de cambio souscrites par les concessionnaires.

En millions d'euros - Total 12/2024	Valeur brute comptable avant compensation	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
ACTIFS	1 260		1 260	153	779		328
Dérivés	206		206	153			53
Créances commerciales Renault (1)	1 054		1 054		779		275
PASSIFS	270		270	153			117
Dérivés	270		270	153			117

(1) La valeur brute comptable des créances de financement réseau correspond pour 637 M€ à celles du Groupe Renault, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 593 M€ par un gage espèces accordé par le constructeur Renault (cf. note 13.3) et pour 417 M€ aux concessionnaires financés par Banco RCI Brasil SA, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 186 M€ par nantissement des lettras de cambio souscrites par les concessionnaires.

NOTE 24 Engagements donnés

En millions d'euros	12/2025	12/2024
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	2 186	2 579
Engagements en faveur de la clientèle	2 186	2 579
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	241	263
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	156	169
Engagements d'ordre de la clientèle	85	94
AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	363	333
Engagements sur locations mobilières et immobilières	363	333
TOTAL DES ENGAGEMENTS DONNES	2 790	3 175
Dont entreprises liées	1	1

NOTE 25 Engagements reçus

En millions d'euros	12/2025	12/2024
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	4 726	4 649
Engagements reçus d'établissements de crédit	4 726	4 649
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	25 745	24 100
Engagements reçus d'établissements de crédit	299	208
Engagements reçus de la clientèle	7 471	6 630
Engagements de reprise reçus	17 975	17 262
AUTRES ENGAGEMENTS RECUS	287	332
Autres engagements reçus	287	332
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	30 758	29 081
Dont entreprises liées	5 803	5 935

Le groupe Mobilize Financial Services dispose au 31 décembre 2025 de 4 726 M€ de lignes de sécurité confirmées non utilisées, d'une diversification importante de ses programmes d'émissions à court et moyen termes et de 3 635 M€ d'actifs éligibles et mobilisables auprès de la Banque Centrale Européenne (après prise en compte des décotes, hors titres et créances mobilisées à la date de clôture).

La majeure partie des engagements reçus des parties liées concerne les engagements de reprise convenus avec les constructeurs dans le cadre de la location financière.

Garanties et collatéraux

Les garanties ou collatéraux permettent de se prémunir partiellement ou en totalité contre le risque de pertes dû à l'insolvabilité du débiteur (hypothèques, nantissements, lettres d'intention, garanties bancaires à la première demande pour l'octroi de prêts aux concessionnaires et à la clientèle particulière dans certains cas). Les garants font l'objet d'une notation interne ou externe actualisée au moins annuellement.

Dans le but de réduire sa prise de risques, le groupe Mobilize Financial Services mène donc une gestion active et rigoureuse de ses sûretés notamment en les diversifiant : assurance-crédit, garanties personnelles et autres.

NOTE 26 Exposition au risque de change

En millions d'euros - 12/2025	Bilan		Hors Bilan		Position Nette		
	Position longue	Position courte	Position longue	Position courte	Total	Dt Monétaire	Dt Structurelle
Position en GBP	722			(337)	385	1	384
Position en CHF	705			(701)	4		4
Position en CZK	95			(76)	19	1	18
Position en BRL	109				109		109
Position en PLN	346			(333)	13		13
Position en HUF	5				5		5
Position en RON	4			(3)	1	1	
Position en KRW	126				126		126
Position en MAD	27				27		27
Position en DKK	81			(80)	1	1	
Position en TRY	7				7		7
Position en SEK	9			(9)			
Position en INR	20				20		20
Position en COP	27				27		27
EXPOSITIONS TOTALES	2 283			(1 539)	744	4	740

En millions d'euros - 12/2024	Bilan		Hors Bilan		Position Nette		
	Position longue	Position courte	Position longue	Position courte	Total	Dt Monétaire	Dt Structurelle
Position en USD	64			(63)	1	1	
Position en GBP	644			(294)	350		350
Position en CHF	469			(465)	4		4
Position en CZK	83			(66)	17		17
Position en ARS	1				1		1
Position en BRL	109				109		109
Position en PLN	749			(736)	13		13
Position en HUF	5				5		5
Position en RON	28			(28)			
Position en KRW	140				140		140
Position en MAD	28				28		28
Position en DKK	47			(47)			
Position en TRY	10				10		10
Position en INR	24				24		24
Position en COP	26				26		26
EXPOSITIONS TOTALES	2 427			(1 699)	728	1	727

La position de change structurelle correspond à la valeur historique de souscription des titres de participations en devises détenus par RCI Banque S.A..

NOTE 27 Intérêts et produits assimilés

En millions d'euros	12/2025	12/2024
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	4 971	4 854
Opérations avec les établissements de crédit	296	445
Opérations avec la clientèle	3 084	3 018
Opérations de location financière	1 448	1 148
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	83	170
Intérêts courus et échus des instruments financiers	60	73
ETALEMENT DES REMUNERATIONS VERSEES AUX APPORTEURS D'AFFAIRES	(794)	(793)
Opérations avec la clientèle	(495)	(512)
Opérations de location financière	(299)	(281)
TOTAL DES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	4 177	4 061
Dont entreprises liées	901	930

La titrisation des créances n'ayant pas fait l'objet d'une déconsolidation, les intérêts relatifs aux créances cédées au travers de ces opérations figurent toujours en intérêts et produits sur opérations avec la clientèle.

NOTE 28 Intérêts et charges assimilées

En millions d'euros	12/2025	12/2024
Opérations avec les établissements de crédit	(427)	(411)
Opérations avec la clientèle	(1 066)	(1 005)
Opérations de location financière	(6)	(4)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(99)	(176)
Charges sur dettes représentées par un titre	(1 085)	(1 080)
Autres intérêts et charges assimilées	(22)	(19)
TOTAL DES INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	(2 705)	(2 695)
Dont entreprises liées	(16)	(25)

Les taux d'intérêts et charges assimilées sont relativement stables. La légère hausse s'explique principalement par l'augmentation du bilan.

NOTE 29 Commissions

En millions d'euros	12/2025	12/2024
PRODUITS SUR COMMISSIONS *	862	816
Commissions	33	32
Frais de dossiers	23	26
Commissions sur activités de services	124	163
Commissions de courtage d'assurance	52	62
Commissions d'assurance accessoires aux contrats de financement	337	276
Commissions d'entretien accessoires aux contrats de financement	189	179
Autres commissions accessoires aux contrats de financement	104	78
CHARGES SUR COMMISSIONS	(535)	(445)
Commissions	(56)	(54)
Commissions sur les activités de services	(102)	(123)
Commissions d'assurance accessoires aux contrats de financement	(132)	(61)
Commissions d'entretien accessoires aux contrats de financement	(162)	(160)
Autres commissions accessoires aux contrats de financement	(83)	(47)
TOTAL DES COMMISSIONS NETTES	327	371
Dont entreprises liées	10	15

(*) Le montant au titre de l'exercice 2024 de ces postes a été retraité. Une information spécifique figure dans la note « 5.2.2 Faits marquants ».

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services se rapportent principalement à des prestations d'assurance et d'entretien.

NOTE 30 Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

En millions d'euros	12/2025	12/2024
GAINS (PERTES) NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS	10	(13)
Gains et pertes nets sur opérations de change	15	(55)
Gains et pertes nets sur les instruments dérivés classés en juste valeur par résultat	(8)	39
Gains et pertes nets sur titres participatifs évalués à la juste valeur	(1)	2
Couvertures de juste valeur : variation instruments de couverture	(13)	126
Couvertures de juste valeur : variation éléments couverts	17	(130)
Gains et pertes nets sur titres évalués à la juste valeur par résultat		5
ACTIFS FINANCIERS EVALUES A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	8	(1)
Dividendes reçus des titres de participation non consolidés	2	
Gains et pertes sur actifs en juste valeur par résultat	6	(1)
TOTAL DES GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR	18	(14)
Dont entreprises liées	2	(1)

Dans le cadre de la couverture de certains passifs à taux variable (dépôts), le groupe Mobilize Financial Services a mis en place des dérivés de taux non qualifiés comptablement de dérivés de couverture selon les dispositions d'IFRS 9).

Le produit net bancaire a été positivement impacté essentiellement par un effet négatif des instruments dérivés classés en juste valeur par résultat de -47 M€ (principalement lié à la baisse des taux de marché) et positif par les swaps de change d'un total de 70 M€.

NOTE 31 Produits et charges nets des autres activités

En millions d'euros	12/2025	12/2024
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 367	1 202
Produits liés aux fins de contrats de location non-douteux	599	554
• dont reprise de dépréciation des valeurs résiduelles	339	326
Opérations de location opérationnelle	718	583
Autres produits d'exploitation bancaire	50	65
• dont reprise de provisions pour risques bancaires	33	26
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	(1 322)	(1 134)
Charges liées aux fins de contrats de location non-douteux	(659)	(543)
• dont dotation de dépréciation des valeurs résiduelles	(376)	(336)
Coûts de distribution non assimilables à des intérêts	(112)	(124)
Opérations de location opérationnelle	(471)	(403)
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	(80)	(64)
• dont dotation aux provisions pour risques bancaires	(38)	(43)
AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION	2	7
Autres produits d'exploitation	32	33
Autres charges d'exploitation	(30)	(26)
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES NETS DES AUTRES ACTIVITES	47	75
Dont entreprises liées	31	14

Les produits et les coûts des activités de services comprennent les produits et les charges comptabilisés au titre des contrats d'assurance émis par les captives d'assurance du groupe.

NOTE 32 Charges générales d'exploitation et des effectifs

En millions d'euros	12/2025	12/2024
FRAIS DE PERSONNEL	(423)	(426)
Rémunération du personnel	(275)	(293)
Charges de retraites et assimilées - Régime à cotisations définies	(24)	(27)
Charges de retraites et assimilées - Régime à prestations définies	(1)	2
Autres charges sociales	(89)	(94)
Autres charges de personnel	(34)	(14)
AUTRES FRAIS ADMINISTRATIFS	(317)	(318)
Impôts et taxes hors IS	(40)	(16)
Loyers	(9)	(9)
Autres frais administratifs	(268)	(293)
TOTAL DES CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	(740)	(744)
Dont entreprises liées	1	(2)

Les honoraires des Commissaires aux comptes sont analysés dans la partie Annexe 3 « honoraires des Commissaires aux comptes et de leur réseau ».

Les services autres que la certification des comptes fournis par KPMG SA et Forvis Mazars au cours de l'exercice à Mobilize Financial Services et aux entités qu'elle contrôle concernent essentiellement (i) préparation de la déclaration d'impôt et (ii) attestations suite à une nouvelle réglementation.

Effectif moyen en nombre	12/2025	12/2024
Financements et services en France	1 589	1 620
Financements et services à l'étranger	2 690	2 741
TOTAL GROUPE MOBILIZE FINANCIAL SERVICES	4 279	4 361

NOTE 33 Coût du risque par catégorie de clientèle

En millions d'euros	12/2025	12/2024
COUT DU RISQUE SUR FINANCEMENT CLIENTELE	(198)	(160)
Dotations pour dépréciation	(329)	(421)
Reprises de dépréciation	298	408
Pertes sur créances irrécouvrables	(211)	(190)
Récupérations sur créances amorties	44	43
COUT DU RISQUE SUR FINANCEMENT DES RESEAUX	(6)	(11)
Dotations pour dépréciation	(40)	(44)
Reprises de dépréciation	38	33
Pertes sur créances irrécouvrables	(4)	
COUT DU RISQUE SUR AUTRES ACTIVITES	(10)	(1)
Variation des dépréciations des autres créances	2	2
Autres corrections de valeurs	(12)	(3)
TOTAL DU COUT DU RISQUE	(214)	(172)

Ce poste comprend le montant net des dotations (reprises) pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables, ainsi que les récupérations.

Au 31 décembre 2025, le coût du risque total du groupe Mobilize Financial Services représente une dotation nette de 214 M€ soit -0,36 % des Actifs Productifs Moyens consolidés dont 198 M€ sur le financement clientèle (-0,42 % des APM Clientèle) et 6 M€ sur le financement des Réseaux (-0,05 % des APM Réseaux), les autres activités étant caractérisées par une dotation nette de 10 M€.

Sur l'activité clientèle, les principaux mouvements intervenus au cours de l'année 2025 sont les suivants :

En millions d'euros	12/2025	12/2024
ENCOURS PERFORMANTS	2	45
Dotation suite augmentation des encours B1 et B2	(18)	(24)
Dotation/reprise sur évolution mix par bucket et paramètres de risque	(11)	36
Reprise au titre des ajustements post-modèle - Forward-looking	31	3
Dotation / Reprise au titre des ajustements post-modèle - Expertise		30
ENCOURS NON PERFORMANTS	(200)	(205)
Dotation sur encours B3	(44)	(36)
Pertes sur créances irrécouvrables	(192)	(190)
Récupérations sur créances amorties	44	43
Dotation / Reprise au titre des ajustements post-modèle - Forward-looking	4	1
Dotation/reprise au titre des ajustements post-modèle - Expertise	4	(23)
Frais de recouvrement alloués B3	(16)	
TOTAL DU COUT DU RISQUE SUR FINANCEMENT CLIENTELE	(198)	(160)

Pour mémoire, la reprise de provision d'expertise observée à fin décembre 2024 sur les encours performants s'expliquait par la reprise de la provision pour risque d'inflation (27 M€) sur l'ensemble du périmètre Mobilize Financial Services, compte tenu du retour des indices à leur niveau de 2021. La variation nette des provisions à dire d'expert sur les encours non performants au 31 décembre 2024 était notamment liée à la Colombie où l'ajustement qui conduisait à une expertise négative (expliquée par des taux de couverture statistiques fortement impactés par l'allongement de la maturité des prêts à la suite de la hausse des taux d'intérêt, et un biais méthodologique comptabilisant en pertes tous les montants dus après 84 mois) a été pour partie intégrée dans les provisions statistiques.

Au 31 décembre 2025, le coût du risque sur les encours performants s'explique par l'augmentation des encours (mix B1/B2 stable au regard de la clôture au 31 décembre 2024), la mise à jour des paramètres IFRS9, et la reprise au titre du Forward-looking. Sur les encours non performants, outre l'actualisation des paramètres, le coût du risque s'explique par les abandons nets et l'évolution des encours en défaut (maturité plus longue dans le défaut) dans un contexte économique et géopolitique tendu.

Au titre de la clôture au 31 décembre 2025, les charges de recouvrement, d'actions en justice sur le portefeuille de créances douteuses sont désormais incluses dans l'estimation des pertes de crédit attendues (en référence aux normes comptables IFRS9 B5.5.55) : ces frais contribuent négativement à hauteur de 8 % au Coût du Risque total Clientèle.

Sur l'activité Réseau (financement des concessionnaires), le coût du risque (dotation de 6 M€) comprend :

- une reprise de 0,7 M€ sur les encours sains, expliquée en partie par une amélioration du risque dans certains pays, par la mise à jour des paramètres PD et LGD effets qui ont compensé l'évolution des provisions forward-looking qui inclut pour la première année une composante sectorielle ;
- une dotation de 3 M€ sur les encours en défaut liée principalement par l'évolution de la LGD avec la maturité dans le défaut et la mise en place d'une provision d'expertise sur la principale contrepartie en défaut ;
- un montant d'abandons de créances de 3,6 M€ concentrés sur le Maroc et la Corée du Sud.

Ajustements post-modèle - forward-looking

Les ajustements post-modèle sur base d'informations prospectives et de scénarios macroéconomiques dite forward-looking intègrent une approche sectorielle et statistique.

Approche sectorielle

La provision forward-looking intègre une provision sectorielle qui sert à couvrir le risque de certains secteurs d'activité spécifiques. Chaque semestre, Coface fournit une évaluation actualisée du risque (faible, moyen, élevé et très élevé) pour les principaux secteurs économiques.

Actuellement, les secteurs identifiés comme présentant le risque le plus élevé et faisant face à des perspectives économiques défavorables sont la construction, le textile et l'habillement, l'automobile, les métaux et la chimie. Les trois derniers secteurs ont intégré en 2025 la liste des secteurs risqués couverts par une provision additionnelle et expliquent la hausse significative du montant des provisions observée au cours de l'année, passant de 25 M€ à 38 M€, dont 3,2 M€ sur le financement du réseau.

Approche statistique

La provision statistique repose sur trois scénarios macroéconomiques élaborés par la BCE :

- Baseline : les paramètres PD et LGD sont projetés à l'aide de modèles internes et d'indicateurs macroéconomiques alignés sur le scénario « baseline » de la BCE.
- Adverse : approche similaire au scénario de référence, mais en utilisant des données macroéconomiques dégradées provenant de la BCE. Cela entraîne des valeurs PD/LGD plus élevées et donc des pertes de crédit attendues (ECL) plus importantes.
- Upward : basé sur une approche interne prenant en compte la moyenne des écarts positifs entre les prévisions et les réalisations des indicateurs économiques, conduisant à des PD et LGD nettement inférieurs par rapport aux scénarios « baseline » et « adverse ».

En 2025, à la suite d'une mise à jour des modèles « forward-looking », le scénario « stabilité » a été remplacé par le scénario « upward ».

Les prévisions macroéconomiques utilisées pour le calcul de la provision statistique « forward-looking » proviennent de la mise à jour de juin de la BCE. Ces projections indiquent, en moyenne sur les six pays disposant des plus grands portefeuilles clients du groupe Mobilize Financial Services, une performance du PIB plus faible, mais de légères améliorations en matière d'inflation et de chômage.

Chaque scénario est pondéré afin de refléter les dernières perspectives macroéconomiques (évolutions du PIB, chômage, inflation) et leur probabilité de survenance, garantissant que l'ECL soit ajusté aux conditions « point-in-time ». La provision statistique prospective est calculée comme la différence entre la provision pondérée par scénario et le niveau actuel d'ECL.

Le poids du scénario défavorable (adverse) a été augmenté de 15 points de pourcentage pour la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne, en raison des prévisions économiques défavorables et de l'instabilité politique dans ces pays. Les perspectives, en particulier pour la France, doivent être considérées comme moins favorables par rapport à l'année précédente, ce qui est cohérent avec l'abaissement de la note de crédit du pays par les agences Fitch et S&P.

Le tableau ci-dessous présente les changements de pondération pour chaque scénario entre décembre 2024 et décembre 2025.

Clientèle et réseau	FL Scénario Poids – Décembre 2024				FL Scénario Poids – Décembre 2025				Variation			
	Stability	Baseline	Adverse	Upward	Stability	Baseline	Adverse	Upward	Stability	Baseline	Adverse	Upward
France	0,25	0,50	0,25	0,00	0,00	0,45	0,40	0,15	(0,25)	(0,05)	0,15	0,15
Allemagne	0,30	0,55	0,15	0,00	0,00	0,50	0,30	0,20	(0,30)	(0,05)	0,15	0,20
Italie	0,30	0,45	0,25	0,00	0,00	0,50	0,20	0,30	(0,30)	0,05	(0,05)	0,30
Royaume- Uni	0,30	0,50	0,20	0,00	0,00	0,45	0,35	0,20	(0,30)	(0,05)	0,15	0,20
Brésil	0,25	0,45	0,30	0,00	0,00	0,50	0,25	0,25	(0,25)	0,05	(0,05)	0,25
Espagne	0,30	0,45	0,25	0,00	0,00	0,50	0,20	0,30	(0,30)	0,05	(0,05)	0,30
Corée	0,30	0,50	0,20	0,00	0,00	0,55	0,15	0,30	(0,30)	0,05	(0,05)	0,30
Hors G7 (ECLAT)	0,30	0,45	0,25	0,00	0,00	0,50	0,20	0,30	(0,30)	0,05	(0,05)	0,30
Colombie	0,55	0,30	0,15	0,00	0,00	0,35	0,10	0,55	(0,55)	0,05	(0,05)	0,55

• Provision Forward-looking remarketing : au 31 décembre 2025, le Groupe Mobilize Financial Services a introduit une provision forward-looking remarketing, intégrée dans la composante statistique dont le principe et les hypothèses sont les suivants :

Principe

Les modèles de LGD actuels ne reflètent pas la détérioration attendue des performances de recommercialisation des véhicules électriques (VE). En effet, les VE présentent aujourd'hui des valeurs de revente nettement inférieures à celles des véhicules thermiques. Avec l'augmentation continue de la part des VE dans le portefeuille du Groupe, cette tendance devrait peser négativement sur les taux de recouvrement et ainsi entraîner une hausse des LGD.

Hypothèses et méthodes retenues

La composante Remarketing a pour objectif d'anticiper la dégradation des taux de récupération. Les stress appliqués sont les suivants :

- -20 points sur les véhicules électriques
- -5 points sur les non électriques,
- probabilité de survenance du scénario de 75 %.

L'impact financier associé représente une dotation de 10,3 M€ : les pays principalement impactés au 31 décembre 2025 sont la France (4,5 M€) et l'Allemagne (1,5 M€).

Variation des provisions forward-looking au cours de l'exercice

La provision totale du Forward-looking (activité financement Clientèle et Réseaux) s'est élevée à :

- Approche statistique : 51 M€ à fin décembre 2025 contre 107 M€ à fin décembre 2024.
- Approche sectorielle : 38 M€ à fin décembre 2025 contre 25 M€ à fin décembre 2024.

Les provisions statistique et sectorielle s'établissent à 89 M€ contre 133 M€ à fin décembre 2024.

Le tableau ci-dessous présente le stock de provisions « forward-looking » à la fin de 2025, ventilé par « buckets » et par les principaux pays en termes d'encours.

En millions d'euros	Clientèle			Réseau			Total 12/2025
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	
France	13	3	2	2		1	21
Espagne	9	3	1				13
Italie	6	6					12
Royaume-Uni	6	3					9
Allemagne	5	2	2	1			10
Maroc	2		1				3
Pologne	2						2
Irlande	2						2
Colombie	1		1				2
Autriche	1						1
Pays-Bas	2						2
Suisse	1						1
Autres	4	4		1	1	1	11
TOTAL	54	21	7	4	1	2	89

En millions d'euros	Clientèle			Réseau			Total 12/2024
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	
France	19	16	4	2			41
Espagne	13	4	1	2			20
Allemagne	7	8	2				17
Italie	6	6	(3)				9
Brésil	2	3	2				7
Colombie	2	3	1				6
Royaume-Uni	4	1	1				6
Maroc	3	1	1			1	6
Corée	2	2	1				5
Pologne	1	2					3
Suisse	1	1					2
Autriche	1						1
Autres	4	3	1	1	1		10
TOTAL	65	50	11	5	1	1	133

Ajustements post-modèle - Expertise

Les ajustements post-modèle à dire d'expert sont apportés lorsque des informations complémentaires permettent d'affiner les modèles statistiques. Ces ajustements sont classés en quatre catégories : risque de crédit relatif aux clients fragiles, risque individuel sur contrepartie(s) entreprise(s), risque de non-adéquation statistique (paramètres de risque), autres provisions à dire d'expert (par exemple, risques identifiés sur des sous-portefeuilles, ajustements sur des contrats en défaut ou présentant des impayés).

L'ensemble des ajustements représente une augmentation de 1,6 % du montant total des pertes de crédit attendues au 31 décembre 2025, contre une dotation nette de 0,9 % au 31 décembre 2024.

Les principales zones de jugement et d'estimation pour l'établissement des comptes consolidés sont détaillées dans la partie « 5.2.3 - Règles et méthodes comptables ».

NOTE 34 Impôts sur les bénéfices

En millions d'euros	12/2025	12/2024
IMPOTS EXIGIBLES	(371)	(215)
Impôts courants sur les bénéfices	(371)	(215)
IMPOTS DIFFERES	10	2
Impôts différés	22	2
Variation de la dépréciation des impôts différés actifs	(12)	
TOTAL DE LA CHARGE D'IMPOTS SUR LES BENEFICES	(361)	(213)

La charge d'impôt courant correspond aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans les différents pays.

La charge d'impôt au 31 décembre 2025 tient compte d'un produit d'impôt de 59 M€ et d'une surtaxe exceptionnelle de 19 M€. Ce produit d'impôt correspond au remboursement par l'Etat Maltais d'un crédit d'impôt équivalent à 6/7 de la charge d'impôt de 2025 (soit 6/7 de 69 M€).

Certaines différences entre les résultats fiscaux des sociétés et les résultats inclus en consolidation donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Ces différences résultent principalement des règles retenues pour la comptabilisation des opérations de crédit-bail et de location longue durée, des déficits reportables et des autres actifs / passifs (notamment l'impact des opérations de titrisations et la valorisation des SWAP).

Le produit d'impôts différés au 31 décembre 2025 correspond principalement aux impôts différés actifs sur les déficits fiscaux reportables des entités. La dépréciation des impôts différés actifs correspond à la part des impôts différés qui ne sera pas recouvrable sur la base des projections des résultats fiscaux.

Ventilation du solde net bilantiel des impôts différés

En millions d'euros	12/2025	12/2024
ID sur provisions	(30)	(12)
ID sur provisions et autres charges déductibles lors de leur paiement	(94)	(44)
ID sur déficits reportables	272	165
ID sur autres actifs et passifs	299	181
ID sur opérations de location	(987)	(857)
ID sur immobilisations	44	35
Provisions sur impôts différés actif	(20)	(8)
TOTAL DES IMPOTS DIFFERES NETS AU BILAN	(516)	(540)

Impôts différés constatés sur les autres éléments du résultat global

En millions d'euros	Var. 2025 des capitaux propres			Var. 2024 des capitaux propres		
	Avant IS	IS	Net	Avant IS	IS	Net
Opérations de couverture de flux de trésorerie	(21)	8	(13)	(81)	16	(65)
Variation de JV des actifs financiers	3	(1)	2	4	(1)	3
Ecart actuariels sur engagements de retraite	4	(1)	3	(9)	2	(7)
Différences de conversion	(87)		(87)	13		13
Variation des contrats d'assurance				6	(2)	4

NOTE 35 Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture n'est à constater.

5.2.6 Filiales et succursales du groupe

5.2.6.1 Liste des sociétés consolidées et des succursales à l'étranger

	Pays	Participation directe de RCI	Participation indirecte de RCI		Pourcentage d'intérêt	
			%	Détenue par	2025	2024
SOCIETE MERE						
RCI Banque S.A.						
SUCCURSALES DE RCI BANQUE						
RCI Banque S.A. Niederlassung Deutschland	Allemagne					
RCI Banque Sucursal Argentina	Argentine					
RCI Banque S.A. Niederlassung Osterreich	Autriche					
RCI Banque S.A. Sucursal en Espana	Espagne					
RCI Banque Sucursal Portugal	Portugal					
RCI Banque S.A. Bancna Podruznicna Ljubljana	Slovénie					
RCI Banque Succursale Italiana	Italie					
RCI Banque Branch Ireland	Irlande					
Renault Finance Nordic, Bankfilial till RCI Banque S.A. Frankrike	Suède					
RCI Banque Spółka Akcyjna Oddział w Polsce	Pologne					
SOCIETES INTEGREES GLOBALEMENT						
RCI Versicherungs Service GmbH	Allemagne	100			100	100
Bipi Mobility Germany GmbH	Allemagne	-	100	Bipi Mobility SL	100	100
MS Mobility Solutions GmbH.(1)	Allemagne	100		Mobilize Lease&Co SAS	100	100
Mobility Concept GmbH.(1)	Allemagne	100		Mobilize Lease&Co SAS	100	100
DFD Deutscher Fahrzeugdienst GmbH.(1)	Allemagne	100		Mobilize Lease&Co SAS	100	100
MeinAuto GmbH.(1)	Allemagne	100		Mobility Concept GmbH	100	100
Rombo Compania Financiera SA	Argentine	60			60	60
Courtage SA	Argentine	95			95	95
RCI Compania de seguros de personas S.A.U.(1)	Argentine	100		RCI Banque S.A.	100	100
RCI Financial Services SA	Belgique	100			100	100
AUTOFIN	Belgique	100			100	100
Administradora De Consorcio RCI Brasil Ltda.	Brésil	99,92			99,92	99,92
Banco RCI Brasil SA (ex Companhia de Arrendamento Mercantil RCI Brasil)	Brésil	60,11			60,11	60,11
Corretora de Seguros RCI Brasil SA	Brésil	100			100	100
RCI Brasil Serviços e Participações Ltda	Brésil	100			100	100
RCI Colombia SA Compania De Financiamiento	Colombie	51			51	51
RCI Servicios Colombia SA	Colombie	100			100	100
RCI Usluge d.o.o	Croatie	100			100	100
RCI Financial Services Korea Co, Ltd	Corée du sud	100			100	100
RCI Insurance Service Korea Co.Ltd	Corée du sud	100			100	100
Overlease SA	Espagne	100			100	100
Bipi Mobility SL	Espagne	100			100	100
Diac SA	France	100			100	100
Diac Location SA	France	-	100	Diac SA	100	100
Bipi Mobility France	France	-	100	Bipi Mobility SL	100	100
Mobilize Insurance SAS	France	100			100	100
Mobilize Lease&Co SAS	France	-	85		85	85
RCI ZRT	Hongrie	100			100	100
ES Mobility SRL	Italie	100			100	100
Bipi Mobility Italy SRL	Italie	-	100	Bipi Mobility SL	100	100
RCI Services Ltd	Malte	100			100	100
RCI Insurance Ltd	Malte	-	100	RCI Services Ltd	100	100
RCI Life Ltd	Malte	-	100	RCI Services Ltd	100	100
RCI Finance Maroc SA	Maroc	100			100	100
RDFM SAR.L	Maroc	-	100	RCI Finance Maroc SA	100	100
RCI Financial Services B.V.	Pays-Bas	100			100	100
Bipi Mobility Netherlands B.V.	Pays-Bas	-	100	Bipi Mobility SL	100	100
RCI Leasing Polska Sp. z.o.o	Pologne	100			100	100

RCI COM SA	Portugal	100			100	100
RCI GEST SEGUROS – Mediadores de Seguros, Lda	Portugal	-	100	RCI COM SA	100	100
RCI Finance CZ s.r.o.	R. Tchéque	100			100	100
RCI Financial Services s.r.o.	R. Tchéque	50			50	50
RCI Broker De Asigurare S.R.L.	Roumanie	-	100	RCI Finantare Romania	100	100
RCI Finantare Romania	Roumanie	100			100	100
RCI Leasing Romania IFN SA	Roumanie	100			100	100
RCI Financial Services Ltd	Royaume-Uni	-	100	RCI Bank UK Ltd	100	100
RCI Bank UK Ltd	Royaume-Uni	100			100	100
Bipi Mobility UK Limited	Royaume-Uni	-	100	Bipi Mobility SL	100	100
Mobilize Lease&Co UK Ltd (1)	Royaume-Uni	-	85	RCI Bank UK Ltd	85	85
RCI Finance SA	Suisse	100			100	100
RCI Finance SK S.r.O	Slovaquie	100			100	100
RCI Lizing d.o.o	Slovénie	100			100	100
SPV						
CARS Alliance Auto Loans Germany Master	Allemagne		(cf. note 14)	RCI Banque Niederlassung Deutschland		
CARS Alliance Auto Leases Germany	Allemagne			RCI Banque Niederlassung Deutschland		
CARS Alliance DFP Germany 2017	Allemagne		(cf. note 14)	RCI Banque Niederlassung Deutschland		
CARS Alliance Auto Loans Germany V 2019-1	Allemagne		(cf. note 14)	RCI Banque Niederlassung Deutschland		
CARS Alliance Auto Loans Germany V 2021-1	Allemagne		(cf. note 14)	RCI Banque Niederlassung Deutschland		
CARS Alliance Auto Loans Germany V 2023-1 (1)	Allemagne		(cf. note 14)	RCI Banque Niederlassung Deutschland		
CARS Alliance Auto Loans Spain 2022	Espagne		(cf. note 14)	RCI Banque Sucursales Espana		
FCT Cars Alliance DFP France	France		(cf. note 14)	Diac SA		
CARS Alliance Auto Loans France FCT Master	France		(cf. note 14)	Diac SA		
CARS Alliance Auto Leases France V 2020-1	France		(cf. note 14)	Diac SA		
CARS Alliance Auto Leases France Master	France		(cf. note 14)	Diac SA		
CARS Alliance Auto Loans France V 2022-1	France		(cf. note 14)	Diac SA		
Diac RV Master	France			Diac SA		
CARS Alliance Auto Leases France V 2023-1 (1)	France		(cf. note 14)	Diac SA		
CARS Alliance Auto Loans Italy 2015 SRL	Italie		(cf. note 14)	RCI Banque Succursale Italiana		
CARS Alliance UK Master Plc	Royaume-Uni		(cf. note 14)	RCI Financial Services Ltd		
CARS Alliance Auto UK 2015 Limited	Royaume-Uni			RCI Financial Services Ltd		
SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE						
RN SF B.V.(2)	Pays-Bas	50				50
Orfin Finansman Anonim Sirketi	Turquie	50			50	50
Renault Crédit Car	Belgique	-	50,1	AUTOFIN	50,1	50,1
Nissan Renault Financial Services India Private Ltd	Inde	30			30	30
Mobility Trader Holding GmbH	Allemagne	7,4			7,4	7,4
Select Vehicule Group Holding Ltd	Royaume-Uni		36,6	RCI Bank UK Ltd	36,6	36,6

(1) Entités entrées dans le périmètre en 2024.

(2) Entité sortie du périmètre de consolidation en 2025.

5.2.6.2 Filiales dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives

En millions d'euros - 2/2025 Avant élimination des opérations intra groupe	RCI Financial Services, S.r.o.	Rombo Compania Financiera S.A.	Banco RCI Brasil .A	RCI Colombia S.A.
Pays d'implantation	République tchèque	Argentine	Brésil	Colombie
Pourcentage d'intérêts détenu par les participations ne donnant pas le contrôle	50,00 %	40,00 %	39,89 %	49,00 %
Pourcentage des droits de vote par les participations ne donnant pas le contrôle	50,00 %	40,00 %	39,89 %	49,00 %
Nature	Filiale	Filiale	Filiale	Filiale
Méthode de consolidation	Intégration globale	Intégration globale	Intégration globale	Intégration globale
Résultat Net - Part des participations ne donnant pas le contrôle	2	5	20	3
Capitaux propres - Part des participations ne donnant pas le contrôle		(1)	1	
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	1		16	
Prêts et créances aux établissements de crédit	9	17	129	19
Encours nets de crédit et de location financière	136	156	1 959	708
Autres Actifs	5	20	109	63
TOTAL ACTIF	150	193	2 197	790
Dettes sur établissement de crédit & clientèle et dettes représentées par un titre	122	149	1 882	704
Autres Passifs	2	16	85	13
Situation nette	26	28	230	73
TOTAL PASSIF	150	193	2 197	790
PRODUIT NET BANCAIRE	8	31	115	32
Impôts sur les bénéfices	(1)	(7)	(35)	(3)
Résultat net	4	14	49	6
Autres éléments du résultat global		(1)	4	
RESULTAT GLOBAL	4	13	53	6
Flux de trésorerie des opérations d'exploitation	8	27	118	3
Flux de trésorerie liés aux financements	(6)		(68)	
Flux de trésorerie liés aux investissements				(1)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE	2	27	50	2

En millions d'euros -12/2024 Avant élimination des opérations intra groupe	RCI Financial Services, S.r.o.	Rombo Compania Financiera S.A.	Banco RCI Brasil S.A	RCI Colombia S.A.
Pays d'implantation	République tchèque	Argentine	Brésil	Colombie
Pourcentage d'intérêts détenu par les participations ne donnant pas le contrôle	49,90 %	40,00 %	39,89 %	49,00 %
Pourcentage des droits de vote par les participations ne donnant pas le contrôle	49,90 %	40,00 %	39,89 %	49,00 %
Nature	Filiale	Filiale	Filiale	Filiale
Méthode de consolidation	Intégration globale	Intégration globale	Intégration globale	Intégration globale
Résultat Net - Part des participations ne donnant pas le contrôle	1	7	22	2
Capitaux propres - Part des participations ne donnant pas le contrôle	(1)			
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	2		14	
Prêts et créances aux établissements de crédit	6	2	164	20
Encours nets de crédit et de location financière	110	78	1 676	702
Autres Actifs	4	4	131	42
TOTAL ACTIF	120	84	1 971	764
Dettes sur établissement de crédit & clientèle et dettes représentées par un titre	94	55	1 635	689
Autres Passifs	2	6	92	10
Situation nette	24	23	244	65
TOTAL PASSIF	120	84	1 971	764
PRODUIT NET BANCAIRE	6	26	102	44
Impôts sur les bénéfices	(1)	(4)	(30)	(2)
Résultat net	3	17	56	4
Autres éléments du résultat global			27	
RESULTAT GLOBAL	3	17	83	4
Flux de trésorerie des opérations d'exploitation	7	(3)	16	(121)
Flux de trésorerie liés aux financements	(7)		(3)	
Flux de trésorerie liés aux investissements			(1)	(1)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE		(3)	12	(122)

Les pourcentages de droits de vote sont identiques.

Le montant de la dette au titre des puts sur minoritaires pour l'entité brésilienne, Banco RCI Brasil SA est classé en « Autres dettes » pour un montant de 119 M€ au 31 décembre 2025 contre 123 M€ au 31 décembre 2024.

Le montant de la dette au titre des puts sur minoritaires pour ROMBO Compania Financiera est classé en « Autres dettes » pour un montant de 18 M€ au 31 décembre 2025 contre 14 M€ au 31 décembre 2024.

Le montant de la dette au titre des puts sur minoritaires pour RCI Colombia SA est classé en « Autres dettes » pour un montant de 45 M€ au 31 décembre 2025 contre 37 M€ au 31 décembre 2024.

Le montant de la dette au titre des puts sur minoritaires pour RCI Financial services S.r.o. est classé en « Autres dettes » pour un montant de 15 M€ au 31 décembre 2025 contre 14 M€ au 31 décembre 2024.

5.2.6.3 Entreprises associées et co-entreprises significatives

En millions d'euros -12/2025 Avant élimination des opérations intra groupe	ORFIN Finansman Anonim Sirketi	Nissan Renault Financial Services India Private Ltd	Mobility Trader Holding GmbH	Select Vehicle Group Holding Limited
Pays d'implantation	Turquie	Inde	Allemagne	Royaume- Uni
Pourcentage d'intérêts détenu	50,00 %	30,00 %	7,40 %	36,60 %
Nature	Co- entreprise	Entreprise associée	Entreprise associée	Co- entreprise
Méthode de consolidation	Mise en équivalence	Mise en équivalence	Mise en équivalence	Mise en équivalence
Part dans le résultat des entreprises associées et co-entreprises	4	2	(1)	1
Participations dans les entreprises associées et co-entreprises	30	35		19
Dividendes reçus des entreprises associées et co-entreprises				
Prêts et créances aux établissements de crédit	35	6	61	1
Encours nets de crédit et de location financière	357	265	54	5
Autres Actifs	12	9	20	9
TOTAL ACTIF	404	280	135	15
Dettes sur établissement de crédit & clientèle et dettes représentées par un titre	326	46		3
Autres Passifs	18	117	41	5
Situation nette	60	117	94	7
TOTAL PASSIF	404	280	135	15
PRODUIT NET BANCAIRE	43	18		20
Impôts sur les bénéfices	(10)	(2)		
Résultat net	23	6	(19)	2
Autres éléments du résultat global				
RESULTAT GLOBAL	23	6	(19)	2
Flux de trésorerie des opérations d'exploitation	(20)	6		
Flux de trésorerie liés aux financements		(2)		(1)
Flux de trésorerie liés aux investissements				
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE	(20)	4		(1)

En millions d'euros - 12/2024 Avant élimination des opérations intra groupe	ORFIN Finansman Anonim Sirketi	Nissan Renault Financial Services India Private Ltd	Mobility Trader Holding GmbH	Select Vehicle Group Holding Limited
Pays d'implantation	Turquie	Inde	Allemagne	Royaume- Uni
Pourcentage d'intérêts détenu	50,00 %	30,00 %	7,40 %	36,60 %
Nature	Co- entreprise	Entreprise associée	Entreprise associée	Co- entreprise
Méthode de consolidation	Mise en équivalence	Mise en équivalence	Mise en équivalence	Mise en équivalence
Part dans le résultat des entreprises associées et co-entreprises	1	2	(3)	1
Participations dans les entreprises associées et co-entreprises	26	41	1	19
Dividendes reçus des entreprises associées et co-entreprises				
Prêts et créances aux établissements de crédit	76	3	61	4
Encours nets de crédit et de location financière	310	376	73	38
Autres Actifs	8	14	20	7
TOTAL ACTIF	394	393	154	49
Dettes sur établissement de crédit & clientèle et dettes représentées par un titre	330	119		36
Autres Passifs	12	139	41	6
Situation nette	52	135	113	7
TOTAL PASSIF	394	393	154	49
PRODUIT NET BANCAIRE	28	19		19
Impôts sur les bénéfices	(5)	(2)		
Résultat net	13	7	(39)	1
Autres éléments du résultat global				
RESULTAT GLOBAL	13	7	(39)	1
Flux de trésorerie des opérations d'exploitation	(3)	(1)	35	2
Flux de trésorerie liés aux financements	16			
Flux de trésorerie liés aux investissements				
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE	13	(1)	35	2

5.2.6.4 Restrictions importantes

Le groupe n'a pas de restrictions importantes sur sa capacité à accéder ou utiliser ses actifs et régler ses passifs autres que celles résultant du cadre réglementaire dans lequel les filiales opèrent. Les autorités de supervision locales peuvent exiger des filiales bancaires de garder un certain niveau de capital et de liquidités, de limiter leur exposition à d'autres parties du groupe et de se conformer à d'autres ratios.

5.3 ANNEXE 1 : INFORMATIONS SUR LES IMPLANTATIONS ET ACTIVITES

En millions d'euros - 12/2025			Effectifs (fin de période)	Produit net bancaire	Résultat avant impôt	Impôts exigibles	Impôts différés	Subv. publiques reçues
Pays	Nom des implantations	Nature d'activité						
France	RCI Banque S.A.	Holding	479	385	317	(139)	35	
Allemagne	RCI Banque S.A. Niederlassung Deutschland	Financement	661	294	123	(7)	(46)	
	Bipi Mobility Germany GmbH	Service						
	RCI Versicherungs-Service GmbH	Service						
	MS Mobility Solutions GmbH	Service						
	Mobility Concept GmbH	Financement						
	DFD Deutscher Fahrzeugdienst GmbH	Financement						
	MeinAuto GmbH	Service						
Argentine	Mobility Trader Holding GmbH	Service	66	84	38	(12)	(2)	
	RCI Banque Sucursal Argentina	Financement						
	Rombo Compania Financiera S.A.	Financement						
	Courtage S.A.	Service						
Autriche	RCI Compania de seguros de personas S.A.U.	Service	57	34	19	(1)	(3)	
	RCI Banque S.A. Niederlassung Österreich	Financement						

Belgique	RCI Financial Services S.A.	Financement						
	Autofin S.A.	Financement	35	26	18	(5)		
	Renault Crédit Car S.A.	Financement						
Brésil	Administradora de Consórcio RCI Brasil Ltda	Financement						
	Banco RCI Brasil S.A.	Financement						
	RCI Brasil Serviços e Participações Ltda	Service	151	114	75	(32)	1	
	Corretora de Seguros RCI Brasil S.A.	Service						
Colombie	RCI Colombia S.A. Compania de Financiamiento	Financement	93	33	8	(6)	3	
	Mobilize Lease&Co S.A.S	Financement						
Corée du Sud	RCI Financial Services Korea Co. Ltd	Financement	86	24	3	(1)		
	RCI Insurance Service Korea Co. Ltd	Service						
Croatie	RCI Usluge d.o.o	Financement	6	2	1			
Espagne	Rci Banque S.A. Sucursal En España	Financement						
	Overlease S.A.	Financement	342	166	70	(26)	(7)	
	Bipi Mobility SL	Service						
France	Diac S.A.	Financement						
	Diac Location S.A.	Financement						
	Mobilize Insurance SAS	Service	1 099	479	197	(39)	(27)	
	Mobilize Lease&Co SAS	Service						
	Bipi Mobility France	Service						
Hongrie	RCI Zrt	Financement	7	2	1			
Inde	Nissan Renault Financial Services India Private Limited	Financement	110		2			
Irlande	RCI Banque Branch Ireland	Financement	33	14	8	(1)		
Italie	RCI Banque S.A. Succursale Italiana	Financement						
	ES Mobility S.R.L.	Financement	249	189	103	(43)	1	
	Bipi Mobility Italy S.R.L	Service						
Malte	RCI Services Ltd	Holding						
	RCI Insurance Ltd	Service	36	187	185	(17)	13	
	RCI Life Ltd	Service						
Maroc	RCI Finance Maroc S.A.	Financement	62	46	30	(12)	1	
	RDFM S.A.R.L	Service						
Pays-Bas	RCI Financial Services B.V.	Financement						
	Bipi Mobility Netherlands B.V.	Service	53	23	5	(2)	(1)	
	RN SF BV	Service						
Pologne	RCI Banque Spółka Akcyjna Oddział w Polsce	Financement	71	42	25	(9)	4	
	RCI Leasing Polska Sp. z o.o.	Financement						
Portugal	RCI Banque S.A. Sucursal Portugal	Financement						
	RCI COM SA	Financement	35	17	9	(4)		
	RCI Gest Seguros - Mediadores de Seguros Lda	Service						
Rep. Tchèque	RCI Finance C.Z., S.r.o.	Financement	22	10	7	(1)		
	RCI Financial Services, S.r.o.	Financement						
Roumanie	RCI Finantare Romania S.R.L.	Financement						
	RCI Broker de asigurare S.R.L.	Service	69	21	14	(3)		
	RCI Leasing Romania IFN S.A.	Financement						
	RCI Financial Services Ltd	Financement						
Royaume-Uni	RCI Bank Uk Limited	Financement						
	Bipi Mobility UK Limited	Service	357	(18)	(106)	(5)	38	
	Mobilize Lease&Co UK Ltd	Service						
	Select Vehicle Group Holding Limited	Service						
Slovénie	RCI BANQUE S.A. Bančnapodružnica Ljubljana	Financement	35	7	2	(1)		
	RCI Lizing d.o.o.	Financement						
Slovaquie	RCI Finance SK S.r.o.	Financement	3	2	2			
Suède	Renault Finance Nordic Bankfilial till RCI Banque S.A., Frankrike	Financement	18	5	2	(1)		
Suisse	RCI Finance S.A.	Financement	44	36	18	(4)		
Turquie	ORFIN Finansman Anonim Sirketi	Financement	48		5			
TOTAL			4 327	2 224	1 181	(371)	10	

5.4 ANNEXE 2 : LES RISQUES FINANCIERS

La gestion des risques financiers du groupe Mobilize Financial Services est appréhendée dans le cadre de la gestion globale des risques assurée par le groupe Mobilize Financial Services. A ce titre, la holding RCI Banque S.A. réalise des opérations sur instruments financiers pour l'essentiel, liées à sa fonction de centrale de refinancement du groupe Mobilize Financial Services.

Refinancement et gestion de bilan

La Direction Financements et Trésorerie assure le refinancement des entités du groupe éligibles au refinancement centralisé. Elle emprunte les ressources nécessaires à la continuité de l'activité commerciale (émission d'obligations et de titres de créances négociables, titrisations, emprunts interbancaires...), procède aux équilibres actif-passif et aux ajustements de trésorerie des sociétés du groupe, tout en gérant et minimisant l'exposition aux risques financiers par l'utilisation des swaps de taux d'intérêt et de change ainsi que d'opérations de change au comptant et à terme.

Les principes de politique financière s'étendent à l'ensemble des filiales consolidées du groupe Mobilize Financial Services et sont adaptés et déclinés au sein des filiales dont le refinancement n'est pas centralisé.

Les opérations sur instruments financiers réalisées par la holding Mobilize Financial Services sont, pour l'essentiel, liées à sa fonction de centrale de refinancement du groupe.

5.4.1 L'organisation du contrôle des risques de marché

Le dispositif spécifique de contrôle des risques de marché s'inscrit dans le cadre du dispositif global de contrôle interne du groupe Mobilize Financial Services, selon des normes validées par le conseil d'administration de RCI Banque. La gestion des risques de marché (risque global de taux, de liquidité et de change) et le respect des limites qui s'y rapportent sont assurés, pour l'ensemble du périmètre groupe Mobilize Financial Services, par la Direction Financements et Trésorerie de RCI Banque SA. Le système des limites qui encadre le dispositif est validé par l'actionnaire et périodiquement actualisé. Le Service des Risques Financiers, rattaché au Département Risques et Réglementation Bancaire (Direction de la Gestion des Risques), assure la production d'un reporting quotidien et la surveillance de l'exposition du groupe aux risques financiers.

Une liste des produits autorisés, validée par le Directeur Général de RCI Banque SA, précise les instruments de change et de taux ainsi que la nature des devises susceptibles d'être utilisées au titre de la gestion des risques de marché.

5.4.2 La gestion des risques globaux de taux d'intérêt, de change, de contrepartie et de liquidité

Risque de taux

Le risque global de taux d'intérêt représente l'impact d'une variation potentielle des taux sur la valeur économique et les revenus futurs.

L'objectif du groupe Mobilize Financial Services est de limiter au maximum ce risque.

Deux indicateurs de suivi sont utilisés en interne pour le risque de taux :

- La sensibilité actualisée (economic value - EV), qui consiste à mesurer à un instant t l'impact d'une variation des taux d'intérêt sur la valeur de marché des flux du bilan d'une entité. La valeur de marché est déterminée par l'actualisation des flux futurs aux taux de marché à l'instant t . Cette mesure sert à fixer les limites applicables aux entités de gestion du groupe.
- La marge nette d'intérêt qui consiste à mesurer un gain ou une perte, selon une vision compte de résultat. Il est présenté comme la différence de revenu d'intérêts futurs sur un horizon défini. La particularité de la sensibilité en vision MNI, comparativement à la vision actuarielle de la sensibilité, est la linéarisation de l'impact des nouvelles opérations.

Pour tenir compte de la difficulté à ajuster exactement la structure des emprunts avec celle des prêts, une souplesse limitée est admise dans la couverture du risque de taux par chaque filiale.

Cette souplesse se traduit par l'attribution d'une limite en sensibilité pour chaque filiale validée par le Comité Financier, déclinaison individuelle de la limite globale définie par le conseil d'administration de RCI Banque.

Limite centrale de refinancement :	32 M€
Limite des filiales de financement des ventes :	38 M€
Non Alloués :	0 M€
Total limite de sensibilité en M€ accordé par le conseil d'administration sur avis du Comité des risques de RCI Banque :	70 M€

Conformément aux évolutions réglementaires (EBA/GL/2022/14), Mobilize Financial Services mesure également la sensibilité de la marge nette d'intérêts (MNI) et la sensibilité de la valeur économique des Fonds Propres (EVE).

Les calculs sont basés sur des échéanciers (gap) actif et passif moyens mensuels qui intègrent les opérations à taux fixe et les opérations à taux variable jusqu'à leur prochaine date de révision.

Les échéancements des encours sont déterminés en tenant compte des caractéristiques contractuelles des opérations et des résultats de la modélisation des comportements historiques de la clientèle (remboursements anticipés, etc.), complétés d'hypothèses sur certains agrégats (fonds propres, etc.).

Le calcul de sensibilité est effectué quotidiennement par devise et par entité de gestion (centrale de refinancement, filiales de financement des ventes françaises et étrangères) et permet une gestion globale du risque de taux sur le périmètre consolidé groupe Mobilize Financial Services. Le suivi est réalisé par le Service des Risques Financiers, qui est rattaché au Département Risques et Réglementation Bancaire (Direction de la Gestion des Risques).

La situation de chaque entité au regard de sa limite est vérifiée chaque jour, et des directives de couverture immédiate sont données aux filiales si la situation l'impose.

Le résultat des contrôles fait l'objet d'un reporting mensuel au Comité Financier qui vérifie la conformité des positions avec la stratégie financière du groupe ainsi qu'avec les notes de procédure en vigueur.

Au 31 décembre 2025, la sensibilité globale au risque de taux du groupe Mobilize Financial Services s'est maintenue en dessous de la limite fixée à (70 M€).

La sensibilité en valeur absolue du groupe Mobilize Financial Services au risque de taux (variation différenciée par devise constatée au 31 décembre 2025) est de + 19,7 M€. ⁽¹⁾

Au 31 décembre 2025, une hausse des taux différenciée par devise en valeur relative de la sensibilité de la MNI aurait un impact positif de 10,1 M€ ⁽¹⁾

Devise	K€	Devise	K€	Devise	K€	Devise	K€
ARS	854	CZK	217	HUF	-200	SEK	-35
BRL	790	EUR	11 984	KRW	-127	RON	331
CHF	-884	DKK	-108	MAD	955		
COP	2 410	GBP	-1 834	PLN	-4 213		

La somme des valeurs absolues des sensibilités à la MNI des filiales du groupe s'élève à 24,9 M€.

5.4.3 L'analyse du risque structurel de taux fait ressortir les points suivants

Filiales de financement de ventes

La quasi-totalité des prêts accordés à la clientèle par les filiales de financement des ventes est effectuée à taux fixe pour des durées comprises entre un et soixante-douze mois.

Ces prêts sont couverts par des ressources à taux fixe de même structure. Ils sont adossés en macro-couverture et ne génèrent qu'un risque de taux résiduel.

Dans les filiales où la ressource est à taux variable, le risque de taux est couvert grâce à des swaps de taux d'intérêt de macro-couverture.

Centrale de refinancement

L'activité principale de RCI Holding est d'assurer le refinancement des filiales commerciales du groupe.

Les encours des filiales de financement des ventes sont adossés principalement par des emprunts à taux fixe ou des swaps d'intérêts.

Des opérations de macro-couverture réalisées sous la forme de swaps de taux d'intérêt, permettent de maintenir la sensibilité de la holding de refinancement en-deçà de la limite définie par le groupe (32 M€).

⁽¹⁾ Depuis 2021 et en conformité avec les orientations de l'EBA (Guidelines IRRBB), l'amplitude des chocs de taux est fonction de la devise. Au 31 décembre 2025, les chocs de taux appliqués pour chaque devise ont été de : + 100 bps CHF et KRW ; + 150 bps pour EUR, SEK et DKK ; + 200 bps pour GBP, CZK et MAD ; + 250 bps pour HUF ; + 300 bps pour le RON, COP et PLN ; + 350 bps pour le BRL ; + 500 bps pour ARS

Ces opérations de macro couverture sont adossées :

- soit à des ressources à taux variable,
- soit à des ressources à taux fixes variabilisées par un dérivé,
- soit à des portefeuilles de créances commerciales à taux fixe.

Les swaps qualifiés en couverture de flux de trésorerie adossés à des ressources à taux variable sont valorisés en juste valeur par les réserves, conformément à la norme IFRS 9.

Les swaps qualifiés en couverture de juste valeur adossés à des portefeuilles de créances commerciales à taux fixe ainsi que la composante couverte des actifs ou de la dette à taux fixe, sont valorisés en juste valeur par résultat.

Des tests sont réalisés mensuellement afin de vérifier :

- Pour les relations de micro-couverture : l'efficacité des relations en comparant des variations de valeur des éléments couverts avec celles des instruments de couvertures,
- pour les relations de macro-couverture : l'adossement des opérations de macro-couverture, en confrontant les notionnels de ces opérations à celles des éléments couverts.

Ces données sont calculées sur la base de scénarios simplifiés :

- pour les couvertures de flux de trésorerie : en partant de l'hypothèse que toutes les positions courent jusqu'à leur fin d'amortissement,
- pour les couvertures de juste valeur : en tenant compte d'hypothèses d'écoulement des actifs (remboursements anticipés, risque de crédit...) ; et en tenant compte uniquement de la composante taux pour les dettes à taux fixe sous-jacentes.

La sensibilité des réserves à une variation des taux d'intérêts exposée ci-dessus ne saurait aucunement être représentative d'un impact sur les résultats futurs.

5.4.4 Le risque de liquidité

Mobilize Financial Services porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité. A cette fin, le groupe s'impose des normes internes strictes.

Le pilotage du risque de liquidité de Mobilize Financial Services repose sur les éléments suivants :

La liquidité statique

Cet indicateur mesure l'écart entre le passif et l'actif à une date donnée sans hypothèses de renouvellement de passif ou d'actif. Il matérialise des impasses ou « gaps » de liquidité statique. La politique du groupe est de refinancer ses actifs par des passifs d'une durée supérieure, maintenant ainsi des gaps de liquidité statique positifs sur l'ensemble des pôles du bilan.

La réserve de liquidité

La réserve de liquidité correspond aux sources de liquidité d'urgence utilisables par Mobilize Financial Services en cas de besoin qui se compose de :

- actifs hautement liquides, High Quality Liquid Assets (HQLA) tels que définis par le Comité de Bâle pour le calcul du ratio de liquidité LCR,
- actifs financiers liquides non reconnus comme HQLA par le Comité de Bâle,
- lignes bancaires bilatérales confirmées,
- collatéral mobilisable auprès des Banques Centrales (Banque Centrale Européenne ou Bank of England) et non déjà compté en HQLA ou actifs financiers.

Au sein du périmètre de refinancement centralisé et pour les entités en refinancement local matérielles, des niveaux minimum et adéquat de réserve de liquidité sont définis semestriellement par le Comité Financier.

Scénarios de stress

Le Comité Financier est informé chaque mois de l'horizon pendant lequel l'entreprise peut assurer la continuité de son activité en utilisant sa réserve de liquidité dans divers scénarios de stress. Les scénarios de stress comprennent des hypothèses de fuite des dépôts, de perte d'accès à de nouveaux financements, d'indisponibilité partielle de certains éléments de la réserve de liquidité ainsi que des prévisions de production de nouveaux crédits. Les scénarios comprennent également des vitesses différenciées de propagation du stress associées à des horizons de survie différenciés.

5.4.5 Le risque de change

La position de change peut être décomposée en :

- la position de change structurelle, qui résulte des investissements à long terme du groupe dans les fonds propres de ses filiales étrangères ;
- la position de change transactionnelle, qui découle des flux de trésorerie libellés dans des devises autres que la devise patrimoniale,

Depuis 2022, Mobilize Financial Services dispose d'une allocation de capital couvrant son exposition au risque de change structurel.

Le groupe bénéficie d'une dérogation de la BCE pour les cinq devises les plus significatives (GBP, BRL, KRW, CHF et MAD) lui permettant, pour ces devises, de ne prendre en compte que l'excédent de capital par rapport à la moyenne du CET1 groupe.

Le risque de change structurel est inclus dans le dispositif d'appétit au risque de Mobilize Financial Services, la position du groupe dans toutes les devises est contrôlée mensuellement lors du Comité capital et liquidité et communiquée trimestriellement au Superviseur.

Mobilize Financial Services encadre par des limites sa position de change transactionnelle qui provient des cash-flows libellés dans des devises autres que la devise patrimoniale.

Centrale de refinancement

Très faible historiquement, la position de change de RCI Banque S.A., centrale de refinancement, s'est maintenue en dessous de sa limite, à 4 M€, tout au long de l'année.

Aucune position n'est admise dans le cadre de la gestion du refinancement : la salle des marchés assure à cet égard, la couverture systématique de la totalité des flux concernés.

Des positions résiduelles et temporaires en devises, liées aux décalages de flux inhérents à la gestion d'une trésorerie multidevises, peuvent toutefois subsister. Ces positions éventuelles font l'objet d'un suivi quotidien et obéissent au même souci de couverture.

Toute autre opération de change (notamment au titre de l'anticipation de la couverture des dividendes prévisionnels) ne peut être initiée que sur décision du directeur de la Direction financements et trésorerie.

Filiales de financement de ventes

Les filiales de financement des ventes ont l'obligation de se refinancer dans leur propre devise et ne sont donc pas exposées.

Par exception, des limites sont allouées aux filiales où les activités de financement des ventes ou le refinancement sont multidevises, ainsi qu'à celles étant autorisées à placer une partie de leurs excédents de trésorerie dans une devise autre que leur devise patrimoniale.

Le groupe Mobilize Financial Services se finance dans sa devise patrimoniale et n'a donc à ce titre pas de position de change transactionnelle.

La position de change transactionnelle ⁽²⁾ du groupe au 31 décembre 2025 est de 10,3 M€.

5.4.6 Le risque de contrepartie

Le risque de contrepartie bancaire chez Mobilize Financial Services résulte de diverses opérations de marché réalisées par les entités du groupe dans le cadre de leurs activités quotidiennes (placements des excédents de trésorerie, opérations de couverture de taux ou de change, investissements en actifs liquides...).

Les opérations sont réalisées auprès d'établissements bancaires de premier ordre et dont le risque est encadré par des limites définies par Mobilize Financial Services, puis validées par Renault dans le cadre de la consolidation des risques de contrepartie au niveau du groupe.

⁽²⁾ Position de change excluant les titres de participations au capital des filiales

La calibration des limites s'appuie sur une méthode interne basée sur le niveau des fonds propres, la notation « long terme » par les agences de notation et l'appréciation qualitative de la contrepartie.

Ces limites sont suivies quotidiennement. L'ensemble des résultats des contrôles est communiqué mensuellement au Comité Financier Mobilize Financial Services et intégré au suivi consolidé du risque de contrepartie du groupe Renault.

De plus, pour satisfaire aux exigences réglementaires résultant de la mise en application du ratio de liquidité à 30 jours « Liquidity Coverage Ratio » (LCR), Mobilize Financial Services a constitué un portefeuille d'investissements en actifs liquides. Ces derniers sont encadrés par des limites en montant et en durée définies pour chaque émetteur.

Mobilize Financial Services a également investi dans des fonds monétaires, des titres de dettes d'entreprises et un fonds composé de titres de créances émises par des agences européennes, des états et des émetteurs supranationaux. Chacun de ces investissements fait l'objet d'une limite spécifique validée en Comité Financier et revue au moins une fois par an.

Des accords ponctuels sont aussi donnés aux filiales de financement des ventes afin qu'elles puissent investir dans des bons du Trésor ou de la Banque Centrale des pays dans lesquelles elles résident.

Ces limites font également l'objet d'un suivi quotidien et sont remontées mensuellement au Comité Financier Mobilize Financial Services.

S'agissant des entités financières, le risque prend en compte l'exposition cash (dépôts et intérêts courus) ainsi que l'exposition sur instruments dérivés calculé par la méthode forfaitaire interne telle que présentée ci-après lorsqu'il n'existe pas de dispositif de mitigation du risque par échange de collatéral.

Méthode forfaitaire

Mobilize Financial Services a revu sa méthode d'évaluation au risque de marché en 2023.

L'utilisation croissante de techniques d'atténuation du risque sur instruments dérivés (chambres de compensation ou échanges de collatéral avec la contrepartie sur une base bilatérale) a incité Mobilize Financial Services à revoir sa méthode d'évaluation au risque de marché.

Mobilize Financial Services distingue les dérivés enregistrés en chambre de compensation, les dérivés non compensés faisant l'objet d'échange de collatéral et les dérivés non compensés sans échange de collatéral. Un coefficient d'équivalent risque est affecté à chaque type d'opération.

Le coefficient appliqué dépend de la durée pendant laquelle Mobilize Financial Services est exposé à de potentielles variations de valeurs défavorables des instruments dérivés qu'elle détient.

Ces variations de valeurs dépendent des variations des taux d'intérêt ou de change :

- pour les dérivés compensés en chambre, Mobilize Financial Services est en position au maximum un jour ;
- pour les dérivés non compensés faisant l'objet d'échange de collatéral hebdomadaire, Mobilize Financial Services est en position sept jours ;
- pour les dérivés non compensés sans échange de collatéral, Mobilize Financial Services est en position jusqu'à l'échéance de la transaction.
- Avec l'ajout d'une composante change pour les swaps de change.

A la suite des différentes analyses sur les courbes de taux, Mobilize Financial Services a opté pour les évaluations de risque suivante :

- 0 % sur les dérivés en chambre de compensation,
- 2 % pour les swaps gérés en bilatérale,
- 6 % pour les swaps de change (qui ont en plus d'une dépendance aux variations de taux ont également une dépendance aux variations des taux de change).

Contrat sur taux d'intérêt**SWAPS d'intérêt non compensés**

SWAPS compensés	SWAPS bilatéraux de taux	Durée résiduelle	Coefficient taux
0 %	2 %	Entre 0 et 1 an	2 %
		Entre 1 et 2 ans	5 %
		Entre 2 et 3 ans	8 %
		Entre 3 et 4 ans	11 %
		Entre 4 et 5 ans	14 %
		Entre 5 et 6 ans	17 %
		Entre 6 et 7 ans	20 %
		Entre 7 et 8 ans	23 %
		Entre 8 et 9 ans	26 %
		Entre 9 et 10 ans	29 %

Contrat sur taux de change

SWAPS bilatéraux de change	SWAPS de change non compensés	
	Initial duration	Coefficient change
6 %	Entre 0 et 1 an	6 %
	Entre 1 et 2 ans	18 %
	Entre 2 et 3 ans	22 %
	Entre 3 et 4 ans	26 %
	Entre 4 et 5 ans	30 %
	Entre 5 et 6 ans	34 %
	Entre 6 et 7 ans	38 %
	Entre 7 et 8 ans	42 %
	Entre 8 et 9 ans	46 %
	Entre 9 et 10 ans	50 %

Pour s'assurer du caractère conservateur de cette méthode, l'exposition sur dérivés est recalculée périodiquement selon la méthode réglementaire « mark to market positif + add-on » présentée ci-dessous :

Méthode « mark to market positif + add-on »

Cette méthode est basée sur la méthode réglementaire. L'exposition sur produits dérivés (taux et change), est calculée comme la somme des pertes potentielles, calculées sur la base de la valeur de remplacement des contrats réalisés avec la contrepartie sans compensation avec les gains potentiels, augmentée d'un « add-on » représentant le risque potentiel futur. Ce risque potentiel futur est déterminé par la réglementation bancaire française (règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 article 274) comme suit :

Durée résiduelle	Contrats sur taux d'intérêts (en % du nominal)	Contrats sur taux de change et sur l'or (en % du nominal)
<= 1 an	0 %	1 %
1 an < durée <= 5 ans	0,50 %	5 %
> 5 ans	1,50 %	7,50 %

Selon la méthode forfaitaire, il s'élève à 198,8 M€ au 31 décembre 2025, contre 234,9 M€ au 31 décembre 2024. Selon la méthode « mark to market positif + add on », l'équivalent risque de contrepartie s'élève à 47,7 M€ au 31 décembre 2025, contre 54,3 M€ au 31 décembre 2024. Ces montants ne concernent que des établissements de crédit. Ils ont été déterminés sans prendre en compte les accords de compensation conformément à la méthodologie décrite ci-dessus.

5.5 Annexe 3 : Honoraires des commissaires aux comptes

	Réseau FORVIS MAZARS				Réseau KPMG				Réseau AUTRES			
	2025		2024		2025		2024		2025		2024	
	HT	%	HT	%	HT	%	HT	%	HT	%	HT	%
Audit légal stricto sensu	2 756	87 %	2 724	87 %	1 357	78 %	1 402	73 %	174	93 %	211	77 %
Certification du reporting CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive)	272	9 %	340	11 %	272	16 %	340	18 %			53	19 %
Services habituellement fournis par les commissaires aux comptes	116	4 %	28	1 %	100	6 %	106	6 %	13	7 %	10	4 %
Audit légal et prestations assimilées	3 144	99 %	3 092	99 %	1 729	100 %	1 848	96 %	187	100 %	274	100 %
Prestations fiscales, juridiques et sociales	17	1 %	4	0 %								
Prestations d'accompagnement en organisation												
Autres prestations			19	1 %	5	0 %	69	4 %				
Prestations de service autorisées hors audit légal ayant nécessité une approbation	17	1 %	23	1 %	5	0 %	69	4 %				
TOTAL DES HONORAIRES	3 161	100 %	3 115	100 %	1 734	100 %	1 917	100 %	187	100 %	274	100 %

Affectation du résultat

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide d'affecter le résultat de l'exercice comme suit :

Résultat net de l'exercice 2025	900 692 416,74 €
Report à nouveau antérieur	2 931 784 012,83 €
Solde disponible	3 832 476 429,57 €
Dividendes à distribuer	400 000 000,00 €
Solde du compte report à nouveau après affectation du résultat	3 432 476 429,57 €

L'Assemblée générale fixe en conséquence le dividende à 400 000 000 € au titre de l'exercice 2025, soit à 400 € par action.

Il est rappelé qu'un acompte sur dividende a eu lieu sur l'exercice 2025 comme suit :

- Dividende total afférent à l'exercice : 400 000 000 €
- Dont acompte sur dividende décidé par le Conseil d'administration le 4/11/2025, sur la base de comptes intermédiaires arrêtés au 30/09/2025, et mis en paiement le 28/11/2025, pour un montant de : 150 000 000 €
- Solde du dividende à distribuer : 250 000 000 €

Ce dividende versé au titre de l'année 2025 :

- ouvre droit à un abattement de 40 % lorsque les bénéficiaires sont des personnes physiques imposables à l'impôt sur le revenu en France, conformément à l'article 158-3-2° du Code général des impôts ;
- et n'ouvre pas droit à cet abattement dans les autres cas.

Les dividendes versés au titre des trois précédents exercices ont été les suivants :

- Au titre de l'exercice 2022, il y a eu une distribution de dividendes d'un montant de 600 000 000 EUR, soit 600 EUR par action.
- Au titre de l'exercice 2023, il y a eu une distribution de dividendes d'un montant de 600 000 000 EUR, soit 600 EUR par action.
- Au titre de l'exercice 2024, il y a eu une distribution de dividendes d'un montant de 150 000 000 EUR, soit 150 EUR par action.

Rapport de gestion

Les rapports de gestions des comptes sociaux et consolidés sont tenus à disposition au siège social.